



MATÉRIAUX

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE

DES ANNÉES 1805, 1806 ET 1807.

On trouve chez les mêmes libraires la *Galerie de Portraits Prussiens.*

MATÉRIAUX

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE

DES ANNÉES 1805, 1806 ET 1807;

DÉDIÉS AUX PRUSSIENS,

PAR UN ANCIEN COMPATRIOTE.

A PARIS,

CHEZ COLNET, libraire, en face du pont des Tuileries;
FAIN, Imprimeur, rue Saint-Hyacinthe, n.° 25;
DEBRAY, Libraire, rue Saint-Honoré, n.° 168;
MONGIE, cour des Fontaines, n.° 1;
DELAUNAY, palais du Tribunat, galerie de Bois;
Et ARTHUS BERTRAND, rue Haute-Feuille.

1808.


MVSEVM
BRITAN
NICVM

AUX PRUSSIENS.

PRUSSIENS, recevez les adieux d'un compatriote qui ne l'est plus que du cœur; et dans le livre qu'il vous dédie, un dernier tribut d'amour. Quand vous lirez mon ouvrage, des mers m'auront séparé de vous. Je vais dans un autre monde, non pas chercher une autre patrie, on ne remplace pas la première; non pas avec l'espérance du bonheur, il habitoit parmi vous. Victime plus que d'autres du malheur public, j'ai survécu à toutes mes affections, à la plus chère, à votre gloire. Je n'aspire qu'à trouver le repos qui suit les orages, et à fuir le spectacle de vos maux.

J'ai vu votre chute, et elle a déchiré mon cœur; mais j'ai entendu l'ignorance et la haine vous juger, et l'indignation

m'a mis la plume à la main. La méchanceté sera-t-elle donc toujours plus active que le devoir? Des écrivains obscurs se succèdent pour vous traîner dans la boue; le patriote gémit et se tait. Pourquoi? Comment la vérité percera-t-elle le voile, si le monde n'entend publier que ce qui vous accuse et jamais ce qui vous honore? On dénonce à l'histoire votre gouvernement comme un gouvernement énervé, vos hommes d'état comme corrompus, vous-mêmes comme un peuple léger, sans caractère, sans courage. L'étude des causes est longue, la calomnie est facile. Avant de m'arracher du milieu de vous, j'ai voulu vous laisser un monument qui, en vous rappelant ce que vous avez été, vous consolât un moment. Je vous remets sous les yeux le tableau de nos dernières années. Il détrompera l'étranger qui, sur la foi de quelques plumes vénales, vous a

crus dégradés, parce que vous avez été malheureux.

Je ne vous donne ici ni de ces jugemens sans preuve, qu'on jette comme un appât à la crédulité du simple, ni de ces déclamations haineuses que le méchant préfère à la preuve. J'ai eu des relations précieuses, et j'ai recherché les hommes sages, pour rectifier mes jugemens sur les leurs. Je n'ai pas tout dit; le devoir ne le permet pas: mais j'ai dit ce qui étoit vrai; le mal, pour être juste; le bien, parce qu'il en faisoit à mon cœur.

Quand un écrivain anonime parle ainsi de lui-même, il n'a de garant que son ouvrage : mais la vérité a son caractère; un œil exercé ne s'y trompe pas. Mes juges sont ceux d'entre mes compatriotes qui ont connu, mieux que la foule, le gouvernement et ses ressorts. Je ne crains pas d'en appeler à leurs lumières.

Je dirai d'abord ce que la Prusse a été jusqu'en 1805, et pourquoi elle l'a été. Je montrerai qu'il y a eu dans l'état un principe de vie et un principe de mort, également méconnus. Depuis l'année 1805, où le voile qui couvroit notre néant a été levé, je retracerai les événemens avec plus de suite, mais à grands traits, sans répéter ce qu'on sait, ni copier les feuilles publiques, en m'attachant surtout à expliquer les grands phénomènes moraux, qui sont dans l'histoire tout ce que son étude a d'intéressant et d'instructif.

Concitoyens, j'ai écrit dans une langue qui n'est pas la mienne, premièrement parce que ceux d'entre vous qui me liront la possèdent; mais surtout pour que l'étranger m'entende, et qu'il apprenne à vous juger. J'aime mieux écrire moins bien, et, s'il se peut, vous regagner plus de cœurs.

MATÉRIAUX

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE.

La troisième coalition alloit éclater. La Prusse, enhardie par huit ans de prospérité, s'obstinoit à rester neutre. Toutes les cours, même ses alliés, se trompoient sur les causes de son système. Dans l'intérieur, des légions de fanatiques s'étudioient à l'avilir. Quelques sages prévoyoient, en soupirant, qu'il ne dureroit pas toujours.

Pour apprécier à leur juste valeur les reproches qu'on a faits au cabinet de Berlin et les jugemens qu'on a portés sur les prétendues causes de nos revers, pour arriver par cet examen à la seule explication des derniers événemens qui satisfasse à tout, hors au besoin de réprouver ou de haïr, il importe de se faire une idée bien juste de la situation où se trouvoit la Prus-

se en 1805, tant intérieurement qu'au dehors. Retraçons avant toutes choses ce double tableau. Le souvenir en est si peu étranger à la question, qu'au contraire il l'épuise : toutes les hypothèses calomniatrices tomberont d'elles-mêmes, quand on aura vu ce qu'étoit la Prusse considérée toute seule. Tous les miracles s'expliqueront naturellement, quand on aura mieux jugé ses entours.

Frédéric Guillaume III régnoit depuis huit ans. Particulier, il eût été l'idole de ses amis; roi, il lui a manqué seulement quelques hasards plus heureux pour être placé dans l'histoire aux premiers rangs. Comme sa manière d'être intellectuelle et morale nous donnera la clef de bien des faits, c'est elle avant tout qu'il nous importe de ne pas juger à demi.

Sa première éducation avoit été mauvaise et le choix de ses instituteurs une énigme pour la nation. Il sut se former lui-même à deux grandes écoles : le règne de son grand-oncle lui offrit les modèles à suivre; celui de son père les écueils à

éviter. Dans le silence d'une jeunesse sage, il sut observer avec fruit et se tracer à temps sa route future. Fils et sujet respectueux, il ne se permit jamais de prononcer sur les fautes de son père; mais les ressources violentes auxquelles il le vit réduit, lui apprirent que l'économie est la première condition d'un règne heureux; et, dans les plaines de la Champagne, au milieu des débris de l'armée prussienne, il fit vœu de conserver la paix à ses peuples.

Il monta sur le trône, sans qu'aucun orage eût fait parler de sa jeunesse, avec des connoissances imparfaites, mais avec des résolutions méditées et un cœur libre de toute passion, si l'on n'appelle ainsi l'amour du bien et les affections domestiques. Ce calme du cœur lui facilita toutes les études, en éloignant de lui tous les préjugés; et, sans avoir jamais mis de faste dans son exactitude à remplir ses devoirs de roi, méconnu peut-être sous ce rapport à force de simplicité, tandis que l'heure du travail étoit plus sacrée pour lui que pour le moindre de ses serviteurs, il avoit, à l'é-

poque dont nous retraçons le tableau, plus que des connoissances ordinaires.

Il possédoit à fond l'histoire du pays, celle de ses ancêtres, celle de nos guerres. Comme dès le commencement de son règne, ses relations extérieures avoient été difficiles, il lisoit de préférence ce qui paroissoit sur l'histoire du jour et pouvoit l'éclairer sur ses devoirs. Cependant la pensée des autres n'étoit pas ce qui rendoit la sienne plus sûre. Il devoit à la nature un sens exquis; mais, pour qu'il l'exerçât dans toute sa pureté, il falloit qu'aucune opinion étrangère n'eût pu l'atteindre. Par une bizarrerie inexplicable de l'esprit humain, avec l'opinion qu'il devoit avoir de lui-même, avec l'expérience, vingt fois répétée, que de tous ses conseillers, le plus incorruptible étoit son propre tact, cet homme singulier n'avoit jamais su se mettre à sa véritable place. Il n'avoit pu prendre dans ses lumières qu'une confiance timide. A moins qu'un grand devoir ne parlât à son noble cœur, et celui-là se faisoit toujours entendre, il ne décidoit qu'à

regret entre des opinions différentes. Il en est résulté du mal. Non-seulement dans les premières années de son règne, le bien s'est fait plus lentement qu'il n'auroit pu, parce que, dans l'attente de motifs nouveaux et de lumières plus sûres, il aimoit à remettre des résolutions même bienfaisantes, si toutes les chances n'en étoient pas également calculées; mais, à l'époque des catastrophes, il y a eu des momens graves où son courage et son coup d'œil nous auroient servis, s'il avoit dédaigné tout autre conseil que le sien.

Jamais une volonté ne fut plus pure, plus égale, plus constante que celle de Frédéric Guillaume III. Il avoit une haute idée de ses devoirs et il n'est pas de sacrifice pénible qu'il ne leur eût fait, mais avec tant de simplicité que lui seul peut-être l'eût su. Le bien, tel fut dans tous les momens l'unique besoin de son cœur. Capable seulement d'affections honnêtes et douces, il alloit au but sans qu'aucun penchant moins noble l'en détournât, et il jouissoit sur la route. Sa bonté étoit si parfaite, et ses prin-

cipes si sûrs, qu'il eût pu se passer de l'une ou des autres. Avec d'autres goûts il auroit fait le même bien; avec moins de lumières, il l'auroit fait encore.

Il avoit sur les grands rapports de l'état des idées avec lesquelles il auroit gouverné des anges plus sûrement que des hommes. Tous ces calculs lointains de la politique qui sacrifient le présent à des intérêts futurs, peut-être incertains, répugnoient à son sens moral. Il ne connoissoit de guerre juste que celle qui se fait pour la défense immédiate de l'état. Nous verrons par la suite de cet ouvrage de quelle conséquence ce principe sublime et dangereux a été pour le sort de la monarchie.

Heureusement Frédéric Guillaume pouvoit avoir en politique quelqu'opinion que ce fût, sans risquer qu'on l'attribuât à des causes indignes de son caractère ou de son rang. Quand le sang des Hohenzollern n'auroit pas coulé dans ses veines, il avoit fait ses preuves de bravoure dans les campagnes du Rhin et dans celle de Pologne. Hélas! il les a répétées depuis, sans que

l'héroïsme ait rien pu contre les calculs du génie. Son courage n'étoit pas celui du jeune homme qui suit en aveugle son instinct, ni celui de l'ambitieux qui risque tout pour tout obtenir; c'étoit le courage de l'homme parfaitement moral pour qui le devoir est tout, et qui, placé entre le devoir et la mort, n'imagine pas même que le choix soit encore à faire.

Du cabinet où, sans phrases et sans faste, il ne s'étoit occupé que de vues utiles et de projets bienfaisans, il passoit au sein d'une famille chérie, et il y portoit d'autres vertus, mais qui toujours avoient le même caractère. Sa femme, car pourquoi mon style n'auroit-il pas la simplicité de son langage? Sa femme, ses enfans, ses frères, tel étoit le cercle où il alloit chercher les jouissances que le trône ne donne pas. Là, plus heureux comme particulier que comme prince, libre de doutes pénibles, et se jugeant mieux, son bonheur étoit sans mélange; car, en voulant celui de sa famille, il étoit sûr de le faire, et c'étoit dans son cœur seulement

qu'il avoit eu besoin de puiser. Là, il trouvoit tout ce qui peut devenir le prix du devoir, dans son auguste épouse tous les charmes, dans ses enfans toutes les espérances. L'union, la douce gaîté, la liberté noble, faisoient de ce cercle un cercle enchanteur. Souvent ce n'étoit pas une cour, mais c'étoit mieux ; et, quoique le besoin de juger nous ait fait relever dans la vie de nos maîtres des détails sans intérêt ; quoique plus d'une fois notre triste sévérité soit devenue leur plus bel éloge, en prouvant seulement par la minutie des reproches combien la méchanceté même et l'envie respectoient en eux les grandes vertus ; quoiqu'en particulier on ait blâmé la simplicité de leur cour, et porté le deuil de l'étiquette, parce qu'on ne pouvoit plus crier contre ses abus, il n'en est pas moins vrai que les grâces majestueuses de la reine savoient tout sauver, tout réunir, qu'elle commandoit le respect autant que l'amour, et qu'aux yeux de plus d'un sage, ces réunions avoient eu un charme dont la dignité n'avoit pas souffert.

Tel a été, dans ses intentions morales et dans ses moyens naturels, ce prince, plus malheureux depuis, qu'un autre n'auroit pu l'être pour prix de tous les crimes ou de toutes les erreurs. Voyons ce qu'étoit son empire en 1805, et, pour mieux juger l'ensemble, jetons successivement un coup d'œil sur les différentes branches de l'administration.

Les finances, on le sait, étoient en Prusse, plus que partout ailleurs, la première condition de l'existence de l'état. La Prusse, élevée par un tour de force au rang des grandes puissances, avoit leurs besoins sans avoir leurs ressources. Ce n'étoit pas chez nous qu'on pouvoit impunément s'oublier sur le trône, et onze ans d'un règne trop peu sévère nous avoient placés sur la pente de l'abîme. Le feu roi avoit hérité de Frédéric-le-Grand un trésor de septante et deux millions d'écus de Prusse, et laissé pour tout héritage à son fils vingt-huit millions de dettes, des institutions financières devenues l'horreur de la nation, un crédit qui déjà commençoit

à s'altérer, et des besoins qui devoient croître chaque jour avec les fruits de sa déplorable croisade en Champagne.

A peine sur le trône, Frédéric Guillaume III rétablit, dans toutes les branches, une économie, non pas sévère, mais sage. Il se défendit à lui-même tout luxe inutile. L'état de sa maison étoit celui d'un prince bien au-dessous de son rang. On ne m'en croiroit pas si j'articulois la somme dont la reine disposoit annuellement; mais ce que mes compatriotes, au moins, croiront sans peine, c'est que des bienfaits, le plus souvent ignorés, en absorboient la plus grande part. Sans examiner encore jusqu'à quel point nos principes en politique ont pu nuire sous d'autres rapports, le roi leur dut huit ans de repos, et profita habilement des moyens de prospérité que le commerce et la paix offrirent à sa nation, pour faire servir au rétablissement de ses finances le surcroît de ses revenus. En peu d'années les dettes furent toutes ou payées, ou fondées. On n'avoit pu sans doute reproduire le trésor de Fré-

déric II; premièrement, parce qu'il avoit fallu partir de plus loin; en second lieu, parce qu'on avoit l'expérience des plaies que portent à l'industrie des opérations d'économie trop violentes. Mais déjà les épargnes étoient considérables; et lorsqu'en 1805, et l'année suivante, les événemens forcèrent le roi à faire marcher son armée, elles suffirent aux premiers frais.

Ainsi, dans le moment où nos malheurs politiques ont commencé, la Prusse étoit sans dettes, elle avoit un trésor, et sa recette annuelle surpassoit sa dépense d'une somme qui seule eût fait la richesse d'un souverain du troisième rang. Quel état en Europe pouvoit, sous ce premier rapport, se placer à côté d'elle ?

Et qu'on ne pense pas que ces moyens fussent dûs à un système d'administration oppresseur, et que l'état se fût libéré au prix de la misère du peuple. Rien ne ressembloit moins que les principes de nos derniers temps à cette fiscalité dure qu'on avoit reprochée au grand Frédéric. Les

monopoles rétablis par le feu roi, dans sa détresse, avoient été abolis par Frédéric Guillaume III, riche de son économie. On avoit rendu à l'industrie nationale et les objets dont l'état s'étoit emparé dans d'autres temps, et ceux dont il avoit fait la propriété de quelques familles. Le commerce étoit devenu, non pas ce qu'il pouvoit être; mais ce qu'il n'avoit jamais été, quoique sans doute, et j'en fais l'aveu pour être juste, il dût aux circonstances politiques autant qu'aux institutions du gouvernement. Une grande partie des revenus de la couronne provenoit de ses domaines. La nation payoit le reste sans qu'elle se sentît foulée, grâce à l'impôt indirect, sur lequel on s'obstinoit à en croire l'expérience du grand homme, plus que les théories du jour. Toutes les villes commerçantes s'étoient élevées à un degré nouveau de splendeur. Parmi les petites villes de province qui n'avoient dû leur aisance qu'à des circonstances perdues, plusieurs sembloient déchoir; mais l'habitant des campagnes n'étoit pas inutilement labo-

rieux, et tous les jours la banque royale voyoit verser dans ses caisses les épargnes du paysan, qui ne les croyoit sûres que là. D'ailleurs le gouvernement, fidèle aux anciens principes, ne recevoit que pour rendre; la plus grande partie de ce qui lui restoit de disponible, au bout de l'an, refluoit dans les provinces, et nourrissoit l'agriculture, le commerce et les arts utiles. Les villes étoient bâties; les terrains bruts défrichés; les fermiers de l'état, qu'un malheur non mérité avoit mis dans la détresse, relevés à temps par des remises; les manufactures solides secourues; des colonies d'étrangers industrieux établies dans les provinces où les bras manquoient encore; des essais hasardés avec sagesse pour le morcellement des grandes fermes; des sommes étonnantes accordées tous les ans aux propriétaires terriens qui prouvoient l'intention de les employer à des améliorations utiles. Les communes et les corvées, ces deux grands obstacles au perfectionnement de l'agriculture, avoient été, celles-là partagées, celles-ci décla-

rées rachetables, par-tout où le gouvernement avoit pu commander ou influer, du moins par la force de l'exemple et des encouragemens de tout genre. Posen avoit péri par les flammes; le roi la fit rebâtir plus belle. La Vistule, inconstante comme la nation dont elle arrose les plates campagnes, tendoit sans cesse à changer de lit; grâce aux beaux ouvrages de Montau, elle ne menaça plus des contrées précieuses. Les salines de Colberg, propriétés communes de quelques familles poméraniennes, rendoient peu de chose sous un régime vicieux; elles furent achetées des fonds de l'état, et bientôt promirent un riche produit. Le commerce des provinces entr'elles étoit entravé par des péages qui datoient encore de l'époque où elles avoient appartenu à différens maîtres; Frédéric Guillaume III, sourd aux calculs d'une fiscalité mesquine, abolit ces institutions qu'avec toute leur sagesse ses ancêtres avoient conservées. Nos laines, le trésor de nos manufactures, étoient grossières; des hom-

mes intelligens furent envoyés au fond de l'Espagne pour y acheter des brebis de première race, et elles furent distribuées aux grands propriétaires : ainsi le bien, qui jamais ne s'achève, se faisoit d'année en année ; ainsi l'éternelle circulation du numéraire et un mouvement continu dans tous les moyens d'industrie doubloient la richesse nationale, rendoient moins sensible le poids des impôts et préparoient, pour le moment du besoin, plus de ressources extraordinaires que notre pauvreté relative n'en eût promises à des maîtres moins paternels.

Je dis notre pauvreté relative ; car partout ailleurs il eût suffi, pour conduire aux mêmes résultats, de ne pas faire le mal. Nous avions besoin d'un gouvernement actif qui sût aider à la nature, conserver ou produire en dépit d'elle ; et moins nous devions aux choses, plus il étoit essentiel que nous dussions aux hommes. C'étoit un de leurs plus beaux triomphes que l'ouvrage de Frédéric, et chaque jour ajoutoit à cet ouvrage.

Tandis qu'à l'ombre d'institutions bienfaisantes, le Prussien, qui n'est pas né pour l'opulence, pouvoit dans toutes les classes atteindre à la douce médiocrité, des lois, jugées depuis long-temps par l'Europe, veilloient à lui conserver ses droits héréditaires et acquis. Ici, je le sais, nos grands titres à l'estime des nations datent de plus haut. Si, au lieu de traditions confuses, disparates, inapplicables, dont l'habitude avoit fait des règles, nous avons eu les premiers un code qui a puisé les siennes, soit à la source éternelle de la vérité, soit dans des circonstances qui nous appartiennent et dans des besoins qui ne sont qu'à nous; si, sous les auspices de Napoléon, ce beau monument de notre gloire, mieux connu de sa nation, lui a offert à elle-même des modèles, c'est une portion de l'héritage que Frédéric II nous a laissé. Oui, le code existoit; mais songeons que dans le monde moral les choses n'ont de garantie que la volonté des hommes. Honorons ceux aussi qui veillent sur les créations du génie, et rappelons-nous

qu'à peine connu, n'ayant pas encore force de loi, déjà le code avoit manqué de périr : son immortel auteur, en élevant l'édifice, n'avoit pas craint d'en montrer la base. Il avoit proclamé dans l'introduction quelques vérités grandes que ses pareils ne redoutent pas ; on en eut peur après lui, et peu s'en fallut alors que nous ne perdissions notre plus beau titre d'honneur. Le règne de Frédéric Guillaume III a été un long hommage à l'esprit de ce bel ouvrage : sous lui, nous n'avons redouté que notre conscience et les lois. Certain de la haine du prince, si Frédéric Guillaume avoit su haïr, le serviteur honnête n'auroit craint ni pour sa place ni pour ses espérances. L'autorité du roi étoit nulle dès que les lois avoient parlé : une seule fois, depuis son avénement, il avoit mis à leur place le pouvoir ; et, ce qui frappa le contemplateur, il l'avoit osé dans les premiers jours de son règne, et dans une occasion délicate où l'exception avoit dû coûter à son cœur ; mais cette fois cet homme pur avoit suivi son instinct ; il avoit plus hono-

ré les mœurs qu'il n'avoit blessé les formes et son peuple l'a compris.

Les lois, placées hors de l'influence du souverain, ont un écueil de moins à craindre; mais elles ne peuvent se passer d'organes, et si ces organes ne sont purs, que peut la sagesse qui les a dictées? La perfection n'habite pas cette terre, les exceptions sont de tous les lieux; mais la calomnie a respecté nos tribunaux; mais, parmi ceux qui y siégent, que de noms généralement révérés! Il suffit de citer la chambre de justice et le tribunal suprême pour réveiller les idées de droiture, d'incorruptibilité, de courage. Ce n'est pas là qu'on ira chercher les preuves de notre prétendue dégradation. Quand, sous le règne du feu roi, des fanatiques tout-puissans voulurent perdre un malheureux curé de campagne pour avoir manqué à des formes; quand on eut travaillé tour à tour les membres de la chambre de justice, parce qu'ils étoient sourds à l'autorité; quand l'autorité eut poussé la vengeance jusqu'à tâcher de les avilir; tous, riches et pau-

vres, donnèrent l'exemple d'un respect profond pour le trône et d'une opposition invincible à des volontés illégales. Ils se laissèrent opprimer sans murmure, mais ils restèrent les organes de la loi seule. Par un accord secret et d'autant plus noble, ils convinrent que, s'ils en étoient les victimes, la fortune de tous seroient à tous; faisant ainsi du devoir le nœud d'une glorieuse amitié; et rendant ceux d'entr'eux qui n'avoient de ressource que leur place, aussi indépendans quant aux rapports extérieurs que la conscience de tous l'avoit été. Ces hommes courageux vivoient encore à l'époque de notre chute, honorant nos mœurs et faisant respecter nos lois, soit dans les mêmes places, soit ailleurs, et formant dans la capitale et dans les provinces des élèves dignes d'eux. Nommez un Kircheisen aux Berlinois, ils n'entendront prononcer ce nom qu'avec respect; mais, si le respect d'un peuple entier vous semble quelque chose, n'allez pas puiser, dans des pamphlets obscurs, l'idée que vous devrez prendre de notre justice et des

hommes qui la rendent : interrogez ce juge sévère, vous entendrez que nous ne sommes pas tombés pour avoir été pauvres en hommes instruits et vertueux ; et cet état de choses, vous en attribuerez un peu le mérite au gouvernement, quand vous vous direz qu'il n'a jamais entravé la marche des lois, que l'instruction fut un de ses soins favoris, et que c'étoit près du trône qu'on alloit chercher l'exemple des mœurs *.

Mais il n'existe pas une chambre de justice qui juge les querelles des états, et pour eux le conseil des amphictyons c'est une armée toujours prête : la nôtre a été l'objet d'une admiration aveugle jusqu'à nos malheurs ; elle a été indignement calomniée depuis ; elle avoit ses vices, elle en avoit de grands ; mais ce n'étoit pas des vices qu'un gouvernement inepte ou lâche y eût laissé introduire. Ils étoient dans sa constitution primitive, soit qu'ils y eus-

* Lisez aussi, sur cette question, l'excellent ouvrage de M. de Bulow, dans lequel il réfute, d'une manière si victorieuse, les fausses assertions d'un étranger.

sent toujours été comme vices, ou que des institutions, utiles dans l'origine, eussent cessé de l'être par le changement des temps : de ces imperfections voici les plus graves; soyons justes, même quand nos aveux nous accusent.

1.° J'aborde avec peine une première question, parce que je n'ai pas la confiance des écrivains du jour, qui d'un trait de plume prononcent sur l'ouvrage du temps et sur la sagesse des siècles. On devine que je veux parler de la noblesse héréditaire, en tant que nos officiers n'étoient pris communément que dans cette classe. Je n'ose adopter ni rejeter sans réserve tout ce que des plumes haineuses ont soutenu, ou des plumes sages hasardé, en débattant la question. Mais, au nom de Dieu, qu'on se garde bien d'appliquer imprudemment des règles puisées uniquement dans l'histoire de la révolution françoise. Il est des circonstances violentes qui changent la nature de l'homme, et lui créent une puissance morale qu'il n'aura ni toujours ni partout. Les François sont

sortis vainqueurs d'une lutte sans exemple, non pas parce qu'il n'y avoit plus de nobles dans leur armée, mais parce que leur histoire les avoit, pour ainsi dire, tous anoblis. Hors de ces temps de révolutions et d'orages que toutes les nations ont connus ou connoîtront à leur tour, où l'œil même de l'enfance s'accoutume au sang, où la mort toujours présente est de toutes les idées la plus commune, où les jouissances vulgaires ont perdu leur prix, où l'énergie des volontés se développe, où l'homme connoît sa force, parce qu'il en a besoin tous les jours, où l'on est sans cesse jeté hors de soi par de grands intérêts ou de grands spectacles; hors de ces temps, je le demande, le courage qui fait affronter la mort, n'est-il pas dans l'homme l'ouvrage de l'art? ou, s'il lui est naturel, comme au lion, quand il défend sa femme, ses enfans, le champ qui le nourrit, le voisin peut-être que des brigands égorgent pour arriver plus sûrement à lui-même, n'est-il pas vrai qu'à mesure que la société dans laquelle il vit s'étend, à

mesure que l'intérêt de ses entours est moins immédiatement le sien, il est moins prêt aussi à s'exposer pour le défendre? Dès lors sera-ce en effet une création sans utilité, que celle d'une classe d'hommes appelés par la naissance, par l'éducation, par le besoin de tous les momens, par l'aiguillon de prérogatives glorieuses, par la crainte de l'infamie qui suit la foiblesse et de la dégradation civile qui suit l'infamie, à mettre le courage au premier rang des vertus? N'est-ce pas parce que le courage dont la société a besoin, n'est pas de ces vertus au moins la plus naturelle, que la société a inventé l'honneur qui n'est pas le courage, et le point d'honneur qui n'est pas l'honneur, et qu'elle a fait de ces idées la fortune héréditaire de quelques hommes, le mobile de leurs pensées, la condition de leur vie, certaine que dans les grands états, surtout dans les monarchies, elles ne peuvent être la propriété de tous, mais qu'un homme sûr en fait marcher à la mort dix autres qui ne le sont pas? Je sais tout ce qu'on peut me répondre. Ce

n'est pas ici le lieu de développer mon idée. Mais qu'on ne soit pas assez aveugle, je le répète, pour m'objecter les triomphes des François, ni assez barbare pour m'objecter nos revers. J'arriverai à ce dernier point. Tout s'expliquera naturellement pour ceux qui voudront être justes. Tout devient arme entre les mains de la haine.

Disons encore que la carrière des honneurs militaires n'étoit pas même fermée par la règle au citoyen non noble. D'après un calcul déposé dans le journal d'Archenholz, mois de décembre 1807, il y avoit l'an 1806 dans l'armée prussienne six cent quatre-vingt quinze officiers pris dans la roture, dont cent trente-un étoient placés dans l'infanterie de ligne, soixante-seize dans l'infanterie légère, deux cent quatre-vingt-neuf dans le corps d'artillerie, quatre-vingt-quatre dans la cavalerie, trente-sept dans différens autres corps, et quatre-vingt-deux dans les compagnies d'invalides. Sur ce nombre on comptoit trente officiers de grades supérieurs.

2.° Le tiers de l'armée sous Frédéric-le-Grand étoit composé d'étrangers, c'est-à-dire, le plus souvent de vagabonds, que leur conduite avoit réduits à se vendre, et que la crainte seule retenoit sous les drapeaux. Il en coûtoit annuellement à l'état des sommes énormes pour attirer quelques milliers de gens sans aveu, qui empoisonnoient les mœurs des garnisons, sans compter que bien des officiers estimables ont perdu les leurs dans ce métier abominable de recrutage, où ils n'avoient autour d'eux pendant des années entières que le spectacle du vice. Ce mal avoit été nécessaire tant que la Prusse, forcée à un rôle fatigant, avoit entretenu une armée trop nombreuse pour sa population. Mais pourquoi conservoit-on des élémens vicieux depuis les progrès de la monarchie? Grâce au système qui, pendant dix mois de l'année, rendoit à l'agriculture le plus grand nombre des conscrits, notre armée ne surpassoit plus autant nos moyens. Remarquons cependant que ce mode de recrutement étoit général en Allemagne, et

adopté même en Autriche, où la disette d'hommes le justifioit moins qu'ailleurs. Il est vrai que les conséquences du mal n'étoient pas les mêmes autrefois. Les mobiles qui long-temps avoient suffi pour diriger la machine, ne suffisoient plus aujourd'hui. Des lumières nouvelles ont contraint à des procédés nouveaux. Partout on affecte de parler à la raison de l'homme. Mais vous qui, à la veille d'une guerre, en appelez dans des proclamations oratoires au patriotisme du soldat, à son intérêt, à son devoir, à ses affections domestiques, le pouvez-vous avec pudeur, tant que cinquante mille bannis vous entendent, sans que de toutes ces images il en soit une seule à leur usage?

3.° De ces temps où le grand moyen de discipline étoit le châtiment et la crainte, où l'état entretenoit des machines pour sa défense, il étoit resté sur l'état militaire des idées qui tuoient l'honneur. L'exemption du service étoit un privilége. On composoit avec le premier devoir du citoyen. Dans les villes les plus populeuses et les

plus riches, l'habitant étoit dispensé de porter les armes. Dans plusieurs classes, et c'étoient les plus honorées, l'état du père exemptoit également les enfans. Ainsi la patrie repoussoit de préférence les défenseurs de qui surtout elle pouvoit attendre l'honneur qui tient aux lumières, et le courage que donne la propriété. Ainsi le citoyen, appelé sous les drapeaux, s'accoutumoit à regarder comme une peine ce qui devoit lui donner un rang. Ainsi la capitale et les grandes villes, dont malheureusement tant de causes favorisent l'accroissement, se peuploient encore de fugitifs, qui venoient ou se dérober eux-mêmes à l'appel de la patrie ou y soustraire au moins leurs enfans.

4.° L'ordre du tableau étoit la mort du talent. Il n'est pas nécessaire que tous les officiers soient des génies. Un grand nombre n'est là que pour faire aller les détails de la machine, et ceux-là aussi, n'eussent-ils d'autre mérite qu'un esprit d'ordre et le courage qui exécute sans comprendre, doivent trouver dans un avan-

cement honorable la récompense du dévouement. Mais pourquoi la compagnie, qui donnoit plus que l'aisance, n'étoit-elle pas le terme des avancemens réguliers? Pourquoi les grades supérieurs n'étoient-ils pas constamment à la disposition du souverain? Des talens reconnus, des actions d'éclat y auroient porté les hommes que la nature a faits pour commander. Nous n'aurions pas eu autant de vétérans que de généraux. . . . . Prussiens, on peut être l'un et l'autre, je le sais : mon cœur a joui avec vous des exceptions qui vous honorent.

5.° La compagnie donnoit l'aisance, ai-je dit. Mais comment la donnoit-elle? Ce n'étoit pas à leurs gages que les capitaines devoient d'être riches; c'étoit au réglement vicieux qui leur abandonnoit l'économie de leur compagnie et la fourniture d'une grande partie des besoins du soldat. C'étoit surtout à la malheureuse institution qui leur attribuoit en partie la solde des semestriers. Un capitaine avare en multiplioit le nombre au point que le service

devenoit insupportable aux restans. Il pouvoit forcer à retourner dans leurs chaumières ceux mêmes qui ne vouloient pas de cette faveur, les vexer de courses inutiles, soit en les rappelant subitement, s'il recevoit de la cour quelques ordres de précaution, soit en les faisant repartir plus vite, si, sur la foi des bruits publics, il croyoit ne rien hasarder. Le soldat sera malheureux tant qu'on pourra trafiquer de son malheur. Que l'état pourvoie richement aux besoins des capitaines, ils auront celui d'être aimés. Un grand nombre l'étoit déjà en dépit de tous les piéges.

6.° Le train de l'armée, quand elle se mettoit en campagne, étoit immense. Le bagage des officiers, le nombre effroyable des chevaux et des valets, les magasins que tant de bouches rendoient nécessaires, coûtoient des sommes que nous n'avions pas à perdre, et un temps plus précieux que nos trésors. Mais je parlerai de l'armée françoise, et les comparaisons me ramèneront à cet objet essentiel.

7.° Je passe sous silence les misérables

sarcasmes qu'on s'est permis sur ce qu'on a appelé chez nous la fureur du détail. Que des chefs de régimens aient porté trop loin le pédantisme de l'habillement militaire, je le veux bien; mais il faut n'avoir pas l'idée de la guerre, pour croire que certains abus de garnison se prolongent au-delà du temps où ils sont sans intérêt, et surtout pour y chercher la cause des événemens.

On ne m'accusera pas sans doute d'avoir déguisé le mal. Mais ce mal on le voit, n'étoit pas la suite d'abus. L'armée prussienne étoit la même qu'aux jours de sa gloire et l'auroit été avec les mêmes résultats, si, tandis qu'elle restoit à peu près immobile, tout n'avoit changé autour d'elle. Son esprit étoit celui d'autrefois, sa discipline parfaite, la confiance du soldat en lui-même et dans ses souvenirs, comme autrefois le gage de sa bravoure, l'officier plus instruit et plus humain que sous Frédéric. Dans les dernières campagnes du Rhin où l'on combattoit encore à armes égales, les Prussiens, médiocre-

ment conduits, s'étoient montrés dignes des anciens temps, braves, patiens, fidèles, jaloux de leur longue gloire. Depuis ils ne s'étoient plaints que d'être donnés en spectacle sans occasion de mériter. Ils sont plus innocens de nos malheurs qu'on ne se plaît à le croire.

L'homme chez nous qui a senti le mieux la nécessité de marcher avec le siècle et de refondre la constitution de l'armée prussienne sur les principes de la nouvelle tactique, c'est le roi. Juge excellent et toujours impartial, il ne cessoit d'admirer les ressources des armées françoises; il ne se cachoit pas l'avantage que leur donnoit sur la nôtre le peu de besoins des corps, les habitudes dures des officiers et les facilités qui en résultent pour vivre et pour se mouvoir. Pénétré de la nécessité d'une réforme, il en avoit lui-même travaillé l'idée première. Sans cesse il pressoit ses généraux de confiance d'aller en avant pour le détail. On lui a toujours répondu que la chose étoit impossible, et, au moment où il alloit prouver le contrai-

re, l'heure de la catastrophe a sonné.

Et qu'on ne croie pas si facile le renversement d'une constitution long-temps en honneur. Non-seulement chaque réforme blesse à l'infini les intérêts particuliers, mais, dans les souvenirs glorieux qui font la force d'une armée, l'armée confond si aisément ce qu'elle a fait avec ce qu'elle a été, ses victoires et ses formes, les causes et les accessoires, qu'on ne touche pas même sans danger à ses vieilles habitudes. Quand tout périt, il en coûte moins de rebâtir, et le système militaire françois s'est élevé sur les ruines de l'état. Aujourd'hui Frédéric Guillaume peut trancher dans le vif, tous les amours-propres sont muets, chacun plie sous le poids du malheur public et de sa propre nullité. Alors, des gens instruits soutenoient que chaque armée a son caractère, ses conditions de succès, et, quelque sage qu'eût été maint changement dans la nôtre, peut-être, s'il avoit eu lieu, des fanatiques y verroient-ils la cause de nos revers.

Si le roi n'a pas réussi à recréer la ma-

chine, du moins a-t-il tout fait pour qu'elle ne se dégradât pas. On sait que les heures qu'il donnoit à son armée étoient ses heures favorites. Comme Frédéric, il parcouroit chaque année son royaume, présidant lui-même aux revues des troupes, donnant l'idée des mouvemens, peut-être trop prodigue de récompenses, peut-être trop avare de châtimens; mais en général nourrissant l'esprit qui vivifie, lors même qu'il donnoit trop à la forme morte. Grâce aux ressources qu'une administration sage multiplioit sous ses mains, il avoit pu faire enfin ce que l'humanité commandoit depuis long-temps, il avoit haussé la paie du soldat. Il vouloit qu'on le traitât avec humanité; que son engagement fût respecté; que sa vieillesse ne demeurât pas sans secours. Les petites places qui n'exigeoient que de l'ordre, de la vigilance, tout au plus quelques notions élémentaires, étoient toutes pour le soldat invalide. L'éducation des officiers intéressoit le roi à proportion de son importance. En même temps qu'il conservoit ou étendoit les établissemens

de Frédéric, il avoit tiré des régimens les officiers à qui les chefs avoient donné le prix des talens et de la conduite, soit pour les faire instruire sous ses yeux dans les différentes parties de l'art, soit pour les occuper dans les provinces à des travaux qui devoient former leur coup d'œil et suppléer dans le moment du besoin, autant que le peuvent ces images imparfaites de la guerre, à l'inhabitude qui est la suite d'une longue paix. En un mot, Frédéric Guillaume III a fait beaucoup pour son armée. S'il n'a pas fait assez, c'est qu'ailleurs on a fait davantage. Supposez un homme de moins dans le monde, toutes les comparaisons seront pour nous.

Mais les soins militaires, mais ses goûts favoris ne le distrayoient pas de devoirs plus généraux, et l'éducation de ses officiers ne l'empêchoit pas de songer à celle de la nation. Il poursuivoit avec honneur la route tracée par Frédéric. Il savoit qu'une répartition juste des charges et un emploi sage des ressources, une armée, des lois, ne sont pas les seuls besoins de

la société, que l'homme demande à marcher vers sa haute destination, et que sa richesse morale est surtout le trésor dont le gouvernement doit répondre. Le long règne de Frédéric, son goût pour les lettres, son courage à publier des vérités neuves pour les peuples, l'influence des grandes actions, le mouvement que l'enthousiasme donne à la pensée, avoient placé la nation prussienne au rang des nations les plus éclairées. En vain des fanatiques sombres essayèrent, après la mort du grand homme, de l'arrêter dans son essor. Sous Frédéric Guillaume III, elle tendoit depuis huit ans à un développement continu. Le roi y contribuoit beaucoup par ce qu'il faisoit, beaucoup aussi par ce qu'il ne faisoit pas; car on peut aider à la pensée, mais il importe surtout que rien ne l'entrave. Chez nous, aucun acte de despotisme qui la rétrécît, aucune surveillance inquiète qui l'effarouchât. Egalement libre dans les familles et dans les cercles, dans la bouche et sous la plume des citoyens, elle puisoit à toutes les sour-

ces, s'enrichissoit des trésors de toutes les nations, profitoit des erreurs de tous les partis, sans que jamais le gouvernement se méconnût assez pour la craindre. Chacun lisoit à son choix, ou imprimoit avec l'aveu d'un censeur indulgent. On devoit autant aux ressources positives que le gouvernement multiplioit tous les jours. Non-seulement il avoit fait beaucoup pour le perfectionnement des écoles, doté avec splendeur l'université de Halle, qui bientôt n'auroit plus eu de rivale; mais il n'y avoit pas de genre de mérite qu'il ne fût jaloux de s'attacher, pas de moyen nouveau pour la science sur lequel il marchandât. C'étoit là le seul luxe qu'il se permît, luxe rare, de tous le moins ruineux et le plus fécond en créations. Il suffisoit qu'un homme de lettres eût une célébrité méritée, pour qu'on s'applaudît comme d'une conquête de l'attirer à Berlin. Ni la naissance, ni la religion, ni les rapports, n'étoient un obstacle. Berlin étoit la patrie du talent. Là Humboldt venoit méditer les résultats de ses voya-

ges; Müller, achever, sous les yeux d'un roi, l'histoire d'un peuple libre; Thaer, fonder son école d'agriculture : tous riches des bienfaits du gouvernement, tous plus honorés que riches, et inspirés dans leurs travaux par l'influence de la douce liberté. Que de noms célèbres Halle aussi comptoit dans les derniers temps! Que d'institutions neuves et dispendieuses, pour que l'instruction fût complète là comme dans la capitale! C'est ainsi que le beau cabinet anatomique de Walter fut payé cent mille écus, que notre jardin botanique, que nos cabinets de médailles, d'histoire naturelle, gagnoient tous les jours, et que jamais ce prince, dont on avoit craint l'économie, ne sut repousser, quelqu'en fût le prix, des acquisitions utiles.

L'esprit des nations est plus ou moins celui des gouvernemens. Plus on faisoit pour la nôtre, plus elle alloit au-devant des bienfaits de l'autorité. Des moyens précieux d'instruction se sont établis chez nous, sans que l'idée en soit venue d'en haut; mais elle n'étoit pas plutôt conçue

par des citoyens bien intentionnés, que les encouragemens de tout genre pleuvoient du trône sur les inventeurs et sur leur ouvrage. Il s'est formé dans presque toutes les villes des établissemens où l'on rassemble les enfans des pauvres, pour les occuper et les instruire. C'est le produit de leur travail qui paie leurs maîtres; c'est à eux-mêmes qu'ils doivent ce qu'ils apprennent : et cette admirable fondation tourne au profit des mœurs comme de l'industrie. Elle ne se soutiendroit pas sans d'autres secours, mais elle les trouve abondamment dans la bienfaisance publique, et le roi, la reine sont toujours à la tête des bienfaiteurs. Dans les villes de garnison, d'autres écoles, établies sous les auspices des chefs et sur les mêmes principes, recueillent les enfans des soldats. L'instruction des sourds et muets est parfaite à Berlin : on s'occupoit de celle des aveugles-nés. Toutes ces fondations doivent au règne de Frédéric Guillaume III ou leur naissance, ou leur perfectionnement.

En général, la nation étoit digne de ses maîtres : froide, il est vrai, peu capable d'enthousiasme; mais juste, reconnoissante, ayant le goût du bon et du beau, et se plaisant dans le bien qu'elle faisoit et dans celui qu'elle voyoit faire. Les mœurs étoient comme elles sont aujourd'hui partout; mais les bonnes étoient en honneur, et la reine, avec ses charmes et même avec sa bonté, n'auroit pas été l'idole de la nation, si elle n'avoit été en même temps le modèle des hautes vertus. On ne croiroit pas jusqu'à quel point les inclinations du riche rapprochoient à Berlin les fortunes, ni tout ce qui se faisoit, le plus souvent sans ostentation, pour les pauvres, les incendiés, les malheureux de tout genre, qui, dans les feuilles du jour, à l'ombre de quelque nom auquel on pût croire, réclamoient la pitié publique. Aussi les crimes étoient plus rares qu'ailleurs, et une peine de mort un événement. L'esprit public étoit excellent; mais, comme il arrivera toujours là où le peuple trouve beaucoup de facilité à penser, le patriotisme étoit plus raisonné

qu'ailleurs. On ne l'auroit pas mis en mouvement par des phrases, il ne se payoit guères d'idées confuses; mais, une fois convaincu, il étoit capable de grands sacrifices. En général le peuple avoit le besoin de s'occuper de la chose publique. Il aimoit à juger ses maîtres, et, dans l'ivresse de sa longue prospérité, il a porté quelquefois des jugemens téméraires; mais il étoit attaché, fidèle et soumis. Les écrivains qui ont avancé que les liens de l'autorité s'étoient relâchés dans les derniers temps et qu'une désorganisation lente eût amené plus tard notre perte, n'ont pas eu l'idée de notre constitution. Le roi, avec la manière de penser la plus libérale, ne permettoit cependant que ce qu'il vouloit permettre. Dans quelque moment qu'il eût élevé la voix, l'indiscrétion fût rentrée dans la poussière. Que dis-je? la nation connoissoit trop son devoir, et, sous un tel maître, le devoir lui étoit devenu trop cher, pour que l'opinion publique seule n'eût pas fait justice du coupable, si l'on avoit osé manquer à Frédéric Guillaume

autrement que dans les ténèbres. Dans les ténèbres! c'est ainsi, dit-on, que de jeunes officiers ont insulté l'hôtel d'un ministre, parce que ce ministre vouloit la paix. Eh bien! c'étoit sans doute une insolence et une ingratitude à la fois; le roi l'a ressentie en maître qui connoît le prix de l'ordre et la nécessité du respect. Il l'eût punie, si la police avoit découvert le coupable. La police ne l'a pas pu.... Prussiens, ce fut un mal, je le sais; l'excès du bien produit quelquefois le mal. Mais rappelez-vous tout ce que vous avez dû de jouissances, de lumières, d'ennoblissante liberté à des principes qu'un moment d'abus ne sauroit flétrir. Oserez-vous appeler foible le prince qui, fort de la conscience d'un ange, ne s'arme pas assez contre l'opinion de ses enfans, et qui ne perd l'occasion d'être sévère à propos que pour n'avoir jamais voulu l'être sans nécessité?

Mais où est l'occasion, je le demande, où il n'a pu être facile qu'aux dépens du bien public, et où il n'a pas déployé la sévérité qui convenoit à son rang? Lui

aussi a porté, comme juge suprême, de ces arrêts qui, dans tous les rangs, réveillent la conscience des serviteurs de l'état, et impriment à la machine une activité nouvelle. Un paysan de la Prusse méridionale se présente à Charlottembourg. Il se plaint que des concessions auxquelles il a droit, lui sont retenues. Des rapports officiels affirmoient précisément le contraire; un faux avoit eu lieu, quel que fût le coupable. Le roi appelle de Berlin un homme grave, d'une probité reconnue: il fait partir l'accusateur avec lui pour sa province, et des ordres sévères assurent l'exactitude des perquisitions. Le malheureux avoit dit vrai. Un homme d'un rang distingué, d'ailleurs estimable, disoit-on, avoit failli par légèreté; mais ici la légèreté compromettoit le sort d'une classe qui n'a que trop besoin de la vigilance des lois. Le roi fut inflexible, et tous les coupables furent cassés à l'instant même.

Mes concitoyens se rappellent les lieux et les noms; ils savent l'effet que produisit ce coup de foudre; ils savent qu'il pou-

voit partir tous les jours si la justice l'eût voulu : car tout le monde arrivoit au maître, et jamais le roi n'a vu à la porte de son palais un homme de la campagne dans l'attitude d'un suppliant, sans lui faire demander le sujet de sa plainte ou de sa prière. Mais par qui le lui faisoit-il demander ? Par son aide-de-camp général, par ce vieux Kœckritz, qui ne pouvoit voir un malheureux sans être séduit. Ceci me conduit à quelques détails, que je dois encore à mes lecteurs, sur la marche des affaires en Prusse, et sur la forme du travail. Je devrai nommer quelquefois; je m'y résous avec peine; mais il ne faut pas qu'on m'accuse d'être resté dans le vague, pour être moins aisément réfuté.

Frédéric-le-Grand dirigeoit seul tous les ressorts de l'état. Ses ministres demandoient ses ordres par écrit, et, de son cabinet, il prononçoit d'un trait de plume sur les affaires les plus importantes, comme sur les moindres détails. Sa longue expérience le dispensoit d'un long examen. Le mépris pour les hommes dont il n'a-

voit pu se défendre, après qu'il eut survécu à ses dernières affections, l'avoit rendu sur les jugemens d'une indifférence parfaite, et jamais dans ses ordres de deux lignes il n'énonçoit un motif. Deux ou trois secrétaires, gens médiocres et machines, lui suffisoient pour ce mode de travail.

Ses successeurs voulurent à son exemple gouverner eux-mêmes; ils n'avoient pas ses connoissances : il falloit donc, jusqu'à ce qu'ils les eussent, puiser dans celles des serviteurs de l'état, c'est-à-dire, ou en conservant la forme du travail de Frédéric, se donner des secrétaires de cabinet instruits; ou, en renonçant absolument à cette forme, ne travailler qu'avec les ministres. Ils prirent le premier parti.

On a écrit des volumes contre les prétendus inconvéniens de ce mode. Il m'a toujours paru que c'étoit une dispute de mots. Les secrétaires ou conseillers de cabinet étoient dans le fait des ministres auxquels il ne manquoit que le titre. Tout dépendoit du choix des hommes. Si le roi se trompoit sur ses entours, le malheur

étoit grand sans doute; mais ne pouvoit-il pas se tromper de même sur ses ministres? Dans ce dernier cas, c'étoit bien autre chose quant aux suites : premièrement parce que les ministres auroient eu l'exécution du mal conseillé par eux-mêmes, ce qui n'étoit pas le cas au cabinet; en second lieu, parce que leur influence auroit été sans contrepoids, tandis que celle des conseillers immédiats avoit une surveillance utile et puissante dans l'existence toujours honorée des ministres. Quelques détails sur le travail du roi me feront mieux comprendre.

Toutes les lettres qui lui étoient adressées, rapports des départemens, mémoires de particuliers, se déposoient chaque matin dans son cabinet. Elles y étoient ouvertes par l'homme de confiance, le général de Kœckritz, aidé d'un vieux secrétaire éprouvé. Le roi étoit présent à cette opération, ou du moins entroit plus d'une fois pendant sa durée. Il s'informoit en gros des affaires; et surtout il ne manquoit jamais de lire au hasard lui-même un grand

nombre de lettres; car, lire le tout, étoit physiquementimpossible. Ainsi, prémuni contre les surprises, il laissoit Kœckritz et son aide partager les lettres en trois paquets, selon l'ordre des matières, pour être envoyées aux trois conseillers du cabinet chargés des affaires militaires, de celles de l'intérieur et du travail politique. Ceux-ci en prenoient connoissance dans la journée, et le lendemain ils se rendoient chez le roi, pour lui rendre compte de chaque affaire séparément. Les infidélités étoient à peu près impossibles, car chaque lettre pouvoit avoir été lue par le roi la veille; ou bien il demandoit à revoir celles dont le contenu le frappoit. Il discutoit avec le rapporteur le pour et le contre, les mémoires mêmes fournissant les données, surtout si c'étoient des rapports ministériels, dont tous les motifs devoient scrupuleusement être rendus et pesés. Notez bien que, la décision du roi une fois prononcée, l'affaire auroit été coulée à fond sans retour, si ç'avoit été avec les ministres qu'il eût travaillé. Mais, dans la for-

me reçue, c'étoit à ces ministres eux-mêmes qu'alloient les premiers ordres du maître. Y trouvoient-ils quelque chose qui leur parût contraire à la justice ou aux intérêts de l'état ? ils pouvoient revenir à la charge, appuyer leurs représentations de motifs nouveaux. Le roi qui vouloit la vérité, et qui, avec toute sa bonté, avoit dans son caractère un germe de défiance, leur auroit tenu compte de leur courage; ou même, quoiqu'ils ne le vissent dans la règle que rarement, il n'y avoit pas un d'eux qui, s'il avoit cru de son devoir de l'éclairer sur quelque vérité importante, sur quelqu'abus du pouvoir, ne se fût fait ouvrir toutes les portes, à toutes les heures, en se présentant au château. On voit que l'existence des conseillers du cabinet, en les supposant honnêtes et sages, n'étoit rien moins que malfaisante, et que, dans l'hypothèse contraire, le remède au mal étoit plus près du roi sous ce régime que sous l'autre.

Celui des trois conseillers qui avoit le rapport des affaires militaires, c'est-à-dire

l'aide-de-camp général d'infanterie, étoit ordinairement, sans que personne y pût influer, le choix du maître lui-même. C'étoit le moyen d'en faire un bon, car le roi connoissoit son armée mieux que personne. Le colonel de Kleist a occupé ce poste dans les dernières années. Je le connois peu, mais je n'en ai jamais entendu parler qu'avec estime.

Le conseiller privé Beyme avoit le rapport des affaires de l'intérieur, police, finances, justice, grâces, etc. : département immense qui rendoit sa place la plus importante des trois. Le roi avoit fait choix de cet homme, qu'il connoissoit à peine, sur la foi de l'estime publique. Beyme, autrefois conseiller de la chambre de justice, avoit porté dans son nouveau poste la sécheresse et la sévérité de l'ancien; mais, avec beaucoup d'esprit, il ne tarda pas à comprendre que le roi n'est pas la loi; que si l'une est inflexible, l'autre peut et doit ne pas toujours l'être; et bientôt il se plût à être l'instrument des bienfaits du prince, autant que le prince se plaisoit à les pres-

crire. Beyme étoit d'une probité à toute épreuve, plein de connoissances, fécond en ressources, ferme jusqu'à l'opiniâtreté. Lui aussi, la calomnie a essayé de l'atteindre ; et dans un poste comme le sien, où tous les jours on sert et désoblige, où chaque nouveauté sage contrarie quelqu'intérêt, où chaque erreur a ses victimes, le miracle seroit qu'il eût eu moins d'ennemis. Ceux qui l'on vu de près, infatigable dans le travail, amoureux de la gloire de son maître, et la mettant dans le bien, s'expliqueront sans doute la constance de l'attachement du roi, constance rare qui les honore tous deux.

Le conseiller privé Lombard avoit dans le cabinet la partie des affaires extérieures ; bien en arrière de son collègue pour l'influence, parce que de tous les ministres, celui des relations étrangères approchoit le plus fréquemment le roi. Secrétaire obscur de Frédéric-le-Grand, demi-favori sous son successeur, Lombard avoit eu de la peine à rester, lors de l'avénement du roi actuel. Ce prince l'avoit tenu long-

temps à une assez grande distance de lui, l'avoit mis à des épreuves sévères, et enfin lui avoit donné toute sa confiance. On a dit de cet homme beaucoup trop de bien pendant sa fortune, et beaucoup trop de mal après sa retraite. Je l'ai connu sage, jugeant mieux que d'autres l'avenir de sa patrie, et parfaitement honnête homme; du reste, paresseux, parce qu'il souffroit toujours; et sans ambition, parce qu'il étoit paresseux.

C'est aussi parmi les membres du cabinet qu'il faut compter un autre homme, dont l'action étoit une idée toute neuve: je parle du général Kœckritz, l'ami du roi. Il étoit présent à toutes les conférences, sans prendre part dans la règle à la discussion, mais pour que le roi eût, hors des heures du travail, quelqu'un avec lequel il pût rappeler les idées du matin et s'aider à mûrir les siennes. Kœckritz devoit vivre dans le monde, observer, entendre, rapporter au prince les objections et les murmures, non pas comme accusateur, mais pour l'éclairer: il devoit rendre at-

tentif aux premiers abus de la confiance; rappeler le maître lui-même au devoir, s'il s'apercevoit d'un moment d'oubli; être en un mot le premier interprète de la nation et la seconde conscience du roi, destination sublime dont il a su se rendre digne. Ce qui faisoit surtout la gloire de ce rapport, c'est qu'il n'étoit pas l'ouvrage du hasard, ni le résultat des habitudes, mais une conception méditée du roi qui, à l'instant où il monta sur le trône, tout plein de ses grandes obligations, effrayé de tant de piéges, avoit inventé contre lui-même une arme sûre, et l'avoit déposée entre les mains de l'amitié *.

Ce qui achève d'infirmer les objections contre la manière de travailler du roi, c'est qu'il n'est pas même vrai, comme on l'a

* Kœckritz possède une instruction de la main du roi, dans laquelle le jeune maître impose au vieux ami les devoirs dont j'ai parlé tout à l'heure. Le soir de son avénement, rendu à lui-même après le tumulte du plus grand jour de sa vie, il écrivit cette pièce qui respire un sentiment profond. Il y prescrit surtout à Kœckritz d'être sévère envers lui, et de l'être doublement s'il se pouvoit jamais que, dans un premier moment, sa sévérité fût mal accueillie.

dit, que l'action des conseillers du cabinet éloignât de sa personne les ministres, et que la vérité ne pût arriver à lui que par l'organe des premiers.

Quand les chefs des départemens de justice n'auroient guères approché le souverain, le mal n'auroit pas été grand. La justice ne peut respirer trop peu l'air qui environne l'autorité, et nous étions trop heureux que l'autorité prît chez nous moins connoissance qu'ailleurs de l'exécution des lois. Cependant le digne baron de Reck étoit de la société du maître. Il en étoit aimé, estimé. Ses moyens auroient été sûrs si, dans la marche des affaires, il avoit cru voir des motifs d'élever la voix.

A la tête de la comptabilité étoit le comte de Schulenburg, élève du grand Frédéric, qui avoit eu tour à tour la direction de tous les départemens et dont l'expérience n'étoit étrangère à aucun genre de travail. Il voyoit le roi à des heures réglées, et lui rendoit compte des affaires générales de finances et de police. L'in-

térêt public pouvoit, en cas de besoin, trouver un puissant interprète dans ce vétéran.

Enfin les ministres des relations étrangères avoient auprès de la personne du roi un accès de toutes les heures. En possession de tous les moyens de se faire écouter, le mal, s'ils le laissoient faire, n'étoit certainement pas la suite de l'organisation du travail. Ces ministres étoient à l'époque de nos revers, le comte de Haugwitz et le baron de Hardenberg.

Haugwitz, riche, plus qu'indifférent pour l'argent, blasé sur les distinctions, et par cette raison seule plus fait que d'autres pour une place entourée de piéges, avoit apporté dans la sienne des qualités précieuses, un coup d'œil parfait, un calme imperturbable et le talent de persuader. Il y a eu dans notre histoire de beaux et de grands momens qui n'ont été dûs qu'à lui; cependant jamais ministre n'a été plus méconnu; on l'a dit sans caractère, parce qu'il est sage; et faux, parce qu'il est maître de lui: il a été abreuvé d'amertumes pour

avoir jugé les temps et voulu reculer l'époque de notre chute. Je reviendrai sur ses opinions politiques.

Hardenberg, dans des temps plus calmes, n'auroit pas été déplacé. Avec des intentions droites, il avoit de la dignité, des grâces, l'esprit de la société, celui même des affaires, tant qu'elles le laissoient de sang-froid; mais, une fois hors d'équilibre, il ne se possédoit plus. Il avoit, disoient alors ceux qui ne voyoient de sagesse que dans les emportemens, il avoit plus d'énergie que son collègue. C'est que, dans les crises des états, l'homme raisonnable est celui qui passe pour foible, parce que la passion ressemble à la force.

Nous avions dans le ministère d'autres hommes dont le choix seul prouve combien, dans les jugemens qu'on a portés, on a méconnu le roi, ses entours et l'esprit de leur influence. Le commerce, la banque, les accises avoient été récemment confiés au baron de Stein, sans qu'il tînt d'aucune manière à la cour, ni à quelqu'un des personnages marquans, mais sur

la seule réputation de son caractère et de ses talens. Partout où les hommes supérieurs loin d'être craints sont recherchés, comptez que le prince règne et que ses confidens sont à leur place. Stein étoit instruit, laborieux, ardent, au-dessus des considérations qui arrêtent les hommes timides, ne craignant ni de détruire, ni de créer; du reste, impatient de la contradiction, comme un homme qui sent ses moyens, et sec comme un penseur qui regrette tout ce qu'il donne à la forme. Il est aujourd'hui l'espérance de la patrie. Hélas! il aura besoin de tout son courage.

Sous de tels ministres, nous avions dans tous les départemens des hommes de mérite. Partout aujourd'hui le luxe a relâché les mœurs. Mais Frédéric Guillaume a plus arrêté les progrès du mal par le mouvement que neuf ans d'un règne moral et juste ont imprimé à l'esprit public, qu'il ne les a favorisés par son indulgence. On a publié sur la classe des serviteurs de l'état en Prusse des calomnies dégoûtantes qui, sans prouver le mal qui n'existoit pas, ajou-

tent au mal réel; car le mauvais sujet en brave d'autant plus sûrement l'opinion qui ne l'atteint plus, quand des généralités évidemment fausses le confondent avec le bon. Nous avions des vices, et la médiocrité avoit quelquefois réussi chez nous; mais nous avions des vertus et des talens, toujours appréciés par le maître et toujours honorés par la nation.

Une des choses qu'on a le plus répétées, pour prouver et pour expliquer en même temps tout ce qui a été mis à la charge des serviteurs de l'état, c'est que chez nous la forme tuoit l'esprit, et qu'il n'étoit pas possible au génie de se développer au milieu des minuties fatigantes de nos bureaux. Rien n'est si commode, je le répète, pour établir une accusation, que ces généralités vagues dont le commun des lecteurs ne se contente que trop aisément. Mais non, nos auteurs du jour ont daigné s'appuyer de deux ou trois anecdotes, sans se demander si elles n'étoient pas l'exception, et s'il existe un ordre de choses au monde où la bêtise et l'abus ne trouvent pas moyen

de se glisser. L'amour de l'ordre en Prusse pouvoit conduire à la pédanterie ; des bagatelles pouvoient traîner en passant par des gradations inutiles. Il est même reconnu que le nombre des employés eût pu se réduire, la comptabilité se simplifier, plusieurs caisses se fondre dans une. On n'arrive pas tout d'un coup à la perfection, ou plutôt on n'y arrive jamais, même lorsqu'on y tend sans cessé comme chez nous. Mais quelques anecdotes ridicules n'empêchent pas que l'esprit d'ordre n'ait produit le bien en grand et n'ait rendu impossibles les abus graves. Certes, il faut être bien étranger à la marche du génie, pour croire qu'il se laisse écraser sous des formes. Les formes sont faites pour la médiocrité : il est bon que celle-ci ne puisse se mouvoir que dans le cercle de la règle. Le talent prend son essor, de quelques entraves qu'il soit entouré, et une administration telle que la nôtre le reconnoît bientôt, le distingue et le seconde. Un Struensée, un Stein avoient leur marche à eux : ils pensoient indépendamment

des formes et permettoient à leurs subalternes de penser *.

Je dois finir. Ce tableau de l'intérieur de la Prusse est imparfait, je le sens. Mais il me suffit d'avoir prouvé que, bien loin qu'il se trouvât chez nous dans l'administration un principe corrupteur, la tendance vers le bien et vers le mieux étoit continue, éclairée, heureuse. Cependant un des plus beaux monumens du génie de l'homme a péri. Voyons enfin par quelles causes.

Depuis la paix de Hubertsburg jusqu'à celle de Bâle, la Prusse avoit joué le premier rôle en Europe, crainte de tous, recherchée de tous, et dans toutes les causes tenant la balance. On avoit vu plus d'une fois des nations foibles maintenir leur indépendance et sortir avec éclat d'un choc inégal; mais cette suprématie longue,

* Voyez pour cette matière, dans la Gazette littéraire de Halle, l'excellente analyse de l'ouvrage de Rehberg, Hanovrien haineux qui n'a pas eu l'idée de nos constitutions.

presque reconnue, d'un état du second ou même du troisième rang, étoit dans l'histoire moderne un phénomène. Deux causes expliquoient la fortune de la Prusse: la supériorité morale de son gouvernement et sa position géographique. Deux causes en devoient être l'écueil: un homme de génie sur quelque trône voisin, et, dans ses rapports géographiques, un bouleversement essentiel. Développons cette double vérité; elle renferme toute notre histoire.

La Prusse, à la mort de Frédéric II, c'est-à-dire à l'époque de sa plus grande splendeur, n'avoit qu'un voisin immédiat qui fût à craindre, c'étoit l'Autriche. La Pologne étoit nulle, la Saxe nécessairement liée à notre cause, l'électorat d'Hanovre fort seulement pour nous servir; le Danemarck et la Suède étrangers aux discussions que notre intérêt pouvoit faire naître. Aussi c'étoit du côté de l'Autriche que l'œil de Frédéric s'étoit porté quarante ans. C'étoit là qu'il avoit créé un système de défense à peu près inexpugnable. La Si-

lésie étoit hérissée de forteresses. Une armée nombreuse s'y tenoit prête dans tous les temps. D'ailleurs, la ligne sur laquelle il falloit opérer en cas de guerre, n'étoit pas d'une étendue qui surpassât nos moyens, et la chaîne de montagnes qui séparoit les deux états prêtoit à toutes les ressources de l'art. Fort de ces précautions et de ces circonstances, le pygmée pouvoit tenir tête au géant, et un siècle s'écouler avant que le dernier eût notre mesure.

D'aucun autre côté nous n'avions eu les mêmes besoins. La Pologne existoit et nous séparoit de la Russie. Il falloit du temps à cette dernière puissance pour arriver jusqu'à nous. Dans une première campagne contr'elle, la Prusse orientale étoit exposée; mais la Vistule, mais Graudentz, encore une des créations du grand homme, présentoit aux armées russes une barrière puissante. Là une bataille rangée, malheureuse, ne nous perdoit pas; heureuse, réparoit nos pertes. La Pologne neutre offroit des ressources pour les sub-

sistances, comme sous d'autres rapports. Enfin, le cas d'une telle guerre n'étoit pas même aisé à prévoir. Tant que la Russie n'avoit pas de contact immédiat avec les grandes puissances de l'occident, des intérêts plus précieux appeloient son attention sur le midi.

Entre la France et la Prusse étoient les Pays-Bas et l'Empire. Une guerre avec la France ne pouvoit être que ce qu'elle avoit été, la ruine passagère de nos provinces de Westphalie, sans résultat durable et sans danger essentiel. D'ailleurs nous avions si peu de choses à démêler avec cette puissance, ou même nos intérêts étoient si incontestablement les siens, que de ce côté là surtout la Prusse étoit tranquille. Aussi Wesel ne comptoit guères parmi nos forteresses. Nous n'étions pas assez riches pour les multiplier sans besoin.

C'est ainsi qu'une lisière de nos limites exceptée, n'ayant autour de nous que des états foibles ou la mer, nous devions autant aux circonstances que nous devions

peu à la nature. Car on ne sauroit trop le redire, si les unes nous prêtoient des forces, l'autre sembloit nous condamner à la dépendance. Des sables ingrats dans presque toutes nos provinces, ces provinces sans liaison entr'elles; un amalgame de nations séparées de langue, de religion, d'habitudes, d'intérêts; un climat âpre; une population qui alors n'atteignoit pas le quart de celle des nations rivales, tels étoient nos titres pour prendre place à côté d'elles. Aussi, malgré notre heureuse position géographique, cette ambition nous eût coûté cher, si le génie de l'homme n'étoit une puissance comme la nature. Mais, sous l'administration habile de Frédéric, ce pays pauvre rendit plus à proportion que des provinces favorisées, et, grâce à l'économie de cet homme sage, l'emploi de nos foibles ressources acheva d'assurer notre richesse relative. Tandis qu'ailleurs les gouvernemens, écrasés de dettes, se trouvoient à chaque pas entravés dans tous leurs plans, la Prusse avoit un trésor suffisant pour plusieurs campa-

gnes; une armée riche de toutes les conditions de la tactique de ces temps-là; un mode de recrutement qui suppléoit à la foiblesse de notre population, et qui, vu la discipline de notre armée et l'illusion de notre gloire militaire, avoit, chez nous, moins d'inconvéniens que partout ailleurs; une attitude enfin de tous les momens, qui équivaloit à une supériorité réelle, et qui en effet nous l'avoit donnée.

Ajoutez à ces moyens de sagesse et de circonstances le souvenir de nos guerres, l'idée qu'elles avoient laissée de nos armes, l'espèce de confiance qu'inspira sur ses vieux jours le grand homme, quand, satisfait de son ouvrage, il ne songea plus qu'à le conserver; et la Prusse, appelée dans le conseil des arbitres de l'Europe, n'y semblera plus étrangère.

Mais, dans ces considérations, dont chacune ajoute à la gloire de Frédéric, que de sujets d'inquiétude pour le patriote! Où étoit pour la Prusse le gage de l'avenir? Un règne foible, un maître prodigue qui l'eût réduite à ses ressources réel-

les, c'en étoit assez pour la perdre. Que dis-je? Quand le ciel eût fait pour nous des miracles, quand il n'eût mis successivement sur notre trône que des princes supérieurs, cette première condition de salut n'eût pas suffi. Il falloit encore que ses faveurs fussent pour nous seuls; qu'à Vienne, à Paris, à Pétersbourg, le génie qui avoit fait notre fortune, ne reproduisît pas les mêmes prodiges; qu'au milieu des ressources naturelles, l'inconduite y perpétuât l'impuissance. Chaque pas que ces belles monarchies faisoient en avant, nous faisoient reculer d'un pas; et pour nous mettre à notre place, il suffisoit qu'elles se missent à la leur.

C'étoit bien pis, si, à la suite d'une pareille révolution, des bouleversemens politiques, même sans entamer nos frontières, en donnoient d'autres à nos voisins; si entre la Russie et nous, si entre nous et la France, la Pologne et l'Empire cessoient d'être ou les gages de la paix ou le théâtre et les victimes des guerres; si, au lieu de ne toucher qu'à des états dépendans, nous

étions pressés un jour entre trois colosses, et que la perte des dernières circonstances qui avoient favorisé l'illusion, achevât de nous démasquer dans notre néant.

Dix ans étoient écoulés à peine, et toutes ces conditions de notre mort politique avoient successivement existé.

Frédéric Guillaume II méconnut complètement la force et l'intérêt de sa monarchie; un ministre, dont le nom se trouve trop légèrement associé dans notre histoire à celui du grand Frédéric; un ministre qui avoit été quelque chose tant que le vieux autocrate l'avoit conduit, et à qui la tête tourna dès qu'il dut agir par lui-même, poussa le nouveau souverain sur la route qu'il n'a que trop bien suivie. Non-seulement la considération politique, qui n'est pour l'état qu'un moyen de prospérité, fut le seul but du ministre; mais il se trompa sur ce qui la donne : il n'y eut plus de querelle en Europe qui, dans ses vues étroites, ne dût intéresser la dignité de la Prusse ; ce fut à nous à prononcer sur les troubles de la Hollande, où l'Angle-

terre seule a recueilli le prix de nos sacrifices; sur les projets des cours impériales contre la Porte ottomane, à laquelle nos trésors ont sauvé quelques déserts sans aucun fruit pour l'état; même sur les griefs des Brabançons; même sur la Batrachomyomachie des Liégeois *. Il réveilla contre nous toutes les haines et nous fit échanger nos précieuses épargnes contre la fumée d'une grandeur inutile.

Son maître fut détrompé sur l'homme sans l'être sur les principes. Il osa enfin la grande faute de son règne; il engagea cette lutte mémorable qui a fait toute la force de la révolution françoise, provoqué des miracles de bravoure et de génie, et qui

* L'homme d'état en Prusse devroit être tenu de savoir par cœur les ouvrages de Frédéric. Il ne s'y trouve pas une ligne qui ne pût devenir une leçon. Quelles réflexions utiles le comte de Herzberg n'auroit-il pas faites, si, la veille du jour où l'expédition de Hollande fut résolue, il s'étoit rappelé le passage suivant des mémoires :

« Cette même année, le mariage de la princesse Wilhelmine, nièce du roi, fut conclu avec le prince d'Orange. » Cela ne pouvoit influer en rien dans la politique, et ce » mariage se bornoit à procurer un établissement honnête » à une princesse de la maison. »

n'a laissé la Prusse survivre quelques momens aux autres nations, que pour rendre son agonie plus douloureuse.

L'épuisement de nos ressources et le cri de la nation forcèrent le roi à signer la paix de Bâle, à l'instant peut-être où la guerre avoit cessé d'être impolitique; il se crut dédommagé de ses trois campagnes par l'acquisition de la Prusse méridionale, et bientôt après un dernier partage acheva l'anéantissement de la Pologne.

Cependant les François, délivrés du seul ennemi qu'ils n'eussent jamais battu, poursuivoient le cours de leurs triomphes. Déjà les négociations de Rastadt leur assuroient la limite du Rhin, lorsque Frédéric Guillaume III monta sur le trône.

Pour qui a suivi mes idées, la situation de ce jeune prince est jugée. La monarchie dont il prit alors les rênes ne ressembloit plus en rien à celle de son grand-oncle : plus vaste d'un tiers, mais énervée de cequi faisoit sa force apparente.

Par ses acquisitions en Pologne, elle avoit perdu en puissance relative beau-

coup plus qu'elle n'avoit gagné en moyens réels. Non-seulement rien n'existoit plus de ce qui faisoit sa sûreté contre l'Autriche ; car l'Autriche en guerre avec nous, maîtresse des deux Gallicies, se seroit bien gardée d'attaquer notre ancienne ligne, puisqu'une invasion heureuse dans les plaines sans défense de la nouvelle Prusse, eût tourné toutes nos places et conduit ses armées dans le cœur de la monarchie. Mais nous nous étions donné un voisin terrible dans la Russie ; un voisin qui alloit peser de tout son poids sur l'occident et sur nous ; qui, sur cent lieues de nos limites, avoit le choix du mal qu'il vouloit nous faire ; qui ne nous pardonnoit pas le faste politique de nos dernières années, et qui, sans intérêt qu'il partageât avec nous, grâce à l'appât des dépouilles turques, en avoit de communs avec l'Autriche.

C'étoit peu : un danger plus grand suspendoit encore celui-là. Une puissance s'élevoit dans l'occident, aussi redoutable par ses élémens et par sa tendance qu'elle l'étoit déjà par ses progrès : tous les yeux

n'étoient plus tournés que sur elle, toutes les ambitions d'autrefois étoient ajournées. Il étoit aisé de prévoir que la France, maîtresse du Rhin et surtout de ses passages, ne compteroit plus que des vassaux parmi les états foibles de la rive droite, et feroit contre nous sa force de ce qui avoit fait la nôtre contr'elle. Ce n'étoit plus ce peuple qu'on alloit chercher dans ses foyers; toutes nos barrières étoient devenues les siennes, toutes nos provinces lui étoient ouvertes.

Au milieu de tant d'écueils, Frédéric Guillaume III avoit hérité d'une machine usée dont il falloit remonter tous les ressorts : il avoit à recréer les finances, l'esprit public, les mœurs; ces devoirs furent les premiers dont il s'occupa. Il se flatta d'échapper aux orages extérieurs, en se rendant redoutable à tous les partis et en se déclarant étranger à tous.

Ses premiers chagrins politiques lui vinrent de la Russie. Paul I.er se mit à la tête d'une seconde coalition contre la France; il voulut y entraîner la Prusse. Au ton qu'il

prit avec elle, le jeune roi dut s'apercevoir combien nous étions loin de nos beaux jours : le charme étoit rompu et le fatal secret presque deviné.

Les premiers succès de cette nouvelle coalition, en ajoutant aux craintes que devoient nous donner pour l'avenir le voisinage et le poids du colosse russe, rassurèrent du moins un moment l'Europe sur les progrès de la puissance françoise.

Mais, dira-t-on, pourquoi les victoires de Souwarow ne sont-elles pas devenues pour la Prusse aussi le signal d'un dernier effort? Pourquoi n'a-t-elle pas profité de ce beau moment, pour se rendre d'un côté du moins la sécurité qu'elle ne retrouvoit plus sur aucun point de sa frontière?

Haugwitz, qui alors étoit à la tête des affaires, est innocent de ce tort si c'en fut un. Long-temps avant cette époque il avoit prévu nos malheurs : étranger à la folle expédition de 1792, il crut cependant qu'abandonner l'Autriche à son sort pouvoit être une seconde faute, et alors il ne pressa point la paix; pour suppléer aux

ressources que nous n'avions plus, il obtint de l'Angleterre de riches subsides. Une des conditions de l'accord fut que notre armée, immobile sous le canon de Mayence, se porteroit vers les Pays-Bas; car ce ministre avoit l'œil trop sûr pour ne pas pressentir que ce seroit en Hollande que l'Allemagne seroit asservie. Notre armée ne bougea pas. L'opinion chez nous, bien différente de ce qu'elle a été depuis, avoit frappé de proscription cette déplorable guerre; et dans le principe elle ne s'étoit pas trompée. Quand Haugwitz vit que la guerre se feroit mal, il aima mieux qu'elle ne se fît pas, et la paix de Bâle fut signée. Depuis il n'avoit cessé de prédire quelles seroient les suites de l'agrandissement de la France. Il étoit bien loin d'épouser les fureurs des fanatiques qui vouloient une guerre à mort. Il connoissoit même trop bien l'intérêt de sa patrie, pour désirer que la France descendît de sa véritable place; mais il ne se cachoit pas de quelle importance il étoit pour l'Europe entière que cette nation, si riche dans

ses moyens, ne dépassât point ses limites naturelles; et, au moment dont nous parlons, toute énergie qui n'auroit tendu que là, auroit été dans le système du ministre.

Frédéric Guillaume fut inaccessible aux représentations de ses serviteurs, comme aux instances des cours, comme à l'appât des nouvelles brillantes qui arrivoient journellement d'Italie. Ce fut à cette époque que ses ministres intimes devinèrent le secret de sa pensée, et se dirent quelle devoit être désormais la leur. Toute guerre, entreprise sans de justes griefs (et la France ne nous en avoit pas donnés), pour des calculs froids, peut-être trompeurs, étoit en horreur au jeune roi. Faire le mal pour faire le bien, révoltoit cette âme droite. Mais un mal pour nous incalculable! mais un bien problématique! car, pour ceux à qui la mémoire de ces temps-là est présente, et qui s'y reportent sans les lumières que nous avons aujourd'hui, il n'est pas même prouvé qu'indépendamment de ce que les principes du prince avoient de respectable en soi, ses calculs aussi n'aient

pas été les plus sages. Une révolution subite avoit changé la face des choses. L'ineptie du directoire françois avoit heureusement succédé aux atrocités de la convention, et le dégoût du peuple à son enthousiasme. Les armées françoises, qui ne se battoient plus que pour quelques démagogues en démence, se battoient mal. La guerre étoit redevenue une guerre ordinaire. La première campagne avoit été pour les armées impériales une suite de triomphes, et déjà la frontière de la France étoit menacée, si une telle frontière pouvoit l'être. Quelle que fût encore la force des républicains, ce n'étoit plus le moment de les voir à nos portes, et de sacrifier à des frayeurs, justes naguères, des considérations puissantes aussi. Les blessures de l'état saignoient encore. Nous étions aux expédiens pour les besoins ordinaires. Falloit-il nous énerver sans retour? Et si les cours impériales demeuroient victorieuses, et dictoient la loi dans l'Europe, quel gage avions-nous contre elles; nous qui ne pouvions pas, comme

l'Autriche, nous fortifier des dépouilles de la France ou de ses alliés, nous que la victoire même auroit laissés sans défense? Quelle sagesse humaine eût prévu qu'alors même une barque flottoit sur les mers d'Egypte, chargée de nos destinées, comme de celles du monde? Qui l'eût dit, qu'à travers les dangers et les flottes ennemies, un homme alloit reparoître en France, n'amenant d'armée que sa personne, et de ressource neuve que son courage; et qu'à sa vue la grande nation, affaissée par de longs malheurs, alloit se relever plus terrible? Contre toutes les probabilités humaines, quelques jours renversèrent l'ouvrage de toute une année. Marengo porta le coup mortel à la puissance de l'Autriche, et, pour la seconde fois, toutes les terreurs se concentrèrent sur un seul point.

Ce qui achève de laisser la question indécise, quand on se demande quels furent, dans ce temps-là, nos devoirs, c'est le peu de poids que nos armes auroient mis dans la balance, lors même qu'on les

auroit portées au-delà du Rhin. Sur cette frontière inexpugnable, chaque pas nous arrêtoit. Quelques siéges, heureux peut-être, tel auroit été le prix et le terme des derniers efforts. Napoléon, trop sûr que de ce côté là des victoires nous valoient peu de chose, et qu'un seul revers nous arrachoit tout, n'en auroit pas moins passé les Alpes. Après avoir frappé le grand coup, forcé l'Autriche à la paix, ce seroit contre nous qu'il auroit marché, contre nous, désormais seuls dans la lice, et dont la dernière espérance auroit été de tomber avec honneur.

Mais si, dès l'année 1799, la sagesse d'un nouvel essai contre la France avoit été douteuse, depuis l'élévation de Bonaparte au consulat et la paix de Luneville, le doute même devenoit absurde. Délivré de ses ennemis intérieurs, un et tranquille sous un gouvernement vigoureux, cet empire superbe déployoit enfin toute sa force. Sa frontière, depuis les derniers traités, étoit la plus belle que jamais un empire ait eue.

La mer, les Pyrénées, les Alpes, le

Rhin avec ses innombrables forteresses, le rendoient inaccessible de tous les côtés. Nous, nos provinces éparses étoient sans défense; et notre capitale, à huit lieues des frontières, tomboit, au premier désastre, avec toute sa richesse militaire, avec l'espérance de plusieurs campagnes. Déjà l'Italie, la Hollande, l'Espagne marchoient sous les étendards du grand empire. Déjà sur la rive droite du fleuve, son influence n'étoit plus douteuse. Il avoit ses alliés sur ses flancs et devant lui. C'étoit sur eux que tomboit le poids de la guerre; c'étoit pour lui qu'étoient les succès. Nos alliés étoient au bout du monde, inaccessibles, quand un moment pouvoit nous perdre, sans intérêt que l'intérêt d'un calcul lointain. Les alliés de la France étoient des instrumens entre ses mains; les nôtres vouloient que nous fussions des instrumens dans la leur. Invulnérable elle-même, la France avoit dans toute guerre l'avantage de l'offensive. Nous, des succès inouis nous menoient inutilement jusqu'au Rhin. Et quelle offensive que celle de cet

empire ! avec quelle inépuisable population ! avec quelle variété de moyens ! Dix fois vaincue, son armée se renouveloit dix fois ; l'espérance de la patrie tomboit avec notre armée. Se flatter d'un succès en attaquant un tel adversaire, devenoit le comble de l'inconséquence. Appliquer aux François d'aujourd'hui quelques souvenirs dont notre orgueil n'avoit que trop abusé, auroit été la première preuve de notre infériorité ; car enfin, il faut achever nos aveux, les proportions morales aussi n'étoient plus les mêmes. Nous avions chez nous, mon premier tableau l'a prouvé, la sagesse qui fait produire, et la sagesse qui conserve ; nous faisions beaucoup avec peu de moyens : mais une intelligence supérieure faisoit des ressources immenses de l'empire françois tout ce qu'on peut en faire. Elle disposoit des richesses de la moitié de l'Europe ; et ce n'étoit pas une mine que l'impéritie laissât languir. Notre armée étoit excellente ; mais elle n'étoit plus la seule qui le fût ; ou plutôt, sans avoir changé de place, el-

le ne se trouvoit plus qu'à la seconde. Quelles sont en effet les conditions de la supériorité d'une armée? 1.° son organisation intérieure; 2.° l'habitude de la guerre dans l'officier et dans le soldat; 3.° la confiance de tous en eux-mêmes, c'est-à-dire, la bravoure, la patience, et tout ce que l'idée de soi donne de moyens moraux. De ces trois conditions, nous ne disputions plus aux François que la dernière. Notre organisation, on l'a vu, étoit antique et lourde auprès de la leur. Nous n'avions presque rien adopté de ce qui avoit fait leurs succès. Nous ne savions ni marcher sans magasins, ni réduire nos bagages. Le dernier de nos officiers d'infanterie se seroit cru sans armes, s'il n'avoit eu deux chevaux au moins. Mais ces chevaux, ces magasins, les provinces ne les livroient pas, quelque naturel qu'il eût été de leur faire porter cette première charge. C'étoit l'état qui achetoit au poids de l'or, c'étoit l'état qui payoit comptant. Une campagne, une attitude imposante nous ruinoit pour des années. On appliquoit à

ces momens extraordinaires où il s'agit de la chute des états, des principes libéraux, une régularité timide, honorable seulement quand de plus grands devoirs n'en souffrent pas. Pauvres de tout, nous faisions la guerre en peuple riche; riches de tout, nos voisins la commençoient en peuple pauvre. Et cette habitude de la chose; cette expérience si nécessaire au général, à l'officier de tout grade, au simple éclaireur qu'elle instruit à s'aventurer à temps, à voir de loin, à voir juste, à faire un rapport utile; cette somme incalculable de petits avantages qu'elle fait saisir et de petites fautes qu'elle épargne; cette perfection d'ensemble qui doit résulter enfin de ce que dans aucun détail rien ne se fait qu'à propos; que d'armes entre les mains des François! Que de choses nous manquoient à côté d'eux! Depuis la guerre de sept ans, nous n'avions fait qu'un essai sérieux de nos forces; encore la leçon avoit été courte, et utile seulement au tiers de nos régimens, le reste n'ayant pas bougé. Tout François de la génération présente

a été élevé au bruit des armes, à l'école du malheur qui fait penser. De cette école il a passé dans les camps, a endurci son corps à la fatigue, a vu la mort sous toutes les formes. Souvent, dans cette longue suite de campagnes, il a dû sa vie à sa présence d'esprit, à un mouvement juste, à un coup d'œil exercé. Non, on ne fait bien que ce qu'on a fait; et le courage et le talent naturel ne tiennent pas tête au courage et au talent aidés de tous les souvenirs et de toutes les comparaisons. Parmi nos généraux on comptoit des noms respectés; mais beaucoup étoient vieux, étrangers aux nouvelles formes, et l'ordre du tableau plaçoit les autres en arrière. L'âge, quels que soient le courage et les connoissances, refroidit cette activité qui décide contre les François. Mais eux, que de généraux ils avoient alors! Le plus grand nombre n'étoit à la seconde place, que parce qu'un seul les effaçoit tous. Nommer celui-là, c'est achever mon parallèle.

En effet, toute armée a des ressources,

même avec des vices élémentaires, même en la supposant toute neuve, quand un général la commande, qui, supérieur à l'ennemi par sa tactique, se rend maître des événemens de la campagne, suspend à son gré les coups décisifs, expose son armée et la dégage à propos, laisse à la force le temps de s'essayer, et aux leçons que donnent les choses, celui de mûrir. Le temps n'étoit plus où le grand roi, épuisé par ses victoires, n'ayant, au lieu de ses vétérans, que des recrues sous ses drapeaux, trompoit l'ennemi par ses marches, l'effrayoit par ses positions, jusqu'à ce qu'un moment heureux lui permît de frapper avec sûreté et vieillît ses jeunes soldats : c'étoit au coup de foudre qu'il falloit s'attendre, si jamais nous avions des François vis-à-vis de nous. Napoléon étoit à leur tête, le héros d'un siècle fécond en héros; Napoléon, versé dans les mystères de l'art et non moins grand dans l'exécution, prompt, infatigable, toujours riche en ressources neuves et victorieux déjà de ses victoires passées : il ne falloit pas, en le combattant, comp-

ter sur des ménagemens heureux, sur les chances qu'amène le temps. Un jour auroit décidé entre les deux armées, et ce jour, sous quels auspices différens il se seroit levé pour chacune d'elles!

Ces vérités étoient si palpables, leurs conséquences si graves, que ceux-mêmes des serviteurs du roi qui n'avoient pas partagé ses opinions, fixèrent de ce moment leurs principes pour ne plus s'en départir. Ils ne cherchèrent plus le gage de la sûreté de la Prusse, si tant est qu'il fût encore quelque sûreté pour elle, que dans un système d'intelligence sage avec le grand empire.

Plût au ciel qu'à Vienne on eût pensé de même! Car tout ce que je viens de dire s'appliquoit à l'Autriche comme à nous, quoique dans d'autres proportions : l'Autriche, grâce à sa position géographique, avoit moins à craindre, et vraiment puissante comme elle l'étoit, elle ne mouroit pas de ses pertes; mais, contr'elle aussi, toutes les conditions de la victoire étoient depuis la paix de Lunéville entre les mains

de Napoléon. On avoit vu récemment ce qu'étoit la France par sa frontière seule, même abstraction faite du génie de ce grand homme. Car enfin, tous les exploits de Souwarow, des chances rares n'avoient amené les Autrichiens et les Russes qu'au pied des Alpes, dans les rochers de la Suisse, sur les bords du Rhin, pour trouver à Gênes et à Kehl une résistance qui valoit une victoire, et à Zurich la ruine d'une belle armée; et maintenant, cet homme, ce peuple, ces généraux, ces soldats, ces alliés, c'est-là la grande vérité qu'on s'est obstiné à méconnoître à Vienne, à Londres, partout. On n'a pas voulu comprendre que chaque tentative contre Napoléon lui donnoit des titres, que chaque paix devoit lui valoir un accroissement de grandeur. Il a su établir son édifice sur des bases qui semblent défier les siècles: mais ceux qui se flattoient de le renverser encore devoient au moins se dire que leur dernière espérance étoit de ne pas provoquer le lion; de détourner son activité brûlante sur d'autres objets que la guerre;

de veiller à ce qu'il restât en Europe une masse de puissance qui fût quelque chose à ses yeux; d'attendre les bienfaits du temps, une génération qui n'eût vu ni les horreurs de la révolution françoise, ni la gloire ou la honte de ses guerres; là des institutions moins neuves et moins vigoureuses, ici des proportions morales moins inégales; d'attendre enfin que le repos, l'habitude, les passions et les années eussent déjoint ces mille élémens de toute-puissance. Peut-être Napoléon, en voulant que sa création fût aussi vaste que son génie, avoit-il trop exigé de l'avenir; peut-être cette création ne pouvoit-elle durer toujours sans la main du créateur : la nature n'est pas prodigue en grands hommes. Un jour peut-être, sur le premier trône du monde, la sagesse s'endormoit encore; les liens du sang, de la reconnoissance, de la crainte se relâchoient, les vassaux aspiroient au premier rang, l'heureux François vivoit content de sa vieille gloire. Prévoir le moment où les nations, à qui sa force avoit coûté une partie de la leur,

pourroient reprendre leur place, prévoir le mode et l'étendue des succès, la sagesse humaine ne devoit pas y prétendre. Chercher ce moment en 1805, le chercher tant qu'une goutte de sang couloit dans les veines de Napoléon, étoit la preuve la plus sûre qu'on étoit loin de le trouver.

Mais, ce système d'intelligence avec le grand empire que le roi s'étoit prescrit, quelles bornes lui donner? Falloit-il se jeter entre les bras de la France, s'allier étroitement avec elle? Aujourd'hui la réponse n'est pas difficile; car, quelque parti qu'on eût pris, il n'y en avoit aucun qui nous eût portés plus bas que nous ne sommes. Alors, une telle alliance sembloit inséparable d'une guerre prochaine. Il étoit évident que la France n'étoit pas encore arrivée où il falloit qu'elle arrivât; mais qu'avec les élémens de résistances qui existoient encore en Europe, il lui en coûteroit du sang pour consolider ses entours. Nous aurions scellé du nôtre son ouvrage, peut-être pour nous agrandir comme

nous l'avions fait en Pologne, c'est-à-dire, en nous donnant des maîtres lors même que nous aurions paru ajouter à notre force, peut-être pour tomber plutôt, si les hasards avoient été contre nous. Une neutralité stricte, tous les procédés qui éloignent les querelles, l'emploi de tous les moyens que donne la politique pour concilier les intérêts dont pouvoient naître les guerres, pour rapprocher les grands rivaux, pour étouffer les haines naissantes, telle fut la marche que la probité du roi s'imposa et que le succès couronna quelques années. Organe infatigable de la paix entre toutes les cours, n'en trompant aucune que pour lui cacher la haine des autres et désarmer les ressentimens, le miracle, s'il avoit été possible, n'auroit été possible qu'à lui.

Ce n'est pas que ce système dût nécessairement nous sauver. Dans les cours, des illusions; en France, l'entraînement de la grandeur, pouvoient tromper nos calculs. Le colosse croissoit d'année en année. Le moment du contact immédiat et

des froissemens approchoit. Le choc décisif, le choc entre la France et la Russie devenoit surtout vraisemblable. Alors, seroit-il en notre pouvoir de demeurer neutres? Ne serions-nous pas ou entraînés par le plus fort, ou la victime du plus heureux? Et, quelque part active que nous prissions dans cette querelle des Titans, n'étoient-ce pas nos provinces qui devoient en être le théâtre? Ne faudroit-il pas ou payer pour l'allié vaincu, ou s'attacher sans retour et sans choix au char de l'allié vainqueur? oui, la nature des choses l'avoit ordonné. Quelle que fût notre marche, un jour peut-être il auroit fallu périr ou dépendre. Mais, en s'attachant à une neutralité sévère, on n'ajoutoit pas du moins des fautes aux malheurs, on essayoit d'échapper à sa destinée, on appeloit encore de la dernière sentence, on conservoit un appareil de forces que peu d'hommes savoient juger. Les hasards, triste consolation quand on n'a que cet espoir, trompoient peut-être une partie de nos craintes. Des bouleversemens nous avoient

perdus, des bouleversemens nous sauvoient. Enfin, quand il est mathématiquement prouvé que la lutte est inégale, que les forces sont à cette distance où le courage ne peut rien, on attend du moins pour périr que le devoir de défendre ses foyers ne laisse plus le choix des systèmes.

Ainsi voyoit l'homme d'état à qui tous les ressorts de la machine étoient connus. Dans la bouche du soldat qui ne puise ses motifs que dans son courage, dans celle du citoyen ignorant que la confiance du soldat inspire et trompe, le langage alors n'étoit pas le même. Il faut du courage pour joûter contre la force. Il en faut plus quelquefois pour s'avouer sa foiblesse. Peu d'hommes chez nous avoient le secret de la nôtre. Ils n'osoient s'en appuyer dans leurs conseils, parce que la déguiser, c'étoit nous laisser un reste de force. Mais, moins il leur étoit permis d'éclairer la nation sur son état, plus la nation se trompoit sur eux. Elle se voyoit encore à son ancienne hauteur, quand toutes les proportions étoient renversées autour d'elle. Elle souffroit

avec impatience que l'Europe se refondît sans son aveu; et, après avoir demandé la paix à grands cris, lorsqu'en 1794 cette paix préparoit nos chaînes, plusieurs commençoient à nommer foiblesse le calcul des têtes calmes.

Bientôt les principes du roi furent mis à une cruelle épreuve. La guerre maritime recommença; l'empereur des François voulut se saisir des états allemands du roi d'Angleterre. Ces états étoient tellement situés, que leur occupation devoit entraîner pour nous des humiliations et des pertes. Je l'ai dit, autant notre géographie nous facilitoit autrefois tous les systèmes, autant, depuis les derniers bouleversemens, elle avoit multiplié les points où l'on nous blessoit à mort. Que falloit-il faire dans ces circonstances? Disputer le droit aux François? Soutenir, comme on l'a fait depuis dans le manifeste, que le pays d'Hanovre étoit étranger aux querelles de l'Angleterre? on auroit rougi de le tenter. Il y avoit trop peu de temps que nos troupes étoient sorties de ce même

électorat, qu'elles avoient occupé sur les instances de la Russie, pour une cause qui certainement regardoit l'Angleterre seule. User du droit qu'ont les grandes puissances de prendre en main des intérêts qui touchent aux leurs, et déclarer que le nôtre ne permettoit pas l'invasion ? mais les François, en vertu du même privilége, auroient répondu que le leur la demandoit. La guerre étoit inévitable, et nous arrivions à Auerstaedt plutôt de trois ans.

Le roi imagina un autre moyen d'échapper à tant d'écueils. Ses intentions échouèrent contre l'orgueil du cabinet de Saint-James.

On se rappelle que, peu d'années auparavant, nous étions entrés dans la coalition des cours du nord contre l'Angleterre; coalition dont le but avoit été de relever la navigation des neutres, et de faire reconnoître le grand principe, que le pavillon couvre la marchandise. Par la mort de Paul 1.er, la ligue avoit été dissoute presqu'aussitôt que formée. Les trois cours avoient sanctionné depuis des

principes bien différens. La Prusse seule n'avoit pas reculé sur les siens, quoique sans espérance de les faire respecter.

Quand le pays d'Hanovre fut menacé par les armes françoises, le roi offrit à l'Angleterre de l'occuper lui-même, et d'en garantir la tranquillité jusqu'à la paix, pourvu qu'on reconnût à son pavillon la prérogative arrachée aux nations libres par le nouveau code Breton. A ce prix, la France (elle s'en est expliquée) auroit souffert qu'un corps de nos troupes devançât les siennes dans l'électorat. Son commerce, qui, grâce au despotisme de l'Angleterre, n'avoit plus même la ressource des pavillons neutres, devoit revivre sous la protection du nôtre. Un tel avantage valoit bien pour elle une province. Pour nous c'étoit plus qu'une conquête, et cette heureuse conception sembloit réunir tous les intérêts.

Je ne prononce pas sur ce que l'Angleterre a dû préférer. Mais, quand on songe qu'elle auroit sauvé l'antique héritage de son souverain; que le commerce des

fleuves d'Allemagne lui seroit resté; que là a commencé contr'elle ce système de clôture universelle, qui fait aujourd'hui son désespoir; et que la marche des François sur l'Elbe a peut-être été le premier anneau de cette longue chaîne d'événemens, dont leur monocratie est le résultat, on est tenté de croire que les offres du roi eussent mérité plus d'égards à Londres.

Elles y furent rejetées. Le ministère anglois aima mieux laisser périr les braves Hanovriens, que de se relâcher sur son code usurpateur. Les François occupèrent le pays sans résistance.

Les discussions entr'eux et nous, furent de ce moment interminables, on l'avoit prévu. Mais l'aigreur ne s'y mêloit pas encore. Napoléon professoit une haute estime pour la personne du roi. Peu de souverains, en Europe, étoient restés inaccessibles aux passions dont l'homme ne se défend guères, quand une grande supériorité de fortune ou de génie le blesse dans son amour-propre ou dans ses

grands intérêts. Le roi seul avoit jugé Napoléon, et s'étoit même complu dans ses jugemens. Napoléon le savoit, Napoléon attachoit du prix à son rapport avec le jeune monarque; et les nuages entr'eux avoient été d'un moment, lorsque la coalition de 1805 éclata. C'est de cette époque et de ses suites que j'ai promis de tracer l'histoire.

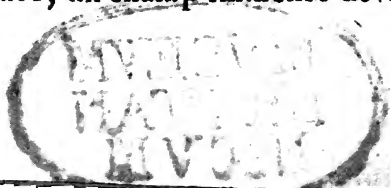


Les négociations qui précédèrent la guerre furent conduites entre les cours de Londres, de Pétersbourg et de Vienne, avec un secret impénétrable. La veille de l'explosion, une sécurité parfaite sembloit régner à Paris, première condition du succès pour les alliés, si déjà les nouvelles relations de l'Europe n'avoient mûri au point de rendre le succès impossible.

En effet, la guerre de 1805 devoit ou achever de renverser tout équilibre en Europe, si la France triomphoit encore; ou coûter sans fruit des torrens de sang, même dans les hypothèses les plus favo-



rables aux alliés. Avec un plan sage, avec des généraux habiles, ils n'auroient pas sans doute laissé périr en dix jours une armée superbe; mais comme il s'agissoit d'obtenir un but qui supposoit l'anéantissement de la France; comme, pour y arriver, il falloit avoir renversé les barrières du nouvel empire, le résultat ne fut douteux que pour la passion. Une sagesse commune, une valeur de tous les jours eût suffi désormais pour défendre le Rhin et les Alpes. Un coup d'œil sur la carte devoit convaincre qu'à moins d'un de ces momens où il semble que le ciel fasse des miracles, et n'en fasse que pour un parti, où d'un côté, le génie commande à la nature, tandis que de l'autre, l'impéritie ne sait profiter de rien, l'art et la bravoure seroient inutiles aux alliés. Mais jugez quel espoir pouvoit leur rester, quand, dans cette forteresse immense, dans cette France dont ils entreprenoient le siége, un homme tel que Napoléon commandoit, sûr de sa retraite après une sortie manquée; un champ immense devant lui,



sises premiers coups étoient heureux. Jugez surtout quel devoit être leur sort, si, ayant contr'eux la nature et le génie, ne pouvant rien pour se rendre la première plus favorable, ils ne savoient pas même combattre l'autre à armes égales. Je me répète, mais on ne sauroit trop le redire: l'Autriche pouvoit perdre beaucoup dans cette guerre, elle ne pouvoit obtenir des avantages qui valussent le sacrifice de sa dernière énergie; et ce calcul clair, aisé, est ce qui fait, de la coalition de 1805, la plus impolitique de toutes. Nous en avons été les victimes, plus que l'Autriche elle-même.

Le début des alliés n'annonça de la force que pour dévoiler mieux leur foiblesse. Ils avoient senti qu'il importoit avant tout de s'assurer de la Bavière, soit pour l'associer à leur plan, soit pour la désarmer, s'il falloit la craindre. On fit le premier pas, on ne sut pas hasarder à temps le second; et tandis qu'on s'avançoit jusqu'au Lech pour n'y rien faire, toute l'armée bavaroise s'échappoit vers

les bords du Mein, s'établissoit sur le flanc droit du général Mack, et devenoit, entre les mains de Napoléon, un des moyens de l'opération sublime qui décida la guerre en dix jours.

Déjà ces premiers momens nous avoient donné deux grandes leçons : l'une encore utile ; l'autre qui nous éclairoit trop tard, pour nous épargner des malheurs.

D'abord, nous avions vu que la Russie, toute-puissante contre ses voisins, ne pouvoit, à deux cents lieues de sa frontière, leur porter qu'un secours tardif. Ses efforts avoient été à la hauteur de son but ; un secret profond les avoit secondés, et cependant les coups mortels étoient portés lorsque ces troupes arrivèrent. Telle devoit être notre histoire, si jamais, sur la foi de son alliance, nous osions provoquer le premier choc.

De plus, nous nous étions flattés que, dans une guerre entre la France et la Russie, plus foibles que chacune d'elles, mais assez forts pour mettre dans la balance un poids redoutable, nous les forcerions

toutes deux à respecter notre neutralité. La guerre fut à peine sûre, que déja cette espérance ne nous restoit plus, ni d'un côté ni de l'autre. La Russie fut la première à nous l'ôter.

Lors des anciennes coalitions, gagner la Prusse avoit toujours été le grand objet de la politique des cours. On avoit essayé de la séduire, tantôt par l'ambition, tantôt par la crainte. Cette fois, on la laissa complètement étrangère au grand plan; car tout le monde croyoit le roi dans les liens de Napoléon. Cependant, dans les négociations des trois grandes cours, on n'avoit pas oublié la Prusse. Il semble qu'on l'y ait mise dans une même cathégorie avec la Bavière, et qu'une surprise ait dû la livrer à la Russie, en même temps que la Bavière à l'Autriche. Une armée russe s'étoit portée insensiblement sur notre frontière, et, lorsque toutes les mesures furent prêtes pour nous imposer la loi, le ministre de la cour de Pétersbourg, à Berlin, eut ordre de déclarer que, tel jour, les troupes de son souverain entre-

roient dans le pays, pour marcher à travers nos provinces contre les François.

L'erreur de ce calcul semble inexplicable. On a vu que je ne me fais point illusion sur notre force; mais certainement elle n'étoit point assez peu de chose pour que les alliés pussent risquer de la provoquer contr'eux, lorsqu'ils avoient besoin de toute la leur. J'ai toujours cru que leur premier langage avoit eu pour motif une fausse supposition. On étoit tellement plein ailleurs de préventions contre la France, qu'on n'imaginoit pas possible que Frédéric Guillaume ne les partageât pas au fond du cœur. On se disoit peut-être que la crainte des événemens, qu'une moralité sévère, qu'un caractère indécis le retenoient en dépit de ses propres vœux; qu'en ne lui laissant que le choix d'être pour ou contre les alliés, on l'entraîneroit vers eux; que lui-même, enfin, se féliciteroit de cette heureuse violence. Jamais erreur ne fut plus complète. Frédéric Guillaume vouloit la paix sincèrement, parce qu'il la croyoit le grand in-

térêt de ses peuples ; et Frédéric Guillaume n'étoit jamais indécis, quand le devoir étoit prouvé. Cette fois il n'avoit pas à prononcer entre des opinions plus ou moins spécieuses, entre des pressentimens politiques plus ou moins hasardés. Le fait étoit clair, l'indépendance de l'état menacée, son intérêt hors de doute. Dès-lors, la jalousie, l'amitié, ne furent plus rien. Toute l'armée prussienne se porta vers la Vistule, et les Russes ne purent plus avancer qu'en l'écrasant.

L'appareil étoit trop grand pour le but. C'étoit trop dépouiller peut-être notre frontière de l'autre côté. Je suis convaincu que des mesures, suffisantes pour bien constater la volonté du roi, auroient été suffisantes aussi pour la faire respecter dans ce moment-là ; car la Russie ne pouvoit en même temps nous combattre, et poursuivre son objet principal contre la France. Mais on espéroit sans doute, d'un grand exemple d'énergie, des fruits heureux pour l'avenir ; et le ciel, qui avoit décidé notre perte, nous entraînoit vers

ce qui devoit la rendre plus sûre. Dès que la Russie eut la certitude que nos préparatifs étoient sérieux, elle revint sur ses déclarations, leur donna une explication compatible avec l'amitié, et fit désormais l'impossible pour obtenir de notre conviction ce qu'elle avoit vainement attendu de notre foiblesse.

De ce côté-là, la question entr'elle et nous étoit décidée. Ailleurs, elle renaissoit sous une autre forme, et là, le nœud sembloit inextricable. Une armée russe alloit arriver par mer dans la Poméranie suédoise, pour marcher vers le pays d'Hanovre, et le reconquérir sur les François. Cette expédition nous entraînoit dans la guerre, plus sûrement encore que les premières menaces des Russes. Car, lors des discussions que l'occupation de l'électorat avoient suscitées entre les François et nous, lorsque nous eûmes demandé la réduction de leurs troupes comme un gage de leurs intentions, et qu'ils eurent éludé cette demande en alléguant la possibilité d'une attaque étrangère qui eût

compromis dès forces réduites, une convention, alors bienfaisante, avoit obtenu au roi ce qu'il falloit qu'il obtînt, mais sous la condition que, jusqu'à la paix, il ne permettroit pas que, du côté de ses frontières, les troupes françoises, stationnées dans l'électorat, fussent inquiétées. Le continent jouissoit alors d'une paix profonde; rien n'annonçoit qu'un jour cet engagement dût nous compromettre avec la Russie; ou même il sembloit, qu'en aucun état de cause, la Prusse ne pouvoit permettre que le théâtre d'une guerre s'établît là, au milieu de ses provinces éparses, à vingt lieues de sa capitale. Le résultat immédiat de cet accord étoit nécessaire à sa sûreté. Elle en avoit recueilli les fruits, elle dut en porter le poids.

Mais en vain le cabinet de Berlin, pressé par la France de remplir ses engagemens, les fit-il connoître à Pétersbourg. Toutes ses instances, pour que la Russie renonçât à une expédition qu'il ne pouvoit permettre, échouèrent. Déjà le dé-

barquement s'étoit opéré à Stralsund. Nos menaces seroient demeurées inutiles; car, certainement, la Russie n'auroit pas reculé là comme sur la demande du passage par nos provinces. Quels étoient en effet, sur cette route, nos titres contr'elle? elle alloit chercher son ennemi sans toucher à notre frontière; nous n'avions pas eu le droit, à ses yeux, de prendre des engagemens qui n'étoient nuisibles qu'à elle; et l'on est bien autrement ferme, quand, dans une cause qu'on croit juste, on met son adversaire dans le cas de prendre l'initiative des mesures fortes, que quand on se prépare soi-même à la prendre pour soutenir une violence. Quinze jours plus tard, la Prusse étoit déshonorée ou en guerre avec la Russie; c'est-à-dire, elle étoit en guerre, car l'obligation envers la France étoit claire, la déclaration faite à Pétersbourg précise, le devoir du roi incontestable, et par conséquent, en dépit de toutes les répugnances, sa résolution finale certaine.

Le nœud fut tranché lorsqu'on s'y at-

tendoit le moins. Un événement où l'on crut voir un autre attentat contre notre indépendance, rejeta la politique prussienne d'un extrême dans l'autre.

Napoléon avoit fait marcher vers le midi de l'Allemagne toutes les troupes cantonnées dans l'électorat d'Hanovre, ne laissant qu'une garnison à Hameln et quelques détachemens dans le pays : le maréchal Bernadotte réunit à ses troupes celles de l'électeur de Bavière. Des marches rapides les conduisirent toutes sur le Danube, où Mack en peu de jours se vit cerné de toutes parts : on sait quel fut le sort prodigieux de sa belle armée.

Mais la marche prescrite au maréchal Bernadotte l'avoit conduit à travers nos états de Franconie. A la première nouvelle de son approche, les autorités du pays, justement alarmées, avoient protesté contre cette violation d'un territoire neutre : leurs instances étoient restées sans effet. Le roi vit son système renversé en trois semaines, aux deux bouts de sa monarchie; sans avoir le temps cette fois-ci,

comme la première, de parer le coup en prenant les armes.

On se demande quelles raisons l'empereur des François a pu avoir pour risquer une provocation si éclatante, dans un moment où il avoit tant d'ennemis sur les bras.

On répond d'abord qu'il ne risquoit rien : la marche de ces troupes à travers nos provinces étoit nécessaire aux combinaisons savantes qui devoient du premier coup écraser l'Autriche. Ce coup porté, il se voyoit d'avance aux portes de Vienne ; il savoit notre armée sur la Vistule, il étoit sûr d'avoir dicté la loi à son principal ennemi, avant qu'elle eût pu reparoître sur le théâtre, et dès-lors il ne la craignoit plus.

On répond encore que Napoléon avoit quelque droit de penser que déjà ses intérêts étoient les nôtres ; il voyoit notre attitude contre la Russie ; nos obligations, nos déclarations lui étoient connues. Il ne doutoit pas de la rupture ; il fit ce qui, un moment plus tard, ne nous auroit plus offensé.

On répond enfin qu'il avoit pour lui le

souvenir des dernières guerres. Alors en effet, le passage, par ces provinces coupées de la monarchie et sans moyens de défense, avoit été permis aux puissances belligérantes.

Il n'en est pas moins vrai que le roi se voyoit blessé par la France, comme il l'avoit été par la Russie; de tous les côtés les événemens trompoient sa sagesse et le jetoient hors de ses calculs. Ainsi, cette malheureuse monarchie qui possédoit partout quelque coin de terre vulnérable, quelque fût le théâtre des querelles, trop forte pour pardonner l'offense, trop foible pour la venger, se débattoit en vain contre les suites de l'erreur de 1792, et marchoit inévitablement vers la catastrophe.

Le chagrin du roi fut extrême; il le fut avec d'autant plus de raison que, si le roi n'en avoit cru que lui-même, le mal auroit été sans conséquence. Veut-on un exemple de ce tact parfait qu'il devoit à la nature? Il n'eut pas plutôt la certitude que la guerre alloit recommencer entre l'Autriche et la France, que, méditant sur

ce qui pouvoit devenir l'écueil de sa neutralité, il prévit le sort des provinces de Franconie. Il se dit que, jetées sur la route des deux armées, il étoit impossible qu'elles demeurassent intactes, que le vaincu s'échappe par tous les chemins; que le vainqueur, avant toute autre considération, poursuit sa victoire, et qu'insister sur la neutralité des margraviats, c'étoit renoncer d'avance à celle de la monarchie. Il crut plus sage de ne pas vouloir ce qu'on n'auroit voulu qu'inutilement, et d'imiter sur ce point son père, qui, depuis 1795, tandis qu'un corps d'armée toujours sous les armes veilloit à ce que la neutralité de la masse de l'état fût respectée par les puissances belligérantes, leur avoit permis à toutes le passage par la Franconie, sous la seule condition de n'y point prendre de position stable, et d'y payer tout comptant. Le roi ordonna à son cabinet de déclarer que tels seroient ses principes dans cette guerre. Dès lors le passage des François n'auroit rien eu d'offensant; nous échappions au

traité du 3 novembre, et à la honte de ne pouvoir le remplir, et à l'alliance tardive qui succéda à notre haine, et à tous les piéges où cette alliance nous a conduits. Au lieu de remplir les ordres du roi, son cabinet lui représenta que faire une telle déclaration, sans que rien l'eût provoquée, seroit aller au-devant des insultes et proclamer sa foiblesse. Il y avoit quelque chose de spécieux dans cette objection; mais n'eût-il pas mieux valu convenir de sa foiblesse sur un point, que de s'exposer à des événemens qui la démasquoient sans retour? Le roi insista longtemps, finit par céder, et le mal fut irréparable. Haugwitz alors étoit absent: il se trouvoit à Vienne.

Le coup porté, que falloit-il faire? Regarder le passage des François comme une agression pure et simple, et faire cause commune avec les alliés? ou fermer les yeux sur l'insulte, et poursuivre ses premiers erremens? ou chercher un moyen terme qui satisfît à l'honneur, sans nous entraîner dans la guerre?

De ces trois partis, le plus impolitique étoit sans contredit le premier. Nous avons vu ce que la Prusse pouvoit se promettre d'une rupture avec la France : l'illusion des ennemis de Napoléon n'avoit duré qu'un moment. Déjà l'on avoit la nouvelle de ses premiers succès et du désastre de Mack ; nos troupes seroient accourues des extrémités de la monarchie pour arriver après la décision : cette circonstance ajoutoit encore à notre foiblesse de tous les momens ; il n'y avoit pas une chance qui ne fût enfin contre nous.

Rester absolument impassible ne sembloit pas moins déplacé. Quand même on auroit pu soutenir que la France, en jugeant mal la manière dont nous envisagerions le passage de ses troupes, n'avoit pas mérité que la guerre en fût la suite, elle nous avoit montré assez peu de considération pour ne plus devoir attendre de nous des sacrifices : mais marcher sur l'ancienne ligne, c'étoit leur en faire de graves ; car nous avons vu que nos engagemens relatifs au pays d'Hanovre ten-

doient à nous faire rompre avec la Russie.

Il étoit un moyen terme qui nous remettoit, pour quelques momens du moins, dans cet isolement politique, si dangereux à la longue, mais si préférable à nos collisions d'alors; où, libre de toute obligation positive, l'état ne prend la loi que de lui-même et de son seul intérêt : ce parti fut le premier pour lequel on se décida. On déclara au ministre françois à Berlin, qu'on regardoit la violation de notre territoire comme une résolution de sa cour de renoncer aux engagemens qui existoient entr'elle et nous, que par conséquent rien ne nous appeloit plus à entraver la marche des Russes vers l'électorat d'Hanovre, et que nos armées alloient prendre une attitude qui fît mieux respecter notre territoire. Cette déclaration fut communiquée à Pétersbourg.

Si l'on s'en étoit tenu là, on auroit été sévère, mais juste et estimé des hommes sages. On n'en auroit pas échappé mieux aux suites de la paix de Presbourg. Par la route des fautes, ou par celle de la sages-

se, une force supérieure, étrangère à nos calculs, nous poussoit vers la dépendance; mais notre mort politique auroit été moins violente. Le plus noble des princes auroit été moins indignement jugé, et nous n'aurions pas allumé les haines, qui nous ont fait vider jusqu'à la lie la coupe de l'humiliation.

Le moment étoit trop favorable pour que les ennemis de la France se contentassent d'un demi-triomphe. Les ministres des cours alliées redoublèrent d'instances pour attacher la Prusse à leur cause. Ce n'étoit plus à la sagesse du roi, c'étoit à sa justice qu'ils en appeloient. Quoi! il avoit pris les armes contre la Russie sur une menace mal comprise, et il ne tireroit d'autre vengeance d'une violence exécutée, irréparable, que de rentrer dans une neutralité plus sévère? Où étoit la conséquence d'une telle marche? Où étoit cette impartialité dont la Prusse s'étoit vantée si long-temps? A ces cris se joignirent ceux d'un parti puissant dans l'intérieur, qui déjà murmuroit plus haut de ce qu'il ap-

peloit la foiblesse des ministres. Des hommes de tous les rangs bien intentionnés, mais qui n'avoient ni la mesure de Napoléon ni la nôtre, alloient prédisant sa toute-puissance et notre chute, et prédisoient juste. Mais ils alloient aussi prêchant la guerre, la guerre à mort, comme le dernier moyen de salut, et ils se trompoient. Pour ces patriotes aveugles, le passé étoit le présent; la guerre de sept ans, le gage des guerres futures. Ils ne savoient pas se dire que tous les miracles qui avoient fait notre ancienne gloire seroient désormais contre nous, que Frédéric lui-même, avec son génie, eût succombé sans des circonstances qui n'étoient plus. « Si nous examinons, dit le grand homme dans son histoire, les causes de nos succès, nous trouverons que les raisons suivantes empêchèrent la perte des Prussiens : 1.° le défaut d'accord et le manque d'harmonie entre les alliés, leurs intérêts différens qui les empêchoient de convenir de certaines opérations, le peu d'union entre les généraux russes et au-

trichiens qui les rendoit circonspects, lorsque l'occasion exigeoit qu'ils agissent avec vigueur pour écraser les Prussiens, comme *ils l'auroient pu faire effectivement;* 2.° la politique trop raffinée de la cour de Vienne, dont les principes la conduisoient à charger ses alliés des entreprises les plus hasardeuses, pour conserver à la fin de la guerre son armée en meilleur état et plus complète que celles des autres puissances, d'où, à différentes reprises il résulta que les généraux autrichiens, par une circonspection outrée, négligèrent de donner le coup de grâce aux Prussiens, lorsque leurs affaires étoient désespérées; enfin 3.° la mort de l'impératrice de Russie, etc. ». De toutes ces chances il n'y en avoit aucune qui désormais ne fût contre nous : au lieu d'alliés désunis, un ennemi qui les valoit seul; un intérêt au lieu de plusieurs; Napoléon et ses élèves, au lieu de généraux timides: voilà ce qu'en 1805 la Prusse auroit eu contr'elle. Et quand, au lieu de se conjurer contre nous, les circonstances nous

auroient servis encore, étoit-ce rendre aux mânes de notre héros l'hommage qui leur étoit dû, que de voir si peu d'obstacles à l'imiter, et de compter encore une fois sur les merveilles de son règne ?

L'armée y comptoit si bien qu'elle désiroit ardemment la guerre. Les premiers hommes de l'état faisoient arriver au trône ses vœux et les leurs. Une partie de la nation se laissa aller à ce cri. Fatiguée de sa nullité, autant qu'effrayée d'une prépondérance que rien ne balançoit plus, elle croyoit que, pour la remettre à sa place, il suffisoit de vouloir. Les fanatiques tirèrent un parti prodigieux de la violation du territoire d'Anspach pour électriser le peuple. Le roi attachoit un grand prix à l'opinion, quand elle étoit générale, et l'opinion des hommes ardens passe aisément pour celle de la nation. Il flottoit entre le tact qui lui présageoit son sort et la sévérité de ses principes. De ses principes ; car, plus il avoit rejeté la guerre, parce qu'à ses yeux il n'y avoit que le cas d'une agression qui la rendît juste,

plus il sentoit aussi qu'à prendre les choses à la rigueur, abstraction faite des motifs de prudence qui suspendent l'application de la règle, il devoit à la sienne des résolutions vigoureuses, et qu'en le mettant en contradiction avec lui-même, ceux qui l'accusoient de foiblesse auroient eu gain de cause aux yeux du vulgaire.

En effet, le moment étoit venu où il falloit descendre de son rang ou le maintenir avec éclat. Ou la Prusse en tenoit un entre les premières puissances, et alors on traversoit aussi peu son territoire sans demander son aveu, qu'on oseroit aujourd'hui toucher à celui de la France ou du moindre de ses alliés; ou elle étoit dans une catégorie qui lui imposoit des sacrifices pénibles et un silence humiliant, et il falloit renoncer à tromper l'Europe sur sa nullité. Le roi savoit bien laquelle de ces deux destinées étoit la sienne; il ne l'avoit pas méritée par ses fautes. Peut-être il auroit été assez grand pour changer volontairement de place et sacrifier au bonheur de son peuple des ressentimens même justes (car

cette belle âme avoit sa fierté, et lui-même, pour se vaincre, avoit besoin de l'ascendant du devoir.); mais l'erreur fatale de quelques classes peu à peu gagnoit chez nous les plus sages; mais nous tous enfin *, ivres de nos longues prospérités et de nos beaux souvenirs, nous voulions, sinon la guerre, du moins la gloire et le rang qui la donne, et le langage qu'elle autorise. Un bonheur obscur, que nous pouvions sauver quelque temps encore, nous sembloit honteux. A quoi bon deux cent mille hommes sous les armes, pour se faire imposer la loi? Pourquoi jouer la force contre la Russie, pour dévorer ailleurs des affronts?

Pourquoi? notre bon maître le savoit bien. Mais, il est affreux de le dire, il ne pouvoit plus nous sauver qu'en perdant l'estime publique. Il s'agissoit pour lui de l'honneur. De l'honneur, pour un prince

* J'ai tort : il y avoit dans la classe pensante beaucoup d'hommes qui, sans voir une issue au dédale où la fortune avoit engagé le roi, jugeoient assez bien l'état de choses pour frémir de l'idée qu'on osât trancher le nœud ; mais ils se taisoient par modestie ou par crainte.

qui n'avoit connu de plaisir que le bien de ses sujets, et de récompense que leur amour! De l'honneur, quand déjà sa raison ne se défendoit qu'à peine contre des argumentations rigoureuses! Les vérités qui le poussoient à sa perte étoient de celles qui semblent honorer leurs apôtres; les vérités qui le retenoient encore étoient trop dangereuses à dire et trop aisées à méconnoître, pour se produire avec la même vigueur.

L'empereur Alexandre, alarmé de l'impression qu'avoit laissée le premier langage de son ministre, et plus sûr enfin de gagner la Prusse à sa cause, accourut à Berlin de son quartier-général. Une amitié rare, non pas telle qu'on la trouve sur les trônes; cette amitié qui fait le charme de la vie dans les conditions où l'homme a besoin de l'homme, unissoit depuis trois ans les deux souverains, tous deux jeunes, nobles, probes, tous deux les délices de leurs empires et dignes tous deux de s'aimer. Une crise les avoit jetés à une grande distance l'un de l'autre et ils s'étoient par-

donné leurs devoirs de souverain. Une crise rapprocha leurs intérêts et Alexandre accourut près de son ami. Dans sa bouche, les argumens qui déjà travailloient la raison du roi, gagnèrent plus de force. Des nouvelles pénibles leur en prêtoient d'heure en heure. Les suites de la première violence exercée contre nous se manifestoient déjà. Les Autrichiens vaincus fuyoient à travers nos provinces de Franconie, les vainqueurs y poursuivoient leurs succès. Des impressions toujours répétées l'emportèrent. Le 3 de novembre arriva, jour à jamais mémorable dans nos annales, où, avec le traité de Postdam, l'arrêt de notre mort fut signé. Le Roi prit part à la guerre.

Le voilà donc, ce Prince sage qui n'avoit voulu que la paix, qui l'avoit voulue par caractère, par principes et par calcul, qui huit ans en avoit été l'apôtre et quelquefois l'instrument; le voilà, n'ayant plus le choix des malheurs, et malgré lui s'associant aux projets gigantesques de la ligue. Mais non, ces projets, en devenant

les siens, avoient pris du moins quelque chose de son caractère. Il voulut, avant de signer, que l'intention de la guerre fût fixée. Il obtint de la sagesse et de l'amitié d'Alexandre que cette intention ne fût pas d'une nature à perpétuer le malheur public. On ne songea plus à renverser des traités déjà reconnus, ni à exiger de la France des sacrifices incompatibles avec l'honneur. La guerre ne se fit plus que pour les objets encore en litige. Dès lors, avec des succès balancés, on put espérer de s'entendre quelque jour. Une paix générale, plus sage que les précédentes, parce qu'elle auroit embrassé tous les intérêts et qu'elle les auroit mis sous la garantie de toutes les puissances, auroit été le résultat de ce dernier acte de vigueur. De ce moment l'Europe prenoit une assiette fixe. Les obligations des cours sortoient de ce vague qui avoit fait leur foiblesse, en les empêchant d'agir de concert et en les perdant l'une après l'autre. Pour la Prusse enfin, si l'on atteignoit cet heureux moment, une alliance étroite avec les deux cours impé-

riales devenoit un dernier gage de sûreté, pour tout le temps au moins où ces deux cours elles-mêmes auroient trouvé de l'intérêt à la maintenir. Ainsi le roi, en prenant les armes, ne poursuivoit pas une vengeance gratuite. Il tiroit seulement occasion de ses griefs pour en écarter les causes et concevoit un plan qui, plus heureux, devoit honorer à la fois sa modération et sa force.

Triste illusion, que lui seul peut-être au fond de son cœur, ne partagea pas! La condition de ce plan, qu'on se le redise, étoit des succès balancés!

Le roi fit plus. Il voulut que l'empereur des François ne pût se tromper sur l'esprit de l'union, de peur que lui-même, le jugeant encore sur les anciennes pretentions, ne donnât à la lutte un caractère qui l'aigrît. On convint qu'un ministre prussien seroit envoyé au quartier-général de ce prince, pour lui offrir et la médiation du roi, s'il vouloit accepter la base de paix générale concertée entre les trois cours (car l'Autriche avoit accédé), et à

ce prix, le renouvellement de l'ancienne amitié. La Prusse ne s'obligeoit à la guerre que dans le cas d'un refus.

Par cette marche, le roi payoit un dernier tribut à des principes qu'il n'avoit sacrifiés qu'en soupirant. Ce n'étoit pas d'ailleurs perdre dans des formes lentes un temps qu'on auroit pu donner à des opérations vigoureuses. Nos armées revenoient à marches forcées, mais des frontières de la Russie, et les juges avoient décidé qu'elles ne pourroient entrer en campagne que le 15 de décembre.

Le comte de Haugwitz, chargé de la négociation, partit pour Vienne où Napoléon venoit d'entrer en vainqueur.

Je touche à un moment que l'on a fortement reproché à la Prusse et où elle a mérité des reproches. Car, quoique le lecteur devine déjà l'idée principale de cet ouvrage; quoique, en me suivant avec attention, il ait vu le livre des destins se dérouler lentement, mais sans remède, pour ce malheureux état, et une suite d'événemens, étrangers à la sagesse du roi, lui

tracer sa route entre des abîmes, il ne me trouvera point aveugle sur nos fautes. Mais, vous, Prussiens ultrapatriotes, ne triomphez pas. Nos véritables torts sont bien loin de ceux que vous nous croyez.

Haugwitz fut quelques jours à Vienne, avant de voir l'empereur des François qui préparoit la bataille contre les Russes. Quand ensuite il fut admis à l'audience de ce souverain, voici quel étoit l'état des choses.

La journée d'Austerlitz avoit achevé de ruiner les affaires. L'Autriche qui, trois semaines auparavant, s'étoit engagée à ne poser les armes qu'avec nous, désespérée, venoit de signer un armistice que la paix devoit suivre en peu de jours.

La grande armée russe, sur laquelle surtout on avoit compté, retournoit chez elle. Alexandre déclaroit qu'il n'avoit pris les armes que pour son allié, et que, son allié content, il l'étoit aussi. Nous étions seuls, même avant d'être entré en lice, libres encore une fois d'obligations, mais chargés de tous les dangers.

Dans ces circonstances, un autre négociateur que Haugwitz n'auroit vu son devoir que dans ses instructions. Il n'auroit pas manqué d'articuler encore les propositions convenues entre les trois cours, propositions modérées, je l'ai dit, tant que la moitié de l'Europe se levoit pour les maintenir, propositions devenues absurdes, depuis que le ministre prussien ne parloit plus qu'au nom de son maître. Haugwitz commença par se dire que, de tous les ordres qu'il avoit reçus, il n'y en avoit plus un d'applicable à la circonstance. Tous avoient pour bases le traité du 3 de novembre, et ce traité n'existoit plus.

Il laissa là de vaines discussions sur l'Italie. Il jugea que désormais la guerre seroit une démence gratuite, et ne considéra plus sa mission que comme une occasion heureuse de régler enfin nos rapports avec la France.

Napoléon sembla goûter cet homme sage. Il l'honora d'une confiance particulière. Le fameux traité de Vienne fut le résultat de leurs entretiens, et, à ce prix, le vain-

queur d'Austerlitz consentit à oublier qu'il n'avoit pas tenu à nous qu'il n'eût reçu des lois au lieu d'en donner.

Voici les conditions du traité :

Alliance entre les deux états.

La Prusse cédoit à la Bavière le pays d'Anspach, et à la France, pour en disposer à son gré, Clèves et Neuchâtel.

En revanche, la Bavière lui cédoit un territoire de vingt mille âmes de population, pour l'arrondissement du Margraviat de Bareuth; et la France Hanovre, avec tous les états allemands du roi d'Angleterre.

La Prusse garantissoit à son allié les résultats de la paix de Presbourg; et celui-ci garantissoit à la Prusse toutes ses possessions tant anciennes que nouvelles.

Les deux puissances enfin prenoient sous leur garantie l'intégrité de la Porte Ottomane.

Haugwitz revint avec le traité, se réservant de le présenter lui-même. Je passerai tout à l'heure à l'examen de cet acte important. Auparavant j'observe encore

que, quand son contenu seul ne suffiroit pas à la justification du ministre, elle seroit toute dans une autre circonstance. Il n'avoit pas eu de pleins-pouvoirs pour signer. Son ouvrage n'étoit rien sans la ratification du roi. S'il étoit sage, Haugwitz aussi l'avoit été. Si le roi jugeoit le nouveau rapport inadmissible, Haugwitz étoit sacrifié et tout le mal pour lui seul. Ou plutôt, même dans ce dernier cas, son ouvrage étoit un bien; car il enchaînoit pour trois semaines l'activité de Napoléon, et, si nous nous étions obtinés à la guerre, reculés encore comme nous l'étions pour tous nos préparatifs, ces trois semaines auroient été d'un grand prix.

Le mouvement fut extrême à Berlin, lorsqu'on y eut pris connoissance du traité. Dans le premier moment il eut tout contre lui, et cette répugnance que l'homme éprouve toujours à passer subitement d'un extrême à l'autre, et la pente inévitable que les affections avoient prise pendant ces deux mois où l'on s'étoit accoutumé à voir un ennemi dans la France, et l'attente de

l'armée encore une fois déçue, et la défaveur qu'une contenance imperturbable au milieu du bruit des passions avoit jeté sur le ministre. Le roi seul fut sérieux, occupé, mais calme; non pas, l'infortuné! qu'il y eût moins de sensibilité dans son caractère : il ne connoissoit plus le bonheur depuis que ses devoirs étoient devenus douteux; mais pour lui le renversement des premières espérances avoit été moins inattendu que pour d'autres. Cette fois il n'en voulut croire exclusivement ni Haugwitz, l'auteur ou du moins l'instrument du traité, ni ses confidens ordinaires; il s'entoura des hommes qui par leur rang, leurs lumières, leur expérience, la confiance de la nation, lui promettoient un fil dans ce labyrinthe. Il y eut dans ce conseil des sorties violentes, il n'y eut enfin qu'un avis.

Nous avions le choix entre trois partis. Nous pouvions ou poursuivre nos projets hostiles contre la France; ou, en renonçant avec elle à tout rapport, soit d'amitié, soit de haine, la laisser encore une

fois maîtresse du pays d'Hanovre; ou enfin ratifier le traité de Vienne.

Je le sais : le grand argument de l'opposition, quand on s'appuie des événemens de la dernière guerre, pour justifier la longue circonspection du roi, c'est qu'à tout prix il falloit la faire en 1805, et qu'alors le résultat eût été bien différent. Nous disposions, dit-elle, de l'Autriche et de la Russie. Rien n'étoit plus hasardé que la position des François, etc. Répétons donc jusqu'au dégoût, puisqu'il le faut, des vérités qu'on s'obstine à ne pas saisir.

Compter sur l'Autriche, étoit une erreur, dont l'histoire des années suivantes devroit au moins nous avoir guéris. L'Autriche avoit perdu sa plus belle armée, la moitié de ses provinces; car la Bohême étoit en l'air et la proie du premier occupant. Il est si vrai que son épuisement alors étoit sans remède, que, sûre de la Russie dont l'appui étoit bien autre chose que le nôtre, et, qui plus est, sûre de nous-mêmes, elle avoit été forcée de se détacher des deux cours, pour obtenir du vainqueur

des conditions supportables. Tandis qu'au coup de baguette, des armées fraîches seroient arrivées de la France, de la Hollande, sur toutes les routes; la grande, celle de Napoléon lui-même, pouvoit sans ombrage se porter sur nous. Masséna, qui avoit suivi pas à pas l'archiduc Charles, étoit assez fort, sinon pour battre le jeune héros, du moins pour le tenir en échec. Mais cet épouvantail étoit inutile. La dernière leçon avoit fait sur la cour de Vienne une impression si profonde, que, deux ans après, avec une armée rétablie, avec des moyens reposés, quand les François se furent enfoncés dans les boues de la Pologne, quand une diversion sur leur flanc pouvoit leur causer d'étranges embarras, rien n'ébranla la neutralité de cette cour. Et l'on imagine que, dans son agonie, elle auroit voulu se perdre pour nous! elle qui pouvoit tirer un tout autre parti de notre folle agression! elle à qui Napoléon auroit fait des propositions brillantes, s'il avoit dû marcher contre nous, et dont les plus riches provinces, encore entre les

mains du vainqueur, ne fournissoient de moyens que contre la Prusse et qu'à lui.

Alexandre, il est vrai, malheureux à Austerlitz, avoit fait encore une fois ses preuves de noblesse et de loyauté. Il avoit rendu au roi sa parole, mais sans retirer la sienne. Il l'avoit laissé libre de s'arranger avec la France, mais en lui offrant son appui, s'il n'y réussissoit pas. Déjà deux corps de troupes russes, postés sur l'Elbe et sur l'Oder, avoient été mis sous les ordres du roi.

Ces promesses honoroient Alexandre, sans nous donner la puissance que nous n'avions pas. Les deux corps sus-mentionnés étoient peu de chose. La grande armée russe avoit repris le chemin de ses foyers, et, avant qu'elle en fût revenue par une autre route, des batailles auroient décidé entre les François et nous. Cette seconde relation ne nous sauvoit pas plus que l'autre.

Nous étions seuls, nous aurions été seuls long-temps, seuls jusqu'au moment où, en 1807, nous avons cessé de l'être, c'est-

à-dire jusqu'à ce que les grandes armées russes seroient venues au-devant des armées françoises, et que le choc des deux colosses auroit commencé. Dans l'intervalle, nous aurions eu tout le temps d'être rejetés sur la Vistule, et mortellement blessés dans le principe de notre vie; car, au nom de Dieu! pourquoi notre sort auroit-il été différent en 1805, de ce qu'il a été depuis? L'armée françoise, la nôtre, n'étoient-elles pas les mêmes? Les proportions ont-elles changé d'une époque à l'autre? Les mêmes causes, quelles que soient celles qui nous ont perdus, n'assuroient-elles pas aux François la même supériorité? Ou bien croit-on que l'attitude de Napoléon, maître de Vienne et de la Moravie, fût moins formidable qu'elle ne l'a été dix mois après? Il touchoit à la Silésie, alors presque sans défense; à la Prusse méridionale, qu'il n'auroit pas manqué d'insurger. Deux corps lui suffisoient pour nous porter de ces côtés-là plus d'une blessure, et pour nous tourner dès le principe de la guerre.

Lui-même, avec la masse de ses forces, seroit venu nous chercher à travers la Bohême : ou plutôt nous aurions été l'y trouver des plaines de la Saxe, que notre grande armée occupoit alors; et, au lieu de périr à deux pas du trophée de Rosbach, nous aurions péri sur les champs de victoire de Leitmeritz ou de Prague.

Il y avoit trop de lumières dans le conseil du roi, pour que nos désavantages y fussent absolument méconnus. On ne fut pas assez sage pour se féliciter de la paix, mais on le fut assez pour l'accepter.

Ce premier point établi, que devoit-on? Se renfermer dans une impassibilité profonde, et livrer Hanovre aux François? Ou se résoudre à accepter de leurs mains ce magnifique présent?

Nous savions, par une expérience récente, ce qu'étoit le voisinage des François amis. Jugez de ce qu'il auroit été avec le souvenir de notre dernière attitude, avec le ressentiment de nos derniers refus, quand l'Autriche avoit cessé de leur être redoutable, quand ils ne voyoient

plus à côté d'eux que le fantôme de la puissance prussienne. Chaque jour nous auroit abreuvés de honte; et si, de pertes en pertes, le désespoir nous avoit conduits à la guerre, quelle guerre que celle où, du premier jour, ces terribles ennemis auroient été les maîtres de l'Elbe! Il falloit tomber, ou qu'Hanovre fût à nous.

Restoit donc le traité de Vienne, cette fortune inespérée, ce dernier bienfait d'un ministre habile, qu'une ingratitude noire en a payé.

D'après ce traité, nous perdions trois provinces isolées qui affoiblissoient la monarchie, en multipliant les points de contact et les occasions de querelles. Nous en avions eu récemment la preuve. Toutes les questions entre lesquelles nous nous débattions alors, n'auroient point eu lieu, sans l'impossibilité de protéger à temps ces possessions perdues, et sans la violation de territoire qui en avoit été la suite.

Nous obtenions en retour le seul pays qui, dans l'état actuel des choses, pût ajouter à notre force réelle un pays qui

valoit nos pertes cinq fois par sa population et son étendue, et mille fois par son importance relative. Hanovre nous donnoit enfin contre la France, non-seulement des moyens de plus, mais une frontière. Nieburg, Hameln, le Veser, étoient le commencement d'une ligne de défense qui nous manquoit. Liés étroitement avec la Saxe, nous pouvions étendre et perfectionner cette ligne. Nous devenions les maîtres absolus de l'Elbe et du commerce de l'Allemagne. Nous obtenions, sans coup férir, ce qui depuis trois ans faisoit l'objet éternel de nos cris et de nos demandes, l'éloignement des troupes françoises et celui des mille collisions et des mille entraves inséparables de leur voisinage. Nous obtenions, ce qui valoit mieux encore, que l'avenir ne ramenât pas toujours ce même obstacle à notre repos, en impliquant le pays d'Hanovre dans chaque guerre entre l'Angleterre et la France. Nous échappions pour le moment à une lutte désastreuse, sans même en avoir manqué l'objet primitif, car un ar-

rangement aussi brillant, proposé par le tout-puissant lui-même, étoit la satisfaction la plus glorieuse qu'il eût jamais pu nous offrir.

L'esprit se perd à comprendre qu'il y ait eu des hommes en Prusse, et des patriotes vrais, assez aveugles pour ne pas sentir qu'une fois la fortune sourioit au roi, et qu'un trait de plume avoit fait pour la monarchie ce que des victoires auroient inutilement mérité. Mais, ne pouvant disputer au traité ce qu'il avoit d'avantageux en soi, ces hommes s'efforcèrent de le noircir sous le rapport de l'honneur.

On sacrifioit, disoient-ils, des sujets fidèles à une ambition perfide! Comme si l'on n'avoit pas eu l'expérience qu'on n'étoit pas en mesure de les protéger; comme s'il auroit mieux valu sacrifier l'ensemble que la partie; comme si le roi n'avoit pas dû à l'état entier, avant de devoir à telle province, et que, jusques dans les détails de l'administration intérieure, ce principe si vrai n'eût pas été appliqué tous les jours! On dépouilloit un prince ami,

de ses états héréditaires ! Comme si le sort des armes n'avoit pas déjà décidé le leur ; comme s'ils n'eussent pas été trop heureux d'échanger le joug d'un vainqueur sévère contre des lois paternelles ; comme si (tranchons enfin le mot, car trop long-temps des vues étroites se sont honorées du masque de la probité), comme si la raison d'état n'étoit pas la première règle, et qu'entre la chute de l'empire, ou telle mesure inséparable de son salut, le choix fût permis au souverain ! Une morale timide perdoit tout et n'obtenoit rien. Repousser le seul moyen de grandeur qui nous restât, c'étoit sauver un moment quelques sujets, pour se complaire dans une impuissance dont tous auroient été les victimes. Craindre d'accepter des dépouilles étrangères, c'étoit les garantir à leur premier ravisseur, et lui préparer les nôtres.

Du sentiment impérieux de ces vérités, de la répugnance avec laquelle la passion se soumettoit à les reconnoître, résulta dans le conseil une résolution étrange qui

fut la seule grande faute de ce règne; car, ou les autres ont été la suite irrémissible de celle-là, ou nous les aurions évitées depuis, sans que notre perte en eût été moins certaine.

La ratification du traité de Vienne fut décidée d'un commun accord, mais avec des modifications qui n'en laissèrent plus subsister que le poison.

On accepta l'alliance, on souscrivit aux échanges, mais on prétendit en subordonner l'époque aux stipulations de la paix entre la France et l'Angleterre. On exigea de S. M. impériale qu'alors elle obtînt au roi la cession formelle du pays d'Hanovre par S. M. britannique. On voulut ne se croire en possession qu'à la suite d'un titre légal, mais occuper militairement le pays jusqu'à la paix, et n'évacuer nos trois provinces qu'alors.

C'étoit un autre acte, ce n'étoit pas la ratification du premier. Le ministre de France, effrayé, ne voulut signer que *sub spe rati.* Ce moment, on le verra, fut pour nous le second arrêt de mort.

Un reste de tact fit sentir qu'il y auroit des difficultés. On envoya le comte de Haugwitz à Paris, pour justifier les fautes dont lui seul étoit innocent.

Avec les hommes extraordinaires, ce n'est pas une politique de tous les jours qui réussit. Napoléon, quand il traite, traite en grand; une marche timide et douteuse l'irrite. Il y a, dans la volonté d'un homme comme lui, de ces momens de fortune que l'habileté saisit, mais qui, perdus, ne reviennent pas. A Vienne, satisfait de tant de triomphes; fidèle encore à ses sentimens personnels pour le roi; assez grand pour être juste; et se disant à lui-même que, quelle qu'eût été son intention, la malheureuse affaire d'Anspach nous avoit seule jetés dans le parti de la ligue; répugnant à recommencer sans besoin une lutte qu'il jugeoit en résultat, mais dont il ne pressentoit pas encore toute la facilité; content enfin du comte de Haugwitz, il nous avoit fait des conditions dont les deux états auroient eu raison de s'applaudir. Je ne dis pas que

plus tard les collisions n'auroient pu renaître, ni que surtout, dans l'empire, ses intérêts n'auroient été loin des nôtres. Il étoit arrêté que notre position resteroit pénible et douteuse. Il étoit possible même qu'une des stipulations du traité de Vienne nous compromît un jour avec la Russie. Le meilleur des rois devoit en être le moins heureux. Mais nous aurions eu en main de quoi nous consoler de bien des contrariétés, ou de quoi nous défendre de leurs suites. Mais aucun danger ne ressembloit à ceux qui nous avoient entourés depuis trois ans. Mais nous avions la preuve, et c'étoit là surtout l'observation rassurante, que Napoléon étoit sincère, et qu'en dépit des suggestions de la haine, ses offres n'étoient pas un piége; car c'étoit la force qu'il nous donnoit, et cet homme habile n'arme pas l'ennemi qu'il veut combattre.

De ce moment, la Prusse devoit prendre son parti et le prendre sans arrière-pensée, s'attacher aux destinées de la France et monter avec elle, soit pour partager

sa fortune, soit pour lui résister un jour.

On a vu la demi-mesure qui prévalut. Quand on se rapelle ce qui aida à tromper le roi et quels sentimens nobles on opposa dans son cœur au cri de cette raison si pure, et combien la douleur des sujets cédés empoisonnoit pour lui l'avantage des nouveaux rapports, on ne sait si l'on doit plus de pitié aux malheurs de cet homme rare, ou plus de reproches à ceux qui venoient de renverser l'ouvrage de son ministre.

Dès que Napoléon eut appris ce qui s'étoit passé à Berlin, il devint pour nous un autre homme. Ce moment, plus que le traité de Postdam, fixa nos relations avec lui. Il crut s'être trompé sur le caractère du roi. Il s'expliqua par des préventions haineuses cet aveuglement inattendu sur nos intérêts. Il crut que jamais il ne pourroit compter sur nous et cessa d'estimer un cabinet, où, dans sa façon de voir, il n'y avoit ni lumières ni énergie. Plus il eut droit de se dire qu'à Vienne il avoit fait les choses en grand pour nous ramener à lui, moins il nous pardonna de

ne l'avoir pas reconnu. En un mot, il nous voulut du mal depuis cette époque.

Le traité, défiguré comme il l'avoit été à Berlin, n'étoit plus à l'usage de l'empereur. Le sort de nos trois provinces étoit arrêté dans ses plans; ses promesses à la Bavière étoient faites. Je ne sais où le ressentiment l'auroit conduit, si nos fautes même n'avoient rendu les retours faciles. On en fit une autre peu de semaines après; mais elle compte à peine, car le mal étoit déjà sans remède.

Notre armée étoit encore en armes sur la frontière. C'est un puissant argument dans la plus mauvaise cause. On la fit rentrer par économie; car Napoléon ne s'étoit pas pressé de s'expliquer sur nos modifications, et avoit même accepté avec des formes honnêtes la mission de Haugwitz à Paris. C'étoit, disoient au roi ses ministres, c'étoit la preuve qu'il reconnoissoit le traité malgré sa nouvelle forme. On ne risquoit plus rien à quitter la grande attitude. La raison du roi, toujours plus sûre, lui dit en vain que c'étoit traiter avec une

légèreté peu commune un grand intérêt. Il céda, quoiqu'à regret, à l'avis commun. N'oubliez pas que Haugwitz étoit absent.

Dès lors le cabinet de Saint-Cloud nous dicta la loi sans retour. Nous avions perdu nos derniers avantages. On nous déclara que le traité de Vienne étoit rompu par nous-mêmes, et que, si nous voulions jouir encore de ses stipulations, il falloit le refaire et le payer d'un autre prix.

En conséquence, on exigea non-seulement que les échanges convenus se fissent à l'instant même; mais que la Bavière fût dispensée du sacrifice auquel le premier acte l'obligeoit, et surtout que la Prusse fermât au pavillon britannique les fleuves de la mer du Nord.

La question devint affreuse pour l'homme d'honneur. Il ne nous restoit plus de la transaction de Vienne, que la possession d'Hanovre. C'étoit beaucoup. Mais à Vienne elle n'avoit coûté que des sacrifices supportables; à Vienne, on l'avoit obtenu, en traitant avec grandeur et de puissance à puissance : maintenant on la

payoit d'une guerre avec la Grande-Bretagne et de la ruine de l'industrie nationale; maintenant un maître nous l'adjugeoit, avec des formes et des conditions humiliantes. Mais nous n'avions plus ni le choix des partis à prendre, ni le temps d'y réfléchir. Toutes les vérités développées plus haut avoient acquis une puissance effrayante depuis que l'Autriche étoit abaissée, depuis que deux cent mille François étoient restés dans l'empire, depuis qu'un grand appareil de force n'en prêtoit plus à notre logique, depuis que la dépense de deux armemens inutiles nous avoit laissés presqu'à sec. Ceux qui avoient rejeté le bel ouvrage de Haugwitz, complet, honorable, furent trop heureux de l'accepter mutilé. Les échanges se firent. Hameln et Wesel furent livrés le même jour aux troupes des deux puissances, et nos fleuves fermés au commerce.

Depuis cette époque, tout fut pour nous malheur et honte. Les Anglois nous prirent quatre cents vaisseaux. Les Suédois, délogés par nous d'un coin de l'électorat d'Ha-

novre, bloquèrent nos ports de la Baltique. Les Russes nous lièrent les mains, quand nous voulûmes prendre de cet outrage la seule vengeance qui fût à notre portée. Les François allèrent leur train en Allemagne, sans s'informer s'il étoit une Prusse dont l'intérêt ne fût pas le leur. On peut juger ce que devint une alliance commencée sous de tels auspices. L'un traitoit son allié sans considération; l'autre, blessé dans l'amour-propre, se sentoit tous les jours plus repoussé. Le seul gage de durée pour un rapport si bizarre étoit la disproportion des forces. Il n'y avoit plus que le désespoir qui pût tromper sur les siennes le cabinet de Berlin : non pas qu'à Paris on eût déjà des projets contre la Prusse; mais on en avoit sans elle; et les uns conduisoient aux autres. On méditoit alors l'anéantissement de la confédération germanique. Les détails sont récens; il m'importe moins de les retracer que d'en donner la clef aux lecteurs. Quelques observations générales pourront s'appliquer à tous.

L'Europe a eu son histoire, souvent tragique, consolante par intervalles. Mais dire qu'elle ait eu un droit universellement reconnu, et que ce droit ait été pour quelque chose dans son histoire, c'est se jouer, avec les puissances, de la crédulité publique. Dans tous les temps, la première loi de l'état a été sa sûreté, et le gage de sa sûreté sa force, et la borne de sa force celle de l'intelligence qui en a été dépositaire. Quand les grandes puissances ont proclamé une autre morale, elle n'a été qu'à leur usage; et les petites n'en ont pas connu le bienfait. La Pologne, Venise ont disparu de dessus la terre, sans que, dans ces funérailles politiques, les cours spectatrices aient vu autre chose que leurs propres pertes. Toutes les fois qu'elles ont partagé la dépouille, ou obtenu ailleurs des compensations, elles ont cessé de crier à l'ambition. Mais ces compensations, elles les ont exigées tout haut, au nom de la justice, et, dans le fait, au nom de la force. Voilà tout ce qu'il y a eu de réel dans le prétendu code européen. Voilà ce que nos

modernes ont appelé leur système d'équili bre, mot ridicule, qui aux guerres enfantée par l'ambition pure, a ajouté d'autres guei res; théorie trompeuse qui a fourni le prétextes aux iniquités, et qui n'a sauvé l foible que quand les forts n'ont pas si s'entendre contre lui.

De la grande règle susdite, il suit deu choses historiquement vraies comme elle l'une, que chaque état s'attribue le droi de prendre en main des intérêts étran gers, quand ces intérêts sont tels qu'o n'y touche pas sans mettre en danger le siens; la seconde, que les autres cours n lui reconnoissent le droit d'intervenir qu' proportion de la force avec laquelle il l peut. C'est dans ce sens que Napoléon di soit autrefois que la Russie avoit aussi pe de titres à se mêler des affaire de l'Italie qu'il en auroit lui-même à se mêler des af faires de la Perse.

Mais ce droit d'intervenir, dont l'éten due fait celle de la considération politique la Prusse l'avoit-elle donc perdu? la Franc étoit-elle en mesure de le refuser à son allié

C'étoit-là une question purement de fait; mais sur ce fait les deux cours étoient bien loin de s'entendre. L'empereur, tout-puissant depuis la paix de Presbourg, agissoit comme tel. Il alloit fondant ou affermissant le système qui a rendu inébranlable la suprématie de la France. L'histoire, en le jugeant, ne prendra pas pour mesure notre désespoir, mais les besoins d'une création toute neuve et les résultats de la grande convulsion. La ligue du Rhin l'occupoit alors. La jalousie de la Prusse fut extrême et naturelle : elle avoit eu entre ses mains le sort de l'Allemagne; elle auroit voulu qu'il y eût été encore. Elle étoit intéressée à ce que l'Allemagne demeurât une puissance entr'elle et le grand empire. Mais Napoléon ne l'étoit pas moins à constituer le rapport de ses alliés d'Outre-Rhin, et la nouvelle confédération s'éleva sur les débris de l'ancienne.

Napoléon ne se trompoit pas en calculant notre résistance sur nos moyens; il ne couroit aucun risque en poursuivant sa route tout seul. Aussi, plus induit de jour

en jour à nous croire pleins de malveillance, soit par les raisons que j'ai exposées, soit par celles dont il me reste à rendre compte, il ne nous laissa pas même la consolation des formes. De tous les changemens médités dans l'empire, nous n'en apprîmes aucun qu'après coup. Des princes auxquels le roi prenoit un intérêt personnel, souffrirent de la révolution plus que d'autres. La malheureuse affaire des abbayes de Verden et d'Essen, qui pouvoit être un objet de discussion entre des alliés, commença par une occupation violente. Une aigreur secrète prit insensiblement la place de la demi-confiance avec laquelle on avoit conclu. Plus Napoléon nous vit mécontens, et moins il compta sur nous. Ainsi les effets redevinrent causes eux-mêmes, et nous ne fûmes plus alliés que de nom.

On essaya chez nous de rassembler sous les bannières de la Prusse ceux des états de l'Allemagne que la ligue du Rhin n'avoit pas encore liés à la France. Mais les deux alliés jouèrent chacun leur jeu dans cette

double institution. Chacun s'efforça d'attirer à la sienne le plus de membres et les membres les plus distingués. Nouvelles collisions et nouveaux alimens de haine. Du reste, notre projet demeura sans résultat; car tandis qu'à Paris on avoit été maître des conditions de la ligue du midi, à Berlin il fallut négocier celles de la ligue du nord; et au milieu de cette discussion la catastrophe nous surprit.

Ce qui acheva d'aigrir l'empereur, c'est que chez nous le public, qui n'apercevoit que les résultats, et ne pénétroit pas dans le mystère des causes; le public, qui voyoit la Prusse déchue de son rang et abreuvée d'amertumes (du moins comme grande puissance, si elle s'obstinoit à se regarder comme telle), faisoit un crime au gouvernement de sa langueur apparente et couvroit d'opprobre notre politique. Lorsqu'après la bataille d'Austerlitz l'attente universelle eut été déçue, et que Haugwitz nous eut encore une fois rapporté la paix, on croiroit à peine quelle avoit été la fureur de quelques classes, le chagrin de l'ar-

mée, l'étonnement de tous. Hanovre séduisit quelque temps un grand nombre d'opinions; mais quand, à la suite de la nouvelle alliance, on vit les François plus que jamais agissans et plus forts de jour en jour, et la Prusse patiente, silencieuse, en apparence plus foible qu'elle ne l'avoit été, le mécontentement n'eut plus de bornes. On insulta le ministre, on n'applaudit au théâtre que les pièces dont les allusions étoient guerrières, on dénonça au roi comme traîtres ceux de ses serviteurs qu'on croyoit les apôtres de la paix. La fermentation crût avec tant de violence, qu'il auroit fallu, pour l'appaiser, que le roi eût été plus que sévère. Elle devint entre les souverains eux-mêmes un dernier principe d'éloignement; car les chagrins du roi s'aigrissoient de ceux de son peuple, et l'empereur n'attribuoit l'indulgence de ce prince qu'à sa mauvaise volonté contre lui. Il ne crut plus rien nous devoir. On marchoit à grands pas vers la rupture.

Jusque-là, le roi avoit été inébranlable, renfermant dans son cœur les cha-

grins qui lui venoient du dehors, imposant autour de lui silence au murmure. Il avoit été jeté une fois hors de ses principes. Dans cette occasion, il avoit vu de plus près les hommes et les choses; des proportions mal jugées ne l'avoient été bien que par lui. Plus que jamais il s'étoit renfermé dans la sévérité de sa règle, étouffant ses répugnances et souscrivant à des bouleversemens qu'il ne pouvoit empêcher. Il reconnut la ligue du Rhin, mais Hanovre le dédomageoit encore. Un jour Hanovre, sauvé à travers les orages, ou consoloit de tout, ou devenoit le remède à tout : on ne pouvoit plus pousser le roi à la guerre, qu'en l'attaquant dans cette dernière espérance.

Au milieu des réflexions sombres dont toute sa conviction ne le défendoit pas, une nouvelle inattendue changea subitement l'état des choses. Il apprit de Paris que, dans la négociation de paix, depuis peu reprise entre la France et l'Angleterre, le cabinet de Saint-Cloud avoit reconnu, comme base, la restitution du

pays d'Hanovre à sa majesté britannique; les lettres de Londres l'annonçoient également. Les papiers officiels, communiqués depuis au parlement, ne permettent guère de douter, qu'un moment du moins, la nouvelle n'ait été vraie.

Comme, depuis, cette négociation s'est rompue, il est difficile de juger quelle a été l'intention de l'empereur. A-t-il cru devoir subordonner l'intérêt de la Prusse à celui de la paix générale, et vouloit-il en effet nous sacrifier? Ce rapport haineux dont j'ai développé les progrès, lui a-t-il fait croire que les obligations de l'alliance avoient cessé; ou bien imaginoit-il une combinaison politique, qui auroit dédommagé la Prusse du sacrifice de sa nouvelle acquisition, et satisfait aux traités, sans prolonger les obstacles à la paix; ou, enfin, avons-nous fait tort à sa politique, et, quoique les ministres anglois en aient dit, les prétendues promesses de la France n'ont-elles été que de ces mots vagues qu'on jette en avant dans les commencemens d'une négociation, pour

ne pas l'effaroucher du premier abord, et pour gagner le temps de mettre quelque chose à la place?

Il seroit affreux que cette dernière hypothèse pût avoir été la vraie, et que le roi se fût perdu pour une erreur. Mais enfin, les sources étoient de celles qu'on croit sûres; la nouvelle avoit, à nos yeux du moins, les caractères de l'authenticité la plus complète : c'étoit là la borne des principes du roi. Il ne pouvoit reperdre Hanovre sans perdre tout, et le prix de vingt sacrifices, et le dernier gage de sa sûreté, et la seule justification qui restât à son honneur. L'intention de la France prouvée, c'étoit dans les idées du roi une agression pure et simple; pour lui, tout autre calcul avoit cessé. Qu'importoit en effet, dès ce moment-là, l'infériorité de ses forces? Il n'avoit plus que le choix de tomber avec honneur, ou de rester debout comme un lâche, pour tomber peut-être plus tard. La question ainsi posée, cet homme circonspect fut le plus décidé

des hommes. Toute l'armée fut reportée sur la frontière.

En effet, avec la preuve ou avec la conviction qu'on se préparoit à nous arracher Hanovre, quel étoit le devoir du roi? S'il étoit plus sage et plus éclairé que ses serviteurs, que son armée, que son peuple; si, avec ce coup d'œil parfait que la passion n'obscurcissoit pas, il savoit mettre à leur place les deux états, et Napoléon, et lui-même; si, sans pressentir l'excès du malheur qui nous a frappés, il en prévoyoit avec certitude un grand, devoit-il braver une flétrissure non méritée, prendre en main un sceptre de fer pour imposer silence à l'opinion de ses sujets, et se résigner à tous les arrangemens des cours de Paris et de Londres, en sacrifiant, après ses trois provinces, après son commerce, après sa considération politique, la seule compensation de tant de pertes? ou bien falloit-il faire la guerre à outrance, et exposer l'état entier plutôt que de céder sa conquête?

Le premier parti auroit eu pour lui la fortune; car, deux mois plus tard, d'autres causes ayant rompu la négociation de milord Lauderdale à Paris, le projet fatal à la Prusse auroit été du moins ajourné, et, sans nos armemens, nous aurions pu encore rester immobiles.

Mais, sans compter que le projet une fois possible, renaissoit plus tard, on partoit alors de son existence. Dans cette supposition, pour juger si Frédéric Guillaume a pu prendre un autre parti que celui du désespoir, il faut d'abord se faire une idée juste du caractère du prince, et voir ensuite quel étoit l'état de la nation. Le roi n'avoit pas été patient, pacifique, par indifférence. L'honneur chez lui étoit délicat, ombrageux même; il auroit sacrifié beaucoup au charme de la gloire, si le devoir n'avoit été plus à ses yeux; tout son règne n'avoit été qu'une suite de victoires remportées sur lui-même. Il se voyoit encore une fois dans la situation d'âme pénible, où il avoit été l'année précédente. Méconnu pour avoir préféré son

peuple à des considérations séduisantes, sa récompense n'étoit plus que dans son cœur. Pour sauver cette dernière consolation, sa propre estime, il falloit qu'au besoin il se retrouvât conséquent, et qu'après avoir repoussé la guerre pour ne la faire qu'en défenseur de son peuple, il ne la craignît pas quand son peuple étoit menacé. La disproportion des moyens étoit immense; mais, en eux-mêmes, les siens étoient beaux. Se laisser dépouiller à la tête de deux cent mille hommes, sans essayer du moins ce que pourroit l'héroïsme, il n'étoit pas de calcul qui colorât ce déshonneur. Je le sais, nous serions encore debout, si Frédéric Guillaume avoit été sans courage; mais il en faudroit beaucoup d'une autre espèce, pour se porter son accusateur.

Cependant, la raison du roi étoit si près d'être parfaite; chez lui les idées confuses tenoient si peu contre des calculs certains; il étoit si vrai pour lui que le souverain ne doit mettre qu'au second rang les motifs pris de la seule gloire, que peut-être ce

conflit de devoirs auroit coûté des combats plus longs, si, d'un côté, les avantages d'une résolution différente avoient eu effectivement une garantie certaine, et que la Prusse, dépouillée d'une province pour un intérêt quelconque, n'eût pas pu l'être successivement de toutes, pour des intérêts pareils ; et si, de l'autre côté, l'enthousiasme de la nation, le cri des cours, l'amertume des écrivains, la désolation de l'armée, n'étoient devenues pour le roi une tyrannie insupportable.

L'opinion étoit enfin une puissance. J'ai dit dans la première partie de cet ouvrage que le roi étoit absolu, que les liens de l'obéissance chez nous étoient aussi sûrs qu'ils l'avoient jamais été, que la calomnie seule avoit pu dénoncer un principe de dissolution dans les ressorts intérieurs de la machine publique. Mais on s'effraye de l'idée des choses qui pouvoient être vraies un jour, si la nation se croyoit enfin avilie, et qu'au lieu des reproche vagues, balancés, qu'on avoit faits long-temps au gouvernement, un mépris fondé sur des faits

et sur des faits graves, devenoit le sentiment général. Il ne restoit plus au roi qu'à sévir. La haine l'en auroit puni. L'esprit public auroit été perdu sans retour. Plus cette existence auroit été neuve chez nous et moins il est possible de prévoir où elle nous auroit conduits.

Quoi qu'il en soit, les résolutions étoient prises et l'armée fut mise en mouvement. Dans la thèse donnée, c'étoit-là sans doute le besoin du premier moment. Il falloit n'être pas surpris, et l'on ne pouvoit assez précipiter la mesure. Mais l'armée arrivoit-elle pour attendre sur la frontière l'effet des intentions de la France, et jusque-là son attitude devoit-elle être défensive? Ou pensoit-on, à la faveur d'un armement qui nous fît craindre, s'entendre encore une fois avec l'empereur? Ou instruit enfin que sur toutes les routes on arriveroit tôt ou tard à la rupture, le roi vouloit-il une bonne fois faire finir cet état de fièvre, attaquer la France à tout prix, et abandonner aux hasards de la guerre un résultat, que la sagesse ne maîtrisoit plus?

De ces trois suppositions, il n'y en avoit qu'une qui fût soutenable en logique. Au point où les choses en étoient venues, une négociation armée étoit une chimère. Napoléon étoit trop grand désormais et trop lié par sa grandeur même, pour qu'un armement ne fût pas une difficulté de plus en négociant avec lui. Après tout ce qui s'étoit passé, deux armées comme la sienne et la nôtre ne se trouvoient plus en présence, sans en venir aux mains. Nos efforts, d'ailleurs, étant les derniers que nos finances nous permissent, on devoit surtout ne pas s'exposer à un arrangement, qui pouvoit encore n'être qu'un palliatif, et par le même cercle nous ramener au même besoin. Ces raisons excluoient également toute idée de défensive, parce que notre attitude seule, en se prolongeant, nous écrasoit; sans compter que l'empereur avoit bien assez de ses autres avantages, sans le laisser encore maître du moment de l'attaque, du plan et de la somme des premières forces. Il importoit donc surtout, en prenant nos résolutions, de ne point nous

abuser sur leur nature. Le premier ordre donné, l'ébranlement du premier bataillon étoit cette fois-ci la déclaration de guerre. Dès-lors il falloit mettre à profit l'avantage que nous donnoit l'initiative des mouvemens. Il falloit être sourd aux conseils d'une prudence timide, tomber comme la foudre sur tout ce qu'on auroit trouvé de François en Allemagne, et, puisqu'on se battoit par désespoir, se battre en désespérés. Je sais bien qu'on n'y auroit pas gagné de grands résultats. Une lutte si disproportionnée, quand elle auroit été une fureur inévitable, n'en étoit pas moins une fureur. Mais les premiers succès sont beaucoup à la guerre. Les nôtres pouvoient ébranler quelques états d'Allemagne, diminuer les distances morales, faire que l'ennemi eût payé plus cher ses propres succès, et que nos revers n'eussent pas été des catastrophes sans remède. Qui sait si, après la saignée dont les deux peuples avoient besoin, l'estime mutuelle des deux princes, nourrie d'une guerre franche plus qu'elle n'avoit souffert de ressen-

timens étouffés, n'auroit pas amené un arrangement inattendu? Qui sait si cet arrangement, par cela même que le premier intérêt consulté auroit été celui de Napoléon, en ne lui laissant plus rien à désirer dans le voisinage de son empire, n'auroit pas établi le repos futur de la Prusse sur des combinaisons plus sûres et sur un rapport durable avec l'arbitre de la destinée publique. Après une leçon sévère, la nation plus sage sentoit enfin son bonheur. Notre belle armée, plus méritante, en devenoit aussi plus modeste. Le roi ne consacroit plus qu'à des vertus bienfaisantes un règne orageux huit ans et des jours si long-temps empoisonnés. Songe trompeur! Il fut celui de quelques sages qui même avoient rêvé trop en beau. L'espérance publique alloit plus loin dans ses songes.

Il n'est pas impossible que le conflit intérieur entre les résolutions du roi et ses vœux, n'ait favorisé dans ce prince une demi-illusion sur les suites inévitables où son armement l'entraînoit, et qu'il n'ait

vu confusément dans l'avenir la possibilité de tout concilier encore. Ceci expliqueroit, en partie du moins, la disproportion extrême qu'il y eut entre nos préparatifs et leur objet. Je dis en partie; car, dans toutes les thèses, il falloit être fort, et, quels que soient ceux qui ont présidé dans le temps à nos arrangemens militaires, leur incurie fut impardonnable. Elle eut sa source dans une autre illusion qui déjà nous avoit tant desservis, dans cette confiance aveugle de l'armée, qui n'imaginoit pas même la possibilité d'un revers, et qui alloit à ce choc épouvantable comme à une victoire aisée. Cette sécurité profonde est une de ces choses que l'expression ne rend pas. Les faiseurs donnoient l'exemple; ils avoient été actifs pour rendre odieuse la politique du roi, et livrer à l'indignation publique ses ministres; ils ne surent l'être ni pour prévoir les dangers, ni pour conseiller les remèdes. La nation trouvoit facile et doux de les croire; son enthousiasme acheva de les égarer. La nation sembloit célébrer une

fête, quand elle auroit dû prendre le deuil, ou quand la seule fête qui nous fût permise étoit celle de Léonidas et de ses Spartiates, se préparant, par des jeux, à une mort qu'ils savoient certaine, et se consolant d'avance par le charme du devoir rempli. Napoléon, sûr de la victoire, prodiguoit les précautions, comme s'il avoit été sûr d'être battu. Nous, avec mille raisons de craindre, nous ne combinions rien pour le cas d'un premier désastre. Au lieu de fortifier, quand ce n'eût été qu'à la hâte, et comme les François savent le faire, les passages de l'Elbe, Wittemberg, Dessau, nous nous exposions à ce qu'une bataille perdue ouvrît à l'ennemi la route de la capitale. Au lieu de nous dire que nous pouvions être poussés jusqu'à la ligne de l'Oder, nous laissions tranquillement dans Berlin des richesses militaires précieuses, et dans les places qui bordent ce fleuve des commandans imbécilles ou peu sûrs. A quoi bon, en effet, des forteresses? Nous en avions une, c'étoit l'armée. C'étoit là le rempart inexpugnable à

l'abri duquel nous bravions les événemens. Les régimens passoient l'un après l'autre par la capitale, avec des chants de victoire, et la foule couroit se repaître de leur joie, et pas un pressentiment n'interrompoit cette funeste allégresse.

Le duc de Brunswick avoit été chargé du commandement général. A ce titre, il n'est pas exempt de reproches. C'étoit à lui à prendre l'initiative des conseils, et à donner l'idée des mesures de précaution, indispensables dans notre état de foiblesse. Le duc s'étoit fait connoître dans la guerre de sept ans, par des campagnes plus estimables qu'heureuses, et depuis, par son expédition brillante en Hollande, et par la déroute de la Champagne. Il avoit dans un haut degré le courage qui exécute, et bien moins celui qui conçoit : aussi maître de lui-même dans la mêlée qu'un autre dans son cabinet; mais, la veille des résolutions, dupe de sa propre sagesse, combinant avec anxiété les chances, et à force de les calculer toutes, ne sachant en brusquer aucune; du reste,

homme d'état timide, n'osant contredire ni le roi, ni ses généraux ; tandis qu'avec son nom, ses souvenirs et ses moyens, il pouvoit être sous Frédéric Guillaume, et déjà sous le dernier règne, l'idole de la nation et l'oracle de la cour. Je ne crains pas que ce portrait soit trouvé infidèle, même dans l'heureux coin de terre que le duc a gouverné comme souverain, et où il a déployé des vertus étrangères à mon sujet.

Le choix d'un tel général n'étoit pas heureux. Car, s'il étoit possible encore d'obtenir des avantages contre les François, ce n'étoit plus qu'à force d'audace et d'activité. Mais du moins avoit-on lieu d'éspérer qu'un chef, qui ne donnoit rien au hasard, nous préserveroit de ces fautes dont on ne relève pas. A cet égard aussi nous avons été trompés. Aucune vraisemblance n'est devenue réalité que pour nous perdre.

Avant la fin du mois de septembre, l'armée fut rassemblée sur la Saale. Entre le moment de son ébranlement et celui-là,

les derniers doutes politiques s'étoient dissipés d'eux-mêmes. On ne se faisoit plus la question si les deux partis s'entendroient encore. La force des choses nous avoit menés où le pas en arrière étoit impossible. Nous étions liés et par les secours demandés à la Russie, et par le ressentiment que tant d'audace devoit inspirer à Napoléon, et par la position de l'armée, et par l'impossibilité d'un échappatoire honorable. Aussi les explications entre les deux cabinets, qui s'étoient prolongées au milieu des mouvemens militaires, ne furent plus que des formes. On finit de notre côté par demander, comme une garantie nécessaire de la paix, si la France la vouloit encore, que ses troupes évacuassent l'Allemagne. Mais non-seulement on n'espéroit pas que l'empereur honorât d'un examen cette prétention gigantesque ; un sentiment secret nous disoit même que nous étions perdus, si elle étoit accordée. Car notre armée ne pouvoit ni rester où elle étoit, ni rentrer dans ses garnisons, sans qu'une surprise, possible dans tous les

momens, n'exposât la sûreté de l'état. On ne songea plus qu'à se battre.

L'armée alors offroit un spectacle magnifique. On connoît la tenue des troupes prussiennes. Outre ce que leur extérieur avoit d'imposant, qu'on se représente le nombre des troupes, et l'abondance de toutes choses, et la joie qui brilloit sur tous les visages, et cette impatience de la bataille, et cette certitude de la victoire, qui est contagieuse comme la peur, et ces vieux généraux, à la contenance modeste, dont les rides rappeloient les exploits de Frédéric, et ces jeunes officiers, à la contenance provoquante, qui se promettoient bien de les effacer; l'observateur le plus sage avoit besoin de se recueillir pour n'être pas dérouté, et les prophètes eux-mêmes étoient moins sombres, quand ils ne se défendoient pas de ce coup d'œil.

L'instrument étoit admirable. L'artiste, quoique jugé par ses pairs, resta au-dessous de leur attente. Tout fut chez le duc indécision et foiblesse. L'âge avoit glacé cet homme dont la vie avoit eu de si beaux

momens. Il ne put se résoudre à rien entreprendre que le dernier homme ne fût arrivé. Cependant nous avions une avant-garde dans le pays de Bareuth, sous les ordres du général de Tauezien, officier de talent, entreprenant, actif; et derrière lui le corps du prince de Hoenlohe, dont la réputation étoit faite. On pouvoit les renforcer de tout ce qui se trouvoit à leur portée, et pousser ces deux corps sur le Mein, où les troupes françoises, restées en Allemagne depuis la paix de Presbourg, étoient encore disséminées. Avec de la promptitude, on leur faisoit un mal infini, et la guerre commençoit sous des auspices brillans, ce qui étoit beaucoup dans une cause désespérée. Mais le duc ne sut pas saisir la différence qu'il y avoit de cette campagne à toute autre, ni quitter la vieille route qui ne menoit plus à la vieille gloire. Il ne se trouva jamais assez fort; il perdit les jours, les semaines; il ne put être d'accord avec lui-même sur un plan d'opérations. Je dis avec lui-même, et je dis mal; il ne put être d'accord avec cette

tourbe de conseillers illustres et subalternes qui tous avoient leurs idées, qui tous étoient appelés dans les conférences, et qui tous prétendoient en être crus. Il cherchoit en tâtonnant des lumières, lui dont l'expérience étoit notre dernière consolation. Enfin on se décida à faire tourner la forêt de Thuringe par nos deux ailes, et à la faire passer à notre centre, pour aller à l'ennemi sur tous les points à la fois. Il étoit trop tard; Napoléon étoit sur les lieux.

Napoléon avoit vu de loin les préparatifs de guerre, et long-temps il n'avoit pu croire à cet excès de hardiesse. Mais, quand nos troupes eurent inondé la Saxe et qu'il eut cessé de douter, il partit comme l'éclair; ses gardes le suivirent en poste. Avec cette rapidité inimitable qui distingue les mouvemens des François, tous ces corps épars dans l'empire furent en peu de jours organisés en armée, et l'empereur se mit à leur tête. On apprit au quartier-général d'Erfurt qu'il se portoit en force sur Hof. L'intention n'étoit pas dou-

teuse : nous allions être tournés par notre gauche, et coupés de nos magasins. C'étoit la manœuvre de Marengo, c'étoit la manœuvre d'Ulm. C'étoit le grand secret de ce qu'on a appelé la tactique moderne, qui n'est qu'une application plus audacieuse des principes de l'art, enseignés par l'histoire de tous les siècles. On laissa là les premiers projets. Notre droite, qui déjà avoit poussé au-delà d'Eisenach, rebroussa chemin. L'armée se reporta sur Weimar, pour aller à la rencontre de l'ennemi; mais, de ce moment, tous les ordres n'offrirent plus qu'une suite de contradictions et de fautes.

C'étoit du prince de Hohenlohe que dépendoit dans ce moment notre sort. Il commandoit la gauche : il devoit soutenir le premier choc, et défendre les passages de la Saale qui sont aisés à garder. Les ordres du duc le forcèrent à se replier sur l'armée principale, pour qu'elle se battît en masse. Toute la trouée entre les montages de Bohême et nos positions fut ouverte aux François. Par là ils débordèrent dans la plaine de la Saxe,

après avoir détruit un premier corps commandé par le prince Louis, qui lui-même resta sur le lit de gloire. Ce jeune prince, né avec les dispositions les plus heureuses, et qui, mûri par l'âge, seroit devenu l'honneur de nos armes, se laissa emporter par son ardeur à un choc disproportionné. Il fut la première victime illustre de cette guerre, trop heureux de n'avoir pas survécu à sa patrie.

Dès le 12 d'octobre, Naumburg et ses magasins, laissés sans défense, furent au pouvoir de l'ennemi. Il étoit entre nous et la capitale; toute l'expérience des dernières guerres avoit été perdue pour nous : nous étions battus sans bataille.

Ce fut dans ce moment que le manifeste parut, pièce éminemment mal calculée; car, non-seulement on a toujours tort de parler le langage de la passion, et même avec la certitude de la victoire on s'expose à des repentirs : mais c'étoit faire sortir le roi de son caractère, et livrer à des ressentimens dangereux le plus sage et le plus modéré des hommes, celui qui dans son

ennemi même n'avoit jamais cessé de distinguer le grand prince.

On marcha sur l'ennemi, mais avec une armée déjà étonnée de la nouvelle d'un premier échec, et de la direction dans laquelle on lui faisoit chercher les François; avec une armée qui, par la perte de ses magasins, se trouvoit tout d'un coup dans une disette affreuse. La bataille se donna le 14, sur plusieurs points différens, mais sans concert entre les corps, sans liaison dans les mouvemens, sur un terrain qu'on n'avoit pas même étudié. Le duc n'avoit pensé à rien : ni à ce qui devoit se faire, si lui-même étoit mis hors de combat; ni à la retraite de l'armée, si la fortune nous étoit contraire. Du moment où sa blessure l'eut fait porter hors de la mêlée, aucun des généraux ne sut plus quel étoit son devoir. On se battit au hasard : on se battit bien d'abord; mais, quand le soldat vit qu'on poussoit un régiment après l'autre à la boucherie, ou que, sur d'autres points, on le laissoit immobile, faute d'ordres, et exposé sans but au feu de mitraille, la confiance se perdit;

il recula d'abord, il finit par s'abandonner à une déroute complète.

Le malheureux roi fit des prodiges. Peut-être cherchoit-il la mort. Tous ses efforts pour rétablir la bataille furent inutiles. Il eut deux chevaux tués sous lui, en essayant de ramener les régimens à la charge. Déjà il étoit presqu'enveloppé, quand, à la faveur de la nuit, on profita d'un dernier moment pour mettre en sûreté sa personne. Ses frères avoient été dignes de leur rang, donnant jusqu'au bout l'exemple de l'ardeur et du sang-froid.

Une bataille perdue dans une guerre contre la France, étoit un grand malheur; perdue dans les circonstances données, elle étoit un malheur sans remède. Les retraites se firent au hasard, dans tous les sens. Un corps considérable se jeta en arrière dans Erfurt, et fut forcé d'y capituler le lendemain, avec les hommes les plus distingués de l'état. Le gros de l'armée se sauva vers Magdebourg, et se rallia enfin sous le canon de la place.

Nos débris, coupés de la capitale, ne

pouvoient regagner l'Oder, leur dernier réfuge, qu'en décrivant un arc de cercle. Le vainqueur y arrivoit par la corde, et ce vainqueur-là ne perdoit pas ses avantages. Deux jours après la déroute de Jéna, il avoit déjà battu notre réserve près de Halle, et huit jours plus tard, il fit son entrée triomphale dans Berlin.

De là, des corps nombreux se détachèrent dans tous les sens, pour anéantir les restes de l'armée prussienne, qui, confiés par le roi au commandement du prince de Hohenlohe, s'efforçoient d'arriver par divisions aux places fortes de l'Oder. Un corps après l'autre mit bas les armes, la plupart sans résistance; celui du général Blucher, après un combat inutile, mais digne de lui. De toute cette puissance militaire qui avoit fait si long-temps l'étonnement de l'Europe, il ne resta plus que la brigade de la Prusse orientale, qui n'avoit point paru sur le théâtre de la guerre et les garnisons des places. Ces places ouvrirent successivement leurs portes aux vainqueurs. Stettin, Custrin, se rendirent à

une poignée de cavalerie; Hameln, Magdebourg, à des corps plus foibles de la moitié que n'étoient leurs garnisons, et Spandau ne se laissa sommer qu'une fois.

Respirons un moment. J'ai resserré dans quelques lignes les souvenirs mémorables de ces trois semaines qui ont été la ruine de la monarchie. Les faits sont connus de tout le monde. C'est aux causes et aux résultats futurs qu'on s'arrête encore avec intérêt.

A la nouvelle de la bataille perdue, la consternation dans Berlin fut au comble. On n'avoit pas essayé de déguiser la vérité au public; le mouvement général l'en auroit instruit. La reine partit, au milieu des acclamations douloureuses d'un peuple désespéré. Il ne resta de la famille royale que la respectable veuve du prince Henri, et cette auguste famille Ferdinand qui, après avoir donné à la capitale l'exemple des autres vertus, lui réservoit encore celui de la dignité dans le malheur, et cette intéressante princesse héréditaire de Hesse qui, relevant à peine de couches, dut re-

paître jusqu'au bout ses yeux du spectacle de notre misère. Les caisses royales furent transportées à Stettin. L'épouvante enfanta le désordre; on emporta des papiers; on négligea de sauver des effets militaires précieux pour la continuation de la guerre. Le peuple, tombé de sa hauteur chimérique, s'en prit dans sa douleur à tous ceux qu'il put accuser. Non, des causes ordinaires n'expliquoient pas le malheur public; il falloit que l'état eût été vendu; des bruits atroces flétrirent les premiers serviteurs de l'état; l'armée surtout, l'armée fut l'objet des imprécations; les officiers avoient été des lâches : telles étoient les fruits de cette horrible institution, qui n'avoit admis aux places militaires que des nobles. Le désespoir rendit injuste et barbare : des plumes vénales reproduisirent ces reproches sous tant de formes, qu'encore aujourd'hui, dans plus d'une classe, des lumières plus sûres n'ont rien pu sur l'opinion.

Une armée mal conduite avoit été battue par une armée supérieure et bien me-

née : tel avoit été le fait. Il étoit inutile de recourir, pour le concevoir, à des causes mystérieuses ou à des imputations diffamantes : la veille de l'action, il n'y avoit plus un homme raisonnable qui n'eût prédit l'événement ; il auroit fallu à l'armée prussienne la supériorité de la position et de la conduite, pour que la partie eût été égale entr'elle et l'armée françoise ; mais, dès le 13, il étoit prouvé, non pas pour le connoisseur, il l'étoit aux yeux du dernier soldat, qu'outre ses autres avantages l'ennemi étoit en possession de cette supériorité-là : l'armée fit son devoir autant qu'on avoit mérité qu'elle le fît. Plus d'un corps se battit très-bien, de l'aveu des François eux-mêmes ; mais quand on mène au feu, sous des auspices pareils, des soldats tout neufs, on ne doit pas s'attendre à des miracles. Quant aux officiers, rien n'est à leur charge ; les voix des témoins oculaires ont été recueillies depuis ; des traits de dévoûment, d'héroïsme ont été tirés de l'oubli ; les listes de nos pertes, dans cette fatale journée, sont enfin con-

nues authentiquement avec preuve; on sait que plusieurs régimens ont perdu la moitié de leurs officiers; on sait que, presque dans tous, le nombre des officiers blessés ou morts a été sans proportion avec celui des simples soldats; ils ont fait en hommes d'honneur et ils ne pouvoient faire autrement; car, quelle qu'ait été d'ailleurs leur mesure intellectuelle et morale, ils avoient été nourris d'honneur dès l'enfance. C'étoit un spectacle déchirant que de voir, après la bataille et les semaines suivantes, ces malheureux errans sans patrie et sans estime, se disant avec amertume ce qu'ils auroient pu devenir sans les fautes d'un seul homme et livrés innocemment à l'insulte; mais leur proscription datoit de plus haut; l'opinion publique poursuivoit sur eux une plus ancienne vengeance. Dès long-temps il y avoit eu chez nous une espèce de rivalité entre les nobles et ceux qui ne l'étoient pas, ou plutôt entre la classe militaire et celle des citoyens. Le peuple, gâté par beaucoup de liberté, ne souffroit des contrariétés qu'avec impatience; il en

éprouvoit quelquefois de la part des jeunes officiers qui, forts de la considération que leur donnoient l'uniforme et des armes qu'ils ne quittoient pas, n'avoient pas toujours la générosité de se dire que cette supériorité même leur faisoit une loi de la modestie : c'étoient là des torts, des torts graves, d'autant plus graves qu'ils pouvoient devenir habitude et ton, et qu'une telle habitude survit quelquefois aux leçons même de l'adversité; mais ces torts, dans les officiers nobles, étoient de leur état et non de leur caste; le public confondoit en eux le double rapport, la prérogative militaire et la prérogative héréditaire; et dans le pays du monde où l'institution de la noblesse a été le moins oppressive, la noblesse a été le plus poursuivie.

On se le rappelle : en parlant de l'armée dans ma première partie, je n'ai hasardé qu'avec timidité quelques mots sur la règle exclusive qui présidoit au choix de nos officiers. Si, à la suite de nos malheurs, le roi renversoit nos constitutions, si à l'avenir toutes les espérances étoient permises

à toutes les classes, j'ose le croire, les officiers choisis dans le tiers-état s'efforceroient de prouver que l'honneur chez nous est le domaine de la nation toute entière; mais ces preuves, quelque doux qu'il soit d'y compter, sont encore à faire; que la première soit, s'il se peut, dans notre humanité et surtout dans notre justice. Rougissons de répéter au hasard des accusations qui ne flétrissent que l'accusateur. Ne vengeons pas, sur une classe respectable et malheureuse, les torts de quelques individus; songeons que les hommes légers qui nous la font méconnoître sont ceux qui vont cherchant les regards, et que notre œil n'atteint pas, dans leur retraite, cette foule d'hommes d'honneur qui portent le deuil d'une patrie qu'ils n'ont pu sauver, et d'une gloire ensevelie sans leur faute avec la fleur de leurs braves camarades.

Les événemens qui ont suivi la bataille ne s'expliquent que par un délire. Ces armées capitulant en masse, ces forteresses tombant sur un coup de pistolet, rien

de tout cela n'étoit possible qu'au milieu d'une dissolution générale. Plus le soldat s'étoit aveuglé sur le danger de l'état, plus il le mesura dans son horreur. Il vit tout perdu, dès qu'il ne vit plus tout à gagner. Le courage est comme l'amour, il veut de l'espérance pour nourriture. Les généraux partirent de l'idée que c'en étoit fait de l'état, surtout quand notre cruelle étoile eut permis qu'une lâcheté sans excuse livrât Custrin, ce rempart des provinces où l'ennemi n'avoit pas percé, et qu'un gouverneur en enfance ouvrît Stettin à quelques chasseurs. Ces deux horreurs, que rien ne colore, ajoutèrent encore à l'impression profonde qu'avoit faite, peu de jours auparavant, ce moment énigmatique où le prince de Hohenlohe, un général brûlant de patriotisme et d'honneur, à la veille d'atteindre le fleuve, dans une contrée vierge, où après lui les François ont su trouver l'abondance, avec des munitions suffisantes, comme un des plus dignes officiers de l'artillerie l'a récemment attesté, avoit capitulé devant une

avant-garde ennemie, au milieu des cris de désespoir de ses soldats. Juger un tel homme avec des données incomplètes, seroit imiter nos tristes folliculaires. Lui-même un jour lèvera le voile qui couvre cette malheureuse journée. Mais, quelle qu'en soit l'histoire, il n'en est pas moins sûr que l'exemple, la perte du corps le plus considérable qui nous fut resté, celle des autres divisions qu'elle entraîna, et le champ immense que la chute des deux forteresses ouvroit à l'ennemi, acheva d'égarer, dans les autres places, des hommes jusqu'alors irréprochables. A leurs yeux, la monarchie n'étoit plus. A quoi bon sacrifier sans fruit tant de braves soldats? Pourquoi laisser ensevelir sous la cendre des villes florissantes? Magdebourg et Hameln se rendirent, comme Memel se seroit rendu, si les François avoient poussé jusque-là. Calcul affreux, positivement condamné par le code militaire, mais non moins punissable en saine logique. Car, où en seroient les états, si chaque officier étoit juge de l'importance

de son poste, et qu'un revers devînt l'excuse d'un autre revers? Nous allons voir ce que l'erreur de deux ou trois généraux nous a coûté.

Rappelons encore, avant de passer aux résultats politiques, qu'il est un point de comparaison pour juger l'armée, qui prouve tout ce qu'elle avoit de moyens en elle-même, et combien peu il auroit fallu pour l'élever à son ancienne hauteur. La division de la Prusse orientale étoit intacte. Nous la verrons bientôt reparoître sur le théâtre, et nous nous retrouverons tout d'un coup au milieu des Prussiens de 1756. Je dirai les causes, elles nous laveront de notre première campagne, autant qu'elles honoreront la seconde.

Il est temps de revenir à l'homme qui, au milieu du renversement universel, auroit été moins malheureux, s'il n'avoit eu à perdre qu'un trône. Son peuple, son devoir, telles étoient les images désolantes qui le poursuivoient. Venoit-il de condamner l'un à un désespoir sans remède? Etoit-il bien sûr d'avoir fait l'autre, en

allant au-devant d'un danger que sa raison mesuroit si bien? Le roi, après la journée de Jena, avoit rejoint à Magdebourg l'armée battue. Là, il ne fut plus difficile de décider ce qui lui restoit à faire. La paix étoit la dernière condition d'un demi-salut. Tout le monde se réunit à la conseiller, de quelque prix qu'il la fallût acheter. La cruelle leçon avoit corrigé les plus opiniâtres. On envoya le marquis de Lucchesini au quartier-général de l'empereur, pour demander la paix au nom de sa majesté. Le général de Zastrow lui fut associé quelques jours après.]

Le roi, après avoir donné les ordres nécessaires pour que l'armée se repliât à marches forcées sur l'Oder, la devança pour sa personne, et se rendit à Custrin. J'ai entendu demander pourquoi l'armée n'étoit pas restée sous le canon de Magdebourg, et pourquoi le roi l'avoit quittée? Si l'on avoit laissé le temps aux François d'inonder les Marches, et à l'armée qui se rassembloit en Hollande, celui d'arriver de l'autre côté, nos troupes, acculées con-

tre les remparts d'une seule place, et affamées en peu de semaines, auroient été détruites en masse. Avec des efforts de promptitude, au contraire, on pouvoit encore atteindre l'Oder, respirer sous la protection de ses forteresses, attendre les Russes, donner quelque poids aux négociations. Quant au roi, il dut quitter Magdebourg, parce qu'il importoit qu'il reparût lui-même dans les provinces qu'on pouvoit sauver encore. Les autorités, frappées de terreur, n'auroient rien fait de ce que le moment prescrivoit. Il falloit la présence du maître pour rendre du nerf aux commandans, et un peu d'espérance aux peuples. Il la falloit surtout, pour hâter les communications avec la Russie, vers laquelle nos derniers regards se portoient si la paix n'étoit pas acceptée. Le roi prit en effet, pour chacun des nouveaux besoins, des mesures utiles et promptes; mais à peine eut-il tourné le dos à Custrin, pour aller presser dans la Prusse la marche de nos derniers corps, et surtout celle des

Russes, que deux ou trois lâches portèrent le coup de grâce à l'état.

Les négociateurs prussiens avoient trouvé auprès de sa majesté impériale moins de difficultés qu'ils n'avoient eu lieu d'en attendre. Déjà avant que les hostilités commençassent, le langage de ce prince avoit été celui de la paix. Contraste inexplicable, qui achève de dérouter les calculs, et qui a fait chez nous le désespoir de l'homme d'état. Encore la veille de la bataille, Napoléon avoit écrit au roi une lettre toute pleine d'intentions consolantes. Cette lettre parvint trop tard, ce qui ne fut point un malheur, comme bien des gens l'ont pensé; car, dans la situation désespérée où l'armée prussienne se trouvoit alors, coupée, mourant de faim, elle ne pouvoit abandonner son sort à une discussion, même de vingt-quatre heures, et devoit commencer par se frayer un passage. Lucchesini et Zastrow transmirent au roi les conditions auxquelles l'empereur consentoit à rétablir l'ancienne intelligence des deux états. Ces conditions étoient du-

res, mais proportionnées à nos revers. Comparées à la paix de Tilsit : elles étoient une fortune ; car elles nous laissoient Magdebourg et la vieille Marche, et ne faisoient pas même mention de la Prusse méridionale. Vingt-cinq millions d'écus de Prusse devoient se payer à titre de contribution.

Le malheureux Frédéric Guillaume, la mort dans le cœur, souscrivit à la volonté du plus fort. Il ne manquoit plus au traité que la signature de l'empereur.

Dans l'intervalle, il ne s'étoit point passé de jour où ce souverain n'eût reçu quelque nouvelle aussi étonnante pour lui-même que désespérante pour nous. La capitulation de Prentzlow, celles qui la suivirent, la chute de Stettin, de Custrin, de Spandau, de Hameln, de Magdebourg, tous ces événemens qu'il n'auroit pas cru possibles, avec quelque génie qu'il eût poursuivi ses avantages, lui firent envisager d'un autre œil sa situation. Ce n'étoit plus une victoire seulement qu'il avoit pour lui ; il se voyoit maître de la monarchie presqu'entière, maître de ses moyens mi-

litaires, géographiques; maître surtout de l'Oder et de ses passages les plus importans; il pouvoit arriver sans résistance à la Vistule. S'il n'étoit plus douteux que les anciens griefs de la France et de la Russie ne dussent un jour se décider par les armes, le moment paroissoit unique. L'empereur voulut en profiter pour vider la dernière querelle qui divisoit le continent, et asseoir le nouveau système sur une base qui ne fût plus attaquée. Il rompit les négociations. Il fit marcher ses troupes vers la Prusse méridionale. Il appela les anciens Polonois sous ses drapeaux, et quand, de ce côté-là, une insurrection prompte, terrible, comme tout ce que font les François, eut comblé la mesure de nos dangers, il fit offrir au roi, non plus la paix, mais un armistice.

D'après les conditions de cet acte, Colberg, Dantzick, Graudentz, Glogau, Breslau devoient être remis aux François. Le roi devoit, avec toutes les troupes qu'il avoit encore, se retirer dans les limites de la Prusse royale, et là, rester immobile et

neutre jusqu'à la décision de la guerre entre les deux grands empires.

Les négociateurs prussiens avoient signé. Le roi refusa de ratifier leur ouvrage. Personne plus que lui ne désiroit la paix; personne ne sentoit mieux la nécessité des sacrifices; et cependant la pluralité des voix dans son conseil ne put ébranler sa résolution. C'étoit à ses yeux un de ces momens où la défense pure et simple de soi-même simplifie les questions et dispense de l'examen. La France, en effet, ne s'étoit pas expliquée sur les conditions de la paix future. Elle avoit demandé seulement que nos dernières défenses lui fussent livrées, sans que cette aveugle confiance dût nous valoir la moindre garantie pour l'avenir. Il y a plus; elle avoit cru dompter l'orgueil de l'Angleterre par la terreur de son attitude actuelle; n'ayant pas encore contre les tyrans des mers les moyens que la paix de Tilsit lui donne aujourd'hui, elle avoit annoncé que les états conquis seroient entre ses mains un gage, dont elle ne se dessaisiroit qu'à l'époque

de la paix avec sa rivale. C'étoit nous ôter jusqu'au rêve d'une espérance ; car à Londres on n'auroit pas sacrifié la hutte d'un nègre pour nous sauver des couronnes. Enfin, en acceptant l'armistice, nous nous ôtions le seul appui qui fût pour nous quelque chose ; nous trahissions la Russie, nous la trahissions par une espérance illusoire ; car cette tranquillité même que l'armistice promettoit au roi dans un petit coin de sa monarchie, auroit été d'un moment. Les Russes, abandonnés et sans devoirs envers nous ; les Russes qui, pour atteindre leur adversaire, avoient besoin de la Prusse et de ses ressources, n'auroient point reconnu cette triste neutralité ; et le roi, sans forces, sans alliés, sans garanties, victime de la campagne, pouvoit l'être encore de la paix.

Mais les refus du roi, quelque justifiés qu'ils fussent, nécessitoient une autre résolution, incommensurable dans ses suites. Les hostilités avoient commencé entre les troupes françoises et russes. Le premier corps détaché par le noble Alexandre sur

les instances de son allié, dans le temps où la guerre contre la France avoit été décidée sans retour dans la cabinet de Berlin, arrivé trop tard pour nous sauver les grands coups, trop foible pour faire tête aux armées françoises, qui, comme un torrent, inondèrent la nouvelle Prusse, s'étoit retiré en combattant toujours jusqu'au Bug. Là, les renforts arrivoient à grandes journées. Ce n'étoit plus comme auxiliaires que les Russes paroissoient en scène. La guerre du foible étoit oubliée. Le choc prochain des deux grandes puissances fixoit les yeux de l'Europe; il alloit froisser la Prusse. Mais la Prusse ne pouvoit plus rien pour s'en garantir: sans espérances du côté de la France depuis la rupture des négociations, il fallut qu'elle se jetât entre les bras de la Russie, et qu'elle livrât encore une fois ses frêles destinées à l'issue de cet horrible combat.

Nos troupes joignirent l'armée du général Benningsen. La guerre recommença avec fureur. Ni les rigueurs de l'hiver, ni des routes impraticables, ni les maladies,

ni la misère ne purent refroidir l'animosité des deux partis. On se chercha tour à tour, on fit de part et d'autre des prodiges de valeur et de patience, jusqu'à ce que l'épouvantable massacre d'Eylau força les deux armées à respirer un moment.

Napoléon s'étoit rendu justice. Tout autre que lui auroit payé cher le courage qui, du Rhin, l'avoit amené dans nos marais. Ici, tous les avantages étoient pour son adversaire, les lieux, les distances, les habitudes. Si ces braves Moscovites avoient eu à leur tête, je ne dis pas un chef qui eût balancé, mais une mesure moins disproportionnée de talens, d'activité, d'audace, la situation des François étoit difficile. On ne sut profiter de rien. Après la bataille d'Eylau qui ne fut ni une victoire ni une défaite, mais une de ces boucheries douteuses qui deviennent une victoire le lendemain pour l'audacieux qui se l'arroge et qui la poursuit, on recula jusqu'à Kœnisberg. Cependant une bataille indécise étoit bien autre chose pour les François que pour les Russes. Les Fran-

çois avoient derrière eux des forteresses que nous occupions encore, des communications fatigantes, et pour vivre, une province dévorée. Les difficultés de la saison, du terrain étoient neuves pour leurs soldats. Les Russes, au contraire, étoient à la source de leurs moyens. Le climat étoit le leur. Ils avoient Kœnigsberg, la mer, l'abondance s'ils savoient user de ces deux ressources; des retraites sûres si la fortune leur tournoit le dos. C'est dans des circonstances pareilles qu'un grand capitaine ne craint pas de hasarder. Mais il étoit dit qu'il ne manqueroit à la gloire militaire de Napoléon, que d'avoir une fois en tête un talent digne de lui.

Cependant la masse des obstacles étoit telle, que jamais, si je ne me trompe, l'empereur n'avoit eu plus besoin de l'usage continu de ses ressources. L'intrépidité des Russes avoit mérité l'admiration des François eux-mêmes. A côté d'eux, au-delà de la Vistule, l'empereur avoit retrouvé un autre ennemi qu'il croyoit hors de combat sans retour, et qu'il revit

bien différent de ce qu'il l'avoit vu. Les troupes prussiennes s'étoient remises de leur premier étonnement. Elles n'avoient pu être écrasées en masse cette fois comme la première, parce que, malgré les miracles de la tactique françoise, il avoit été physiquement impossible qu'à deux cents milles de chez eux, encore entourés de tous les côtés de positions ennemies, succombant à la fatigue des marches plus qu'à celle des batailles, les François eussent mis la même rapidité dans leurs mouvemens. Nos soldats, avant les grandes actions, s'étoient essayés dans des rencontres. Nos officiers n'étoient plus étrangers à cette expérience des camps, que des simulacres ne donnent pas. Le courage, le patriotisme étoient ce qu'ils avoient toujours été, mais ils s'étoient nourris de cette confiance dans les chefs et de cette idée de soi, qu'un grand revers paralyse. Des principes faits pour effrayer les lâches avoient été proclamés par le roi; et les peines prononcées contre les auteurs de nos misères, avoient rappelé les têtes foi-

bles à la sévérité du devoir. L'armée se remontra digne d'elle. A Eylau, ce fut notre brave Lestocq avec son corps qui fit la clôture de la journée. Les François rendirent justice à la valeur brillante de nos troupes, et les Russes furent assez généreux pour convenir qn'ils leur avoient dû leur salut.

Dans les places, d'autres commandans offrirent le même contraste avec leurs lâches camarades; car Napoléon ne poursuivoit pas un objet, il les embrassoit tous à la fois, et nos forteresses furent attaquées presqu'en même temps. En Silésie, ce fut à ses auxiliaires qu'il abandonna la conquête de la province. Là, nous n'avions que des rassemblemens de fuyards, de recrues, de déserteurs. Le nombre de places à garder partageoit nos foibles moyens. Il y eut des actions d'éclat, il y eut de belles résistances; mais là aussi des souvenirs honteux indignent le patriote, et Schweidnitz n'est plus nommé par les braves Silésiens qu'en rougissant.

De fut en Prusse, ce fut en Poméranie,

dans cette province favorite du grand Frédéric, que tous les souvenirs furent purs. Napoléon, après la bataille d'Eylau, s'étoit jeté sur la gauche, pour refaire ses troupes épuisées par la disette et les marches, dans les riches contrées de Marienwerder et d'Elbing. On eut le tort de permettre qu'il s'y établît. Son armée y trouva l'abondance avec un peu de repos. Mais le repos de l'armée françoise ressemble à l'activité des autres armées. Tandis que, dans des cantonnemens dont l'art avoit fait une immense forteresse, le gros des troupes restoit tranquille vis-à-vis des cantonnemens ennemis, un corps entreprenoit le siége de Dantzick, un autre celui de Graudentz, un troisième attaquoit Colberg. De son quartier général, l'empereur conduisoit vingt opérations à la fois. Il dictoit les mouvemens en Silésie, il achevoit d'organiser l'insurrection polonoise, il pourvoyoit aux besoins de la prochaine campagne, il créoit des armées neuves en France, il donnoit au nord le spectacle de vingt nations différentes rassemblées

sous l'aigle françoise : alliés de tous les temps, alliés de huit jours, tous marchant avec des affections différentes et des intérêts qui ne se ressembloient pas, tous mus par une seule intelligence vers un seul et même but.

Les intérêts politiques l'avoient occupé comme ceux de la guerre. Plus d'une tentative pour ramener la paix, échoua contre des espérances trompeuses. L'empereur envoya jusqu'à Memel un général de confiance, pour offrir au roi de s'entendre. Mais il étoit trop tard : le roi, entouré des armées russes, et ne possédant plus dans sa monarchie qu'un coin de terre, eût en vain prêté l'oreille à ces offres : son sort étoit entre les mains de son allié. Lui-même n'avoit plus de résolutions à prendre.

La conservation de Dantzick étoit pour les alliés d'une importance qu'ils ne méconnoissoient pas. Cependant les deux grandes armées restèrent trois mois en présence, sans que le général Benningsen tentât rien pour faire lever le siége. Quelques

renforts par mer, voilà tout ce que le gouverneur put obtenir. Encore cette ressource lui fut-elle ôtée par la perte d'un poste qui faisoit sa communication avec le port. Le général Kalkreuth, abandonné à lui-même, fit ce qu'on devoit attendre d'un élève de Frédéric. Dans une place irrégulièrement fortifiée, il épuisa tout ce que l'art et le courage offrent de moyens au grand capitaine; et, après une défense aussi longue qu'honorable, il ne rendit la ville qu'à des conditions qui achèvent de le juger.

Graudentz, Colberg furent plus heureux. Défendues avec la même intrépidité, ces deux places purent prolonger leur résistance jusqu'à la paix, et n'ouvrir leurs portes qu'au courrier qui leur en porta la nouvelle.

Recevez l'hommage de la reconnoissance nationale, digne Courbière, brave Gneisenau. Vos noms, qu'on aime à répéter, nous consolent de quelques noms flétris dans nos annales. Jouissez de votre gloire et de l'estime d'un maître chéri.

Jouissez du rang où vôtre courage vous a placés. C'est vers vous, vers vos pareils que nos regards se reportent avec une satisfaction douloureuse, quand le superbe étranger nous juge sur nos malheurs.

Et vous aussi, dont les vertus modestes n'ont eu que l'aiguillon du devoir, habitans de Colberg, vous qui avez vu d'un œil sec la ruine de vos maisons, et partagé avec le soldat les veilles et les fatigues; dignes enfans de ces bourgeois-héros qui, dans la guerre de sept ans, défendirent presque seuls leurs foibles murailles contre une armée, prenez parmi vos concitoyens la place qui vous est due. Que Frédéric Guillaume verse sur vous les récompenses et les distinctions : la nation n'en sera point jalouse. Elle vous dispute le prix de l'amour et de la fidélité : mais vous avez donné un grand exemple de patience et de dévouement; vous avez des titres qui ne sont qu'à vous.

A peine Dantzick fut tombé, que les alliés sortirent de leur inaction. Ils attaquèrent presqu'en même temps toute la

ligne françoise. Le beau moment étoit passé : Napoléon, délivré des soins du siége, et renforcé de toutes les troupes qu'il avoit occupées devant la place, reprit à son tour l'offensive. Du 5 juillet au 14, il coula des deux parts des torrens de sang. Ce ne fut qu'un seul massacre qui dura dix jours. Les Russes se battirent comme des lions, mais en reculant après chaque affaire. Enfin ils se laissèrent couper à Kœnisberg, et la journée de Friedland mit fin à la grande tragédie.

Les deux empereurs se virent. Ce moment non-seulement les réconcilia, mais établit entr'eux, à ce qu'il semble, un rapport intime. La paix n'en fut que la première suite. La réunion du continent tout entier sous un seul principe politique en devint bientôt après le grand résultat.

Le sort de la Prusse fut ce qu'il devoit être, un accessoire que les deux souverains réglèrent entre eux, en balançant les intérêts principaux. Sans doute Alexandre, plus heureux, auroit mieux fait pout son ami. Puisse la grande relation, dont il étoit

impossible que nous ne fussions pas les victimes, devenir ce qu'elle promet à l'Europe, le lien des nations et le sceau d'une paix durable.

La paix de Tilsit coûta à la Prusse la moitié de ses provinces, une population de cinq millions d'âmes, son rang entre les puissances, et sera dans les états qui lui restent le principe d'un long anéantissement. Jamais, depuis les traités de Rome avec les rois vaincus, une paix plus tragique n'avoit terminé une guerre plus malheureuse. Telle fut l'issue de ce combat de neuf ans contre une fatalité, qui avoit trompé tour à tour et les espérances de la sagesse et les calculs du désespoir.

O Frédéric Guillaume! ô mon noble souverain! soyez maître, s'il se peut, de votre douleur. Si les objets qui vous entourent la réveillent, rentrez en vous-même. C'est dans vôtre conscience, c'est dans votre âme céleste que sont pour vous les consolations. Votre couronne fut moins que le devoir à vos yeux. Long-temps vous avez sacrifié à votre peuple ce que

d'autres appeloient la gloire; vous avez fini par un plus grand sacrifice : vous avez exposé votre vie; c'étoit peu de chose, vous ne l'aimiez que pour nous. Mais vous avez exposé notre bonheur; et, si vous vous obstinez à vous méconnoître, cette idée sera le poison lent qui consumera vos jours. Non, vous êtes innocent de notre chute : la paix de Tilsit est un héritage que votre prédécesseur vous a laissé. C'est en 1791 et en 1795, c'est à Pilnitz et à Grodno, c'est lorsqu'on a marché en Champagne et anéanti la Pologne, que l'acte fatal a été conclu. Vous vous êtes assez débattu contre les suites de fautes qui n'avoient pas été les vôtres. Des événemens, plus forts que la sagesse de l'homme, ont lentement miné votre trône. Quelque parti que vous eussiez pris, vous n'auriez eu que le choix de maux. Vous n'auriez rien sauvé, en prenant les armes plutôt; car vous ne pouviez rien contre la nature des choses. Vous auriez peu sauvé en les prenant pour une autre cause; car vous étiez, grâce à l'erreur d'un autre règne, aussi foible contre la

Russie que contre la France ; et, s'il vous en avoit coûté moins de provinces, il vous en auroit coûté autant de ravages et la même dépendance. Vous pouviez aller au-devant des fers et descendre sans résistance de votre rang ; mais votre peuple est assez juste pour n'avoir pas oublié que tous les liens du respect et de l'amour étoient rompus entre vous et lui, sans vos résolutions de l'année dernière. Vous n'avez eu qu'un moment plus beau que les autres ; on vous l'a fait perdre. Et encore, qu'est-ce que la triste prudence des hommes ? Dans ce siècle d'agitations, que de chances pouvoient vous égarer, même sur la route qui nous sembloit la plus sûre ! Le passé, l'avenir, vous marchez entre ces deux consolateurs. Consacrez à l'un votre vie, vous le devez ; mais quelquefois, après l'heure du travail, reposez sur l'autre votre œil fatigué. Jouissez de vos souvenirs, ils sont purs comme vous-même. Neuf ans votre peuple a été le plus heureux de la terre, tranquille par votre sagesse, libre sous vos douces lois, meilleur par vos beaux exemples. Avec

cette voix intérieure, vous serez encore digne d'envie. Vous trouverez votre nation, au sortir de l'école du malheur, plus digne d'un tel maître. Elle a mieux senti tout ce qu'elle possédoit en vous, depuis qu'elle a tremblé de vous perdre. Elle ne vous aime pas plus, mais elle vous aime mieux. Elle vous adoucira tous les sacrifices; elle ira au-devant de toutes les privations, s'il en faut de grandes, pour vous en épargner de petites. Vous ne serez plus entouré de la pompe des arts et des jouissances de la richesse; vous ne verserez plus autant de bienfaits sur le talent; mais vous pourrez encore faire du bien, guérir doucement nos plaies, consoler notre misère. Votre peuple a beaucoup souffert; il en sera plus sérieux, plus simple, plus moral; et, quand il aura rempli les devoirs du citoyen, sa récompense sera de voir la sérénité sur votre front.

Je parle de privations: en effet, le plus grand malheur de la paix de Tilsit n'étoit pas dans nos pertes territoriales; la Prusse, il est vrai, réduite à la moitié de son an-

cienne étendue, n'avoit conservé que des provinces sans ensemble et plus que jamais sans défense; eh! bien, un état foible peut être florissant aussi; la France et la Russie avoient cessé de se haïr; leur rapport nous auroit promis une longue paix. Pourquoi une intelligence sincère ne se seroit-elle pas établie entre Napoléon, sûr de sa grandeur, et le roi qui n'auroit plus eu que de paisibles devoirs? Sans prétentions ambitieuses, avec une armée réduite comme elles, nous aurions plié sous notre sort. Si du moins un bonheur modeste nous avoit consolés de la perte de la gloire! mais nos plaies intérieures saigneront long-temps! Toute la Prusse est un désert: depuis la Vistule jusqu'au Pregel, les villages sont en cendre, les champs sans culture, le bétail détruit, le laboureur errant. Dans les provinces qui n'ont connu de la guerre que le poids des marches et des fournitures, l'habitant n'a pas encore quitté le toit paternel; mais il vit de ses dernières ressources, et, pour se défendre de la misère, il s'ôte les moyens de se relever. Le

numéraire s'est écoulé par trente routes, le commerce est anéanti; en vain l'industrie s'agite, les conditions du travail n'existent plus; les papiers de l'état perdent au-delà d'un tiers, non pas qu'ils soient en effet moins sûrs, la monarchie périroit avant que Frédéric Guillaume manquât à ses engagemens; mais parce que l'argent a disparu et qu'on le paie à tout prix; dans cet état de détresse, quand nous aurions besoin des secours du dehors pour respirer, une contribution pénible a frappé les provinces qui nous restent. L'état doit payer, non pas pour le recouvrer un jour par une circulation bienfaisante, un trésor que dix ans d'économie n'auroient pu créer dans nos beaux temps. Que pourra-t-il pour rendre au laboureur un toit, des semailles? Le sang du peuple engraissera d'autres terres. Tout ce que la sagesse eût inventé de ressources est proscrit d'avance par les traités; ils ont affranchi pour l'étranger le commerce de nos fleuves; ils ont tracé, à travers nos provinces, des routes sur lesquelles nos lois seront sans pouvoir.

Une source riche est fermée à l'administration, et avec elle combien d'autres vont tarir ! Les impôts indirects, dont le poids se faisoit moins sentir que tout autre, sont une chimère, depuis qu'à la suite de ces réglemens la contrebande est sans entrave. Tout notre système de recette est renversé; un régime dur, il le faut, pompera la substance qui nous reste, et nos enfans n'hériteront que de notre deuil.

Eh bien! travaillons pour eux si nous ne pouvons rien pour nous ! Que nos enfans du moins transmettent aux leurs un autre héritage ! Prussiens, ne désespérez pas de la patrie ! Quelque vrai que soit le tableau que j'ai tracé, une administration comme la vôtre a des moyens inconnus ailleurs. Vous avez un maître qui n'a de besoin que ceux de l'état, un ministre dont les conceptions sont grandes, des voisins qui n'ont plus d'intérêt à vous nuire, et au défaut du crédit de la richesse, le crédit de la probité : une volonté ferme a fait de plus grands prodiges *. Prenez con-

* Je cite encore Frédéric II : ses ouvrages sont nos livres.

fiance dans votre gouvernement, mais secondez ses efforts; faites-vous les vertus de votre condition : vous avez voulu être les Athéniens de l'Allemagne, soyez en les Spartiates. Ce qui vous convient désormais, c'est la patience, le travail, l'économie; défendez-vous des souvenirs qui séduisent, et que le luxe d'un moment ne contraste plus dans vos demeures avec les besoins de tous les jours; ce goût effréné du plaisir qui démoralise la capitale, et qui, de la capitale, a passé dans les autres villes et de là dans les provinces, défendez de ses pièges vos femmes et vos enfans. Aimez-vous, la bienveillance console! Que le malheur ait rapproché tous les cœurs et confondu toutes les classes! Rougissez de ces préventions haineuses qui ont éloigné le citoyen du citoyen. Honorez le soldat qui doit vous défendre, et que le soldat soit modeste, parce que la modestie pare la bravoure. Surtout, soyez sujets soumis

sibyllins; on y trouve tout. Voyez-y l'horrible tableau de nos provinces à la clôture de la guerre de sept ans : ses couleurs sont plus noires que les miennes; et cependant, que n'avons-nous pas été depuis!

et respectueux ; craignez de juger vos maîtres : la chose publique a ses mystères ; et, parmi les motifs qui décident l'autorité, il en est toujours qu'on ignore. Cette autorité ne ressemblera plus à celle qui fit vos délices ; vous aurez une cour austère ; vous aurez des lois dures ; l'état obéré vous demandera compte de vos jouissances, et vous paierez cher les plus simples : ainsi le veut la nécessité. Dites-vous d'avance quels seront vos devoirs et ceux du roi ; méritez par votre résignation que des jours plus beaux se lèvent pour vous ; si ce sont-là les exemples que vous donnez au monde, vous serez respectés de vos voisins plus que vous n'en avez été craints autrefois.

Les révolutions parcourent la face du globe ; chaque peuple a ses époques de grandeur et de nullité : peut-être, si nous savons préparer la fortune de nos enfans, les destinées de la Prussse se relèveront quelque jour : aujourd'hui, bornons nos vœux à demander au ciel que le vainqueur daigne nous rendre bientôt à notre triste

tranquillité. Un silence effrayant va succéder au tumulte, dans nos demeures qu'il aura quittées : alors seulement nous pourrons sonder nos plaies, alors nous sentirons les remèdes dans leur amertume ; jusque-là rien n'est possible, et l'état meurt lentement de son mal. Napoléon a usé de sa victoire, il a pris de nous la vengeance qu'il a cru juste ; mais il ne peut vouloir notre ruine entière : son peuple en seroit-il plus heureux ? Il a disposé un an de la monarchie, il la connoît ; il sait que nous sommes un peuple pauvre, que cette longue convulsion nous tue, qu'un million de familles tournent les yeux vers lui dans leur agonie ; il saura concilier les grandes vues de sa politique avec la pitié qu'il doit à notre malheur. Il sera généreux comme il est grand, et ses braves soldats iront dans la douce patrie conter leurs peines et nous oublierons un moment les nôtres en revoyant nos maîtres.



RECORD OF TREATME

helfmark: 1054 . A . 25

&P Ref No. CC01 / 080814

1icrofilm No.

)ate	Partic
1st November 2010.	pH Before or Existing 4·7-
	Deacidification mag - b g
	Adhesives Wheat star Animal
	Lined / ~~Laminated~~ 3WS 1 leaf
	Chemicals / Solvents
	Cover Treatment
	Other Remarks

DERRY : NOTTINGHAM
2010

